

GUIDE 2009 des Acteurs limousins
DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE



« Ensemble pour plus d'efficacité »



Fort du succès rencontré par le premier annuaire régional, nous avons le plaisir de mettre au service des Limousins et de leurs partenaires, ce recensement 2009 des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale en Limousin.

La Région Limousin a fait le choix de s'inscrire durablement dans une Europe élargie et un monde ouvert. C'est en développant nos relations et nos échanges avec des territoires extérieurs et leurs populations que nous pourrions améliorer notre capacité à appréhender et à anticiper les évolutions d'un contexte socio-économique et politique mondialisé.

Ce Guide 2009 des acteurs ainsi que les Rencontres régionales de la Coopération décentralisée et de la Solidarité internationale en Limousin s'inscrivent dans cet effort comme moyen privilégié pour faire vivre la concertation entre les acteurs limousins, pour les aider à professionnaliser leur action et pour promouvoir les démarches de codéveloppement.

Cet outil enrichi et évolutif doit permettre aux acteurs de développer une meilleure compréhension des problématiques du développement, des modes de coopération et de la politique régionale tout en trouvant à travers des ressources mutualisées des pistes pour agir en concertation et pour renforcer leurs capacités et leurs compétences.

Nous vous invitons à découvrir les domaines d'activités et les territoires de coopération des acteurs limousins, des partenaires publics et associatifs, des pistes pour élaborer et conduire un projet, ainsi que des informations et des liens sur les opportunités d'appuis offertes par l'Union Européenne, les institutions nationales et régionales.

Je continue à penser que toutes ces actions constituent des outils efficaces pour contribuer ensemble à mieux servir cette cause universelle et je fais nôtre le vœu de Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations Unies :

« Vous (les peuples du monde) êtes les seuls qui puissiez faire en sorte que la Déclaration du Millénaire ne soit pas un vain mot. Il vous incombe de faire honorer les engagements pris et, ainsi, de rendre le nouveau siècle meilleur que l'ancien » (oct. 2000).

Jean-Paul Denanot,
Président du Conseil régional du Limousin

Préambules

C'est seulement après deux ans d'activités au Niger que nous avons découvert que d'autres associations intervenaient dans ce pays. Et pourtant nous étions dans les « réseaux » !

Force était de constater que l'information avait du mal à circuler, même dans les réseaux, que la capitalisation entre acteurs de la solidarité internationale en Limousin et ailleurs, a toujours du mal à se faire malgré les discours de circonstance de tous les acteurs.

C'est sur ce constat, qu'avec la MDH, nous avons proposé à la Région Limousin la réalisation, en 2006, du premier annuaire des acteurs de la solidarité internationale en Limousin. L'une des nombreuses pierres que nous devons apporter à la construction d'une solidarité entre acteurs en Limousin.

Un ancien coopérant me disait une fois : « tout ce que tu peux faire ici a déjà été fait, malheureusement tu ne le sauras qu'après l'avoir fait ! ».

Nos activités nous accaparent tous, il nous faut apprendre à relever la tête et écouter l'autre, pas seulement à l'autre bout de la terre, mais ici derrière notre porte, pour être plus forts et plus efficaces dans nos actions.

Chacun d'entre nous doit apporter sa pierre.

Laurent Jarry
Président de Chlorophylle

La communauté internationale s'était donnée pour objectifs de réduire la pauvreté de moitié dans le monde à l'échéance de 2015. Même si des progrès ont été réalisés dans certains domaines (éducation, santé) les Etats réunis au sein des Nations Unies ont reconnu que l'objectif fixé ne sera pas atteint. L'aide au développement des pays les plus riches régresse globalement, alors on doit s'inquiéter du renoncement de ces pays à porter leurs efforts en matière d'aide publique au développement à hauteur de 0,7% du PIB.

Dans ce contexte, les acteurs de la solidarité internationale (Collectivités locales, associations, entreprises, établissements publics...) ont un rôle essentiel pour :

- agir sur les Etats et les instances internationales pour que les engagements pris soient tenus,
- participer à la prise de conscience et à la sensibilisation du public sur l'importance de la solidarité internationale,
- jouer un rôle actif dans l'élaboration de partenariats porteurs d'un développement qui intègre une réelle solidarité humaine et le respect de la Terre.

Face à l'importance de ces enjeux, la réalisation de ce guide s'inscrit dans cette volonté de développer des liens entre l'ensemble des acteurs limousins de la solidarité internationale, pour renforcer notre réflexion et l'efficacité des actions à mettre en œuvre.

Pour la Maison des Droits de l'Homme, centre ressource affilié au Réseau RITIMO et lieu inter associatif relayant la dynamique du CRID, ce répertoire constitue un outil essentiel d'information et de cohésion.

La mutualisation de nos expériences est l'occasion de développer des dynamiques collectives plus efficaces au service de l'Homme et des peuples.

Chantal Grimal
Présidente de la Maison des Droits de l'Homme

Sommaire

« Ensemble pour plus d'efficacité » : 3

Préambules : 4

Sommaire : 5

1 - Mémento : 7

1 - 1 : Le contexte mondial : 8

**1 - 2 : L'organisation de la concertation
entre acteurs, du global au local : 10**

1 - 2 - 1 Dans le monde : 10

1 - 2 - 2 En Europe : 11

1 - 2 - 3 En France : 13

1 - 2 - 4 En région : 15

1 - 3 : S'investir 17

1 - 3 - 1 Des centres de ressources en Limousin : 17

1 - 3 - 2 Se former : 20

1 - 3 - 3 Agir : 21

1 - 3 - 4 S'engager : 22

1 - 3 - 5 Avoir des regards différents sur la
réalité du monde : 23

1 - 4 : Quelques repères pour l'action : 24

1 - 5 : Glossaire : 26

Action d'urgence humanitaire : 26

Action de plaidoyer : 26

Aide au développement : 27

Aide publique au développement (APD) : 27

Altermondialisation : 28

Associations de Solidarité Internationale : 28

Commerce équitable : 28

Coopération décentralisée : 29

Dette : 30

Développement durable : 30

Dons : 31

Droits de l'Homme : 32

Education au développement : 32

Enfance et Education : 33

Femmes : 33

Finances éthiques et solidaires : 34

Fiscalité internationale : 34

Guerre et paix : 34

Indice de Développement Humain : 35

Migrants : 35

Partenariat : 36

Tourisme éthique : 36

**1 - 6 : Les Objectifs du Millénaire pour le
Développement : 37**

2 - Les acteurs en Limousin : 41

**2 - 1 : Politique régionale de coopération
décentralisée : 42**

2 - 2 : Quelle structuration régionale ? : 46

2 - 3 : Quels types d'acteurs en Limousin ? : 47

**2 - 4 : Les différents pays où interviennent
les acteurs du Limousin : 50**

**2 - 5 : La situation géographique
des acteurs en Limousin : 51**

2 - 6 : Les fiches d'acteurs : 53

2 - 7 : Fiches actions : 136

2-7-1 Le projet multi-partenarial du Comité de
jumelage Malemort - Sakal : 136

2-7-2 Les «Pompiers de l'Urgence Internationale»
au Pakistan : 137

2-7-3 La Campagne de Paix des Indiens du
Nordeste brésilien : 138

2-7-4 - Le Programme de sensibilisation,
d'éducation au développement et de formation du
partenariat Limousin-Oubritenga : 139

L'agenda de la solidarité internationale 2009 : 143

Index alphabétique : 146

Index géographique : 148

Index thématique : 150



1 - MÉMENTO



1 – 1 Le contexte mondial

La mondialisation a accru, depuis plusieurs décennies, l'interdépendance entre les pays. Si la mondialisation de l'économie a permis à beaucoup de nations de se développer, celle-ci s'est aussi faite au détriment des pays les plus pauvres et a laissé une part importante de la population, y compris dans les pays émergents ou fortement industrialisés, dans le plus grand désarroi. C'est aussi l'avenir de l'humanité qui est en question quand notre type de développement va jusqu'à bouleverser les grands équilibres écologiques de la planète. Face à ces défis où la gouvernance mondiale est un facteur essentiel, les formes de solidarités internationales et de coopérations telles qu'elles se développent aujourd'hui à l'échelle du monde prennent une importance particulière.

A l'occasion des grandes **conférences des Nations Unies** qui ont ponctué ces 20 dernières années, telles qu'à Rio (développement et environnement), à Copenhague (développement social), à Vienne (Droits de l'Homme), à Pékin (place des femmes), au Caire (population), à Istanbul (l'habitat et les villes), à Durban (racisme), à Kyoto (climat), à Johannesburg (lutte contre la pauvreté)... de **nouveaux acteurs** se sont affirmés comme les **associations** (celle dont le statut d'ONG était reconnu) et les **collectivités territoriales**.



activité au bord de la pinasse Mopti - photo : Jean Luc Moreau

La période qui a suivi la **Conférence interministérielle de l'OMC de Seattle en 1999** et qui a vu la convergence de divers mouvements sociaux tels que les syndicats de paysans, les associations de consommateurs, les syndicats de salariés, les associations écologistes, les associations de défense des droits humains... a été propice au développement de nouveaux espaces de concertation. Pour la plupart des mouvements sociaux de la planète, il s'agissait d'aller au-delà de la simple contestation par la mise en place de divers forums sociaux qui, à différents niveaux (locaux, continentaux, mondiaux) allaient servir de

caisse de résonance à des propositions alternatives en matière de **gouvernance mondiale**. En parallèle, les **collectivités territoriales** ont **créé leurs propres lieux de rencontres en organisant des forums des autorités locales**.

La décentralisation des politiques de coopération opérée depuis la fin des années 1980 dans plusieurs Etats de l'Union Européenne avec les pays tiers, constitue un fait supplémentaire dans le rapprochement entre les citoyens et des décisions politiques qui impliquent désormais des collectivités territoriales en matière de solidarité internationale. Cette décentralisation de la coopération s'accompagne du développement de la concertation entre les acteurs de la solidarité internationale. **De nouveaux espaces se développent comme la création de collectifs d'associations de solidarité internationale et la mise en place de réseaux multi-acteurs** qui permettent le dialogue entre les établissements publics relevant de l'Etat, les collectivités locales et les divers acteurs de la société civile sur un espace donné. Il faut noter également qu'au cours des vingt dernières années la décentralisation s'est imposée comme phénomène politique et institutionnel dans la majorité des pays du monde. Ceux-ci se sont dotés de gouvernements locaux avec des assemblées locales élues.

Les nouvelles formes de coopérations directes doivent sortir d'une conception qui serait basée sur le misérabilisme. Pour faire face à la pauvreté, les sociétés civiles s'organisent au Nord comme au Sud. Les actions de solidarité internationale s'inscrivent de plus en plus dans le cadre d'un partenariat où **chaque acteur est en capacité de partager avec les autres sa propre expérience**. Il ne s'agit pas de projeter sur l'autre son propre savoir mais de développer les échanges dans un souci d'une **meilleure connaissance mutuelle**.

activité au bord du fleuve Gao (mali) - photo : Jean Luc Moreau



Dans ce processus en cours de mondialisation des solidarités, « **agir pour être solidaire** » peut revêtir aussi d'autres **formes multiples** :

- **L'éducation au développement** devient essentielle pour que les citoyens soient mieux informés et formés aux nouveaux enjeux de la solidarité internationale;

- **Le développement de l'économie solidaire** apporte de nouvelles réponses face à un modèle économique dominant qui ne prend pas suffisamment en compte les critères sociaux et environnementaux. Il existe des alternatives

crédibles et pérennes comme le démontrent **le commerce équitable, le tourisme éthique, le micro-crédit...**

- **Les migrants sont des acteurs de la solidarité internationale à part entière** car ils contribuent de façon efficace au développement de leur pays d'origine. De nombreux mouvements s'inscrivent aussi dans la solidarité internationale en soutenant les migrants dans leur lutte pour l'accès aux droits;

- **Les campagnes de sensibilisation et de « plaidoyer » sont des moyens efficaces pour agir et infléchir des politiques en faveur du respect des droits humains et de l'environnement.** Des plateformes réunissant divers types d'acteurs se sont ainsi créées pour agir sur certains thèmes comme le droit d'accès à l'eau, la souveraineté alimentaire, le droit à la santé...

1 – 2 : L'organisation de la concertation entre acteurs, du global au local

Coopérer signifie « opérer avec » dans le cadre de la Solidarité Internationale. Les actions qui s'inscrivent dans ce domaine impliquent de plus en plus le développement de la concertation entre acteurs. Ces espaces de dialogue qui permettent de développer des stratégies communes prennent au fil des années une importance croissante. Voici une description succincte et non exhaustive pour chacun des niveaux :

1 – 2 – 1 Dans le monde :

Les Nations Unies :

Historiquement, les Nations unies, à travers le Conseil Économique et Social (ECOSOC) constituent la première instance de concertation au niveau mondial entre les différents types d'acteurs. L'ECOSOC est aujourd'hui composé de 54 membres représentant des États, il est en outre chargé d'organiser la concertation avec les différents acteurs de la société civile (environ 1500 organisations non gouvernementales qui bénéficient du statut de membre consultatif auprès du Conseil). Ces acteurs peuvent être associés aux réflexions des organes subsidiaires (droits de l'homme, développement social, environnement...) ou être consultés par le secrétariat des Nations Unies.

ECOSOC : www.un.org/french/ecosoc



en 2009, afin de faciliter l'implication des mouvements sociaux des différentes régions du monde. Parallèlement, et à quelques jours d'intervalles, se tient dans la même ville, le **Forum Mondial des Autorités Locales** qui réunit des représentants des collectivités locales.

FSM : www.forumsocialmundial.org.br

Comité d'Aide au Développement (CAD) :

Cette instance de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques vise à encourager et harmoniser l'aide des pays membres au profit des pays en développement. C'est une des principales instances au sein desquelles les grands donneurs bilatéraux œuvrent ensemble pour améliorer l'efficacité de leurs efforts communs à l'appui du développement, et ce, de manière durable. Elle s'appuie notamment sur la Déclaration de Paris signée en 2005 par une centaine d'États et un certain nombre d'organisations visant à rendre plus efficace l'aide publique au développement.

Le Forum Social Mondial :

Créé en 2001, le Forum Social Mondial (FSM) s'est développé comme un espace d'échanges et de médiation des alternatives à la mondialisation libérale, porté par des associations et syndicats du monde entier. Ce forum né à Porto Alegre au Brésil a désormais migré en divers autres points du monde comme en 2004 à Mumbai (Inde) en 2006 dans sa version polycentrique à Bamako (Mali), Caracas (Venezuela) et Karachi (Pakistan) à Nairobi (Kenya) en 2007 et à Bélem (Brésil)

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) :

Cette organisation, née à Paris en 2004 de la convergence de trois coordinations, veut représenter et défendre les intérêts des collectivités locales sur la scène mondiale. Elle veut renforcer le rôle des gouvernements locaux dans la gouvernance mondiale et en particulier dans le domaine de la coopération internationale. Dans ses axes prioritaires de travail figurent notamment les Objectifs du Millénaire pour le Développement. La CGLU regroupait en 2008 plus de 1000 villes ainsi que 112 associations rassemblant diverses collectivités territoriales de 127 pays différents.

CGLU : www.cities-localgovernments.org

Confédération Syndicale Internationale (CSI) :

Cette organisation est le résultat de la fusion en novembre 2006 à Vienne de deux grandes coordinations syndicales mondiales (Confédération internationale des Syndicats Libres et la Confédération Mondiale du Travail) auxquelles un certain nombre de syndicats non affiliés se sont joints comme la CGT française. Cette nouvelle organisation qui regroupe près de 168 millions de travailleurs, 311 organisations affiliées dans 155 pays du monde affiche une volonté d'agir plus efficacement contre les effets dévastateurs de la globalisation et d'un libéralisme débridé. La solidarité internationale constitue un des grands thèmes de travail de cette organisation qui entend développer des liens avec les autres acteurs de solidarité internationale.

CSI : www.ituc-csi.org

Organisations agricoles :

- **La Fédération Internationale des Producteurs Agricoles** est une organisation de membres qui rassemble des organisations nationales représentant des agriculteurs du monde entier. Depuis 1946, elle a un statut de consultant général auprès de l'ECOSOC - www.ifap.org

- **Via Campesina** est un mouvement social international, qui coordonne des organisations d'agriculteurs, de paysans sans terres, de petits exploitants, de travailleurs agricoles, de peuples autochtones et de femmes rurales. Il a été créé en 1992 - www.viacampesina.org

Coordination des associations de solidarité internationale :

A l'heure actuelle, il n'y a pas de coordination généraliste à l'échelle mondiale ayant pour vocation de regrouper l'ensemble des associations de solidarité internationale. On peut noter toutefois l'existence de plateformes d'ONG qui travaillent sur un seul pays tout en associant des acteurs de continents différents comme l'Association Brésilienne des Organisations Non Gouvernementales (**ABONG** - www.abong.org.br), la plate-forme indienne des ONG (**VANI** - www.vaniindia.org), le Conseil des Organisations Non Gouvernementales d'Appui au Développement pour le Sénégal (**CONGAD** - www.congad.sn)... Par ailleurs, des réseaux mondiaux s'édifient aussi pour agir sur différents thèmes, par exemple : l'action mondiale contre la pauvreté ou le contrôle des transferts d'armements (www.iansa.org).

1 - 2 - 2 En Europe :

Union Européenne :

Elle est le premier financeur d'Aide Publique au Développement du monde en fournissant plus de 50% du montant total à l'échelle planétaire. **Le suivi des décisions est exercé par la Commission européenne** qui assume la supervision de directions générales dont certaines concernent la coopération et la solidarité internationale :

- **EuropeAid** est la direction générale de la Commission Européenne chargée de la mise en œuvre de projets et de programmes d'aide extérieure dans le monde, qui sont financés par le budget de la Communauté européenne et par le Fonds européen de développement. Elle assure la supervision de l'ensemble des phases d'un cycle de projets (identification et instruction de projets et programmes, préparation des décisions de financement, mise en œuvre et suivi, évaluation de projets et programmes), qui assurent la réalisation des objectifs des programmes établis par la Direction générale Développement (pour les pays de la zone Afrique Caraïbe Pacifique) et la Direction générale Relations extérieures (pour les autres pays). EuropeAid participe également à des initiatives destinées à améliorer les systèmes de programmation et leur contenu, à établir des programmes d'évaluation de politiques et à instaurer des mécanismes de communication des résultats de l'évaluation.

www.ec.europa.eu/europeaid

- **Le Service d'Aide Humanitaire de la Commission Européenne (ECHO)** a pour mission de porter assistance et secours d'urgence aux victimes de catastrophes naturelles ou de conflits en dehors de l'Union européenne. Au delà de fournir de l'aide, les activités de cette instance se déclinent en plusieurs axes : études de faisabilité pour ses opérations humanitaires, suivi des projets humanitaires et mise en place de mécanismes de coordination, anticipation sur les risques de catastrophes naturelles, assistance technique à ses partenaires, sensibilisation de l'opinion publique aux problèmes humanitaires, en Europe et dans les pays tiers, financement des initiatives d'études de réseaux et de formation dans le domaine humanitaire (NOHA).

www.ec.europa.eu/echo

Le Parlement européen participe à l'élaboration du budget de l'Union suivant un processus de codécisions avec le Conseil de l'Union européenne et contrôle les activités de la Commission européenne, il comporte des commissions qui concernent directement la solidarité internationale ou la coopération :

- **La Commission Développement** s'intéresse à la promotion, à la mise en œuvre et au contrôle de la politique du développement et de la coopération de l'Union européenne.

- **La Sous-commission des Droits de l'Homme** (rattachée à la Commission des Affaires Étrangères) est compétente pour les questions concernant les droits de l'Homme, la protection des minorités et la promotion des valeurs démocratiques dans les pays tiers.

www.europarl.europa.eu

Conseil de l'Europe :

Créé en 1949 et regroupant 47 pays membres, il constitue la plus ancienne organisation politique de ce continent. Son siège est basé à Strasbourg. De dimension paneuropéenne, il a pour objectif de favoriser en Europe un espace démocratique et juridique commun, organisé autour de la **Convention européenne des droits de l'Homme** et d'autres textes de référence sur la protection de l'individu. Comme pour les Nations unies, les collectivités territoriales et les associations organisées sur le plan international sont associées aux travaux de cette institution. On relèvera l'importance des activités de cette organisation pour faire progresser les droits par l'élaboration de chartes et de conventions. Un groupe de travail existe sur le dialogue et la solidarité Nord/Sud.

Conseil de l'Europe : www.coe.int

Forum Social Européen (FSE) :

Depuis 2002, le Forum Social Mondial se décline en forums sociaux continentaux. Le Forum Social Européen regroupe principalement des acteurs sociaux de ce continent, il constitue donc un lieu privilégié de rencontre entre les acteurs européens de la solidarité internationale. Des organisations issues d'autres continents participent plus particulièrement aux ateliers où il est question de l'impact des politiques européennes sur d'autres régions du monde, de la mise en œuvre des actions de coopération et de solidarité internationale.

FSE : www.fse-esf.org

Intervention de la délégation des Indiens du Nordest lors d'une séance de travail de la sous-commission des Droits de l'Homme du Parlement européen à Bruxelles - Octobre 2008 - Photo: Guillaume Bertrand.



Conseil des Communes et Régions d'Europe :

Cette organisation regroupe plus de 100 000 collectivités territoriales et constitue la section continentale de la CGLU

CCRE : www.ccre.org - Voir aussi l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe : www.afccre.org

Confédération Européenne des Syndicats :

Elle regroupe le plus grand nombre de syndicats de travailleurs au sein de l'Union Européenne. Elle coopère aussi avec les acteurs syndicaux des pays et régions associés à l'Union Européenne. Elle s'est donné pour mission de s'assurer notamment que tous les accords d'association, et en particulier les accords commerciaux de l'Union Européenne, incluent le respect des normes fondamentales du travail définies au plan international et les objectifs pour la protection sociale et le développement.

CES : www.etuc.org

Concord :

C'est la confédération européenne des associations impliquées dans l'urgence humanitaire et de développement. Ses 19 réseaux d'organisations internationales et 22 coordinations nationales représentent plus de 1800 ONG au sein de l'Union européenne. Elle joue un rôle important dans le rapprochement et la concertation entre les associations notamment pour porter leur parole auprès des institutions de ce continent.

Concord : www.concordeurope.org

Par ailleurs, il existe des plate-formes européennes réunissant des organisations par thème comme les programmes d'aides et de sécurité alimentaire (www.euronaid.net), la dette (www.eurodad.org) ou les conflits armés (www.conflict-prevention.net)..

1 - 2 - 3 En France :

Depuis les dernières élections présidentielles et législatives, une importante réorganisation de l'ensemble des administrations a été engagée. **Ces restructurations concernent le Ministère des Affaires Étrangères et Européennes ainsi que l'ensemble des instances liées à la coopération.** Si la suppression du Haut Conseil de la Coopération Internationale est déjà effective, certaines modifications relatives aux compétences de chacune des instances ne sont pas encore connues au moment de l'achèvement de ce présent guide. Les différentes instances relevant de l'Etat sont présentées ci-dessous avec toutes les réserves liées aux modifications qui vont intervenir.

- Agence Française de Développement (AFD) :

Cette institution financière au cœur du dispositif français de l'aide publique est sans aucun doute amenée à jouer un rôle plus important. Sa mission vise à combattre la pauvreté et favoriser le développement des pays du Sud dans le cadre de la coopération française. Elle entend s'inscrire dans le financement et l'accompagnement des projets qui améliorent les conditions de vie des populations, soutiennent la croissance économique et protègent la planète. Ce sont les partenaires du Sud, gouvernements, ONG, entreprises, collectivités locales qui proposent et mettent en œuvre les projets que l'AFD finance. Une large gamme d'instruments financiers et techniques est proposée : subventions, garanties, prises de participation, prêts aidés, prêts à condition de marché et assistance technique.

AFD : www.afd.fr

- Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) :

Elle est un espace de concertation entre les représentants de l'État et des collectivités territoriales. Elle a pour rôle de formuler des propositions tendant à renforcer la coopération décentralisée et à en améliorer le fonctionnement, d'en faire régulièrement une évaluation. Elle est composée de représentants des différents ministères concernés et de délégués des associations de collectivités territoriales.

CNCD : www.diplomatie.gouv.fr/cncd

- Mission d'Appui à l'Action Internationale des ONG (MAAIONG) :

Elle a pour fonction de favoriser la concertation et de développer le partenariat entre l'Etat et les acteurs français non gouvernementaux (organisations non gouvernementales, collectivités locales, entreprises, syndicats...), accompagner la montée en puissance des sociétés civiles du Sud, encourager l'éducation au développement en France, mettre en œuvre les projets de co-développement, mobilisant en particulier les organisations issues de l'immigration (OSIM), accompagner la mise en œuvre du Volontariat civil. A ces fins, la MAAIONG gère les crédits du ministère des Affaires étrangères affectés à la coopération non gouvernementale et assure le secrétariat de la Commission Coopération Développement.

- Commission Coopération Développement (CCD) :

Cette commission consultative rassemble les représentants des différents ministères et des associations concernées par l'aide au développement et l'aide d'urgence. Elle a pour but de favoriser le dialogue entre les associations et les pouvoirs publics en ce qui concerne la coopération, la solidarité internationale et la lutte contre la pauvreté avec l'objectif de renforcer la participation des citoyens sur ces thèmes.

- Délégation à l'Action Humanitaire (DAH) :

Elle est chargée de la conception et de la mise en œuvre de la politique humanitaire de la France. Tout en assurant le lien entre les différents ministères impliqués (Affaires Étrangères, Défense, Intérieur, Santé), elle privilégie le partenariat avec les ONG, les collectivités territoriales et les entreprises afin de favoriser des synergies entre ces différents acteurs pour accroître l'efficacité de l'aide d'urgence sur le terrain.

- Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) :

Cette commission regroupe des représentants de 17 ministères, d'un député mandaté par le président de l'Assemblée Nationale, d'un sénateur désigné par le président du Sénat, de membres du Conseil d'État et de l'ordre judiciaire, du médiateur de la République, de 33 représentants d'associations nationales ayant pour objet la protection des Droits de l'Homme dans leurs divers aspects, des représentants de sept confédérations syndicales, de 47 personnalités (représentant les religions, universitaires, avocats, corps diplomatique...) et 7 experts siégeant dans diverses instances internationales de Droits de l'Homme, auprès des Nations Unies ou du Conseil de l'Europe. Par exemple, elle a pour but de faciliter les échanges entre l'Etat et la société civile en matière de droits de l'Homme et notamment de formuler des avis au Premier Ministre sur le respect de ceux-ci pour tout pays, y compris la France.

CNCDH : www.cncdh.fr

Pour plus d'informations sur les instances nationales de concertation, voir aussi le site du Ministère des Affaires Étrangères et Européennes : www.diplomatie.gouv.fr

- Cités Unies France :

En France, il existe un grand nombre de collectifs regroupant les régions, les départements, les villes ou les intercommunales. L'association Cités Unies France (CUF) réunit plus particulièrement les collectivités territoriales engagées dans la solidarité internationale. Elle compte 500 structures locales adhérentes et en fédère près de 3000 à travers les différents groupes de travail qu'elle anime.

CUF : www.cites-unies-france.org

- Coordination Solidarité Urgence Développement (SUD) :

Cette confédération, en rassemblant 130 associations et 6 collectifs d'associations de solidarité internationale, constitue la plus importante coordination française d'ONG. Elle a pour but de faire le lien entre les associations, les institutions françaises, européennes et internationales en assurant un rôle de représentation et de promotion des valeurs et positions des ONG membres. Par ailleurs, elle constitue un point d'appui pour les associations de solidarité internationale en termes d'information et de formation, notamment pour ce qui concerne les dispositifs de financements.

www.coordinationsud.org

Les collectifs associatifs affiliés à la Coordination SUD regroupent les organisations suivant leurs modes d'interventions ou leur manière d'aborder la question du développement :

Le CLONG-volontariat (Comité de Liaison des ONG de volontariat), le CNAJEP (Comité pour les relations Nationales et internationales des Associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire - www.cnajep.asso.fr), la Coordination d'Agen, le CRID (Centre de recherche et d'Information pour le Développement - www.crid.asso.fr), le Forum (Forum des Organisations de solidarité Internationale issues de la Migration) ou le Groupe Initiatives (www.groupe-initiatives.org).

Plateformes :

Il en existe plusieurs dizaines au niveau national regroupant les associations parfois avec la participation d'autres types d'acteurs de la solidarité internationale. Il s'agit à chaque fois de réunir les organisations concernées par thèmes comme le Programme Solidarité Eau (www.pseau.org) ou la lutte contre le Sida (www.platorme-elsa.org), par zones géographiques tel que le comité PECO (la Plateforme des Pays d'Europe Centrale et Orientale) ou pour organiser une campagne de plaidoyer et d'éducation populaire comme la Semaine de la Solidarité Internationale (www.lasemaine.org). Une partie de ces plateformes sont répertoriées dans la partie «Glossaire» de ce présent guide.

1 - 2 - 4 En région :

Réseaux multi-acteurs :

Ce sont des espaces de concertation qui permettent de réunir l'ensemble des acteurs d'une région engagés dans la solidarité internationale et la coopération (Administration dépendant de l'Etat, collectivités territoriales, entreprises, associations...).

>> *Exemples de réseaux multi-acteurs :*

- *Auvergne : CERAPCOOP - www.cerapcoop.org*
- *Basse-Normandie : Horizons Solidaires - www.horizons-solidaires.org*
- *Bretagne : ABCIS - www.bretagne-solidarite-internationale.org*
- *Centre : Centraider - www.centraider.org*
- *Champagne-Ardenne : RECIPROC - www.reciproc.fr*
- *Franche Comté : CERCOOP - www.cercoop.org*
- *Nord-Pas-de-Calais : Lianes Coopération - www.lianescooperation.org*
- *Pays de la Loire : ALCID - www.alcid.org*
- *PACA : www.medcoop.com*
- *Rhône-Alpes : RESACOOOP - www.resacoop.org*

Commissions régionales de la Coopération Décentralisée (CRCD) :

Comme sur le plan national, elles constituent un espace de dialogue entre l'Etat et les Collectivités territoriales pour une région donnée.

Collectifs d'associations de solidarité internationale en région :

Dans un grand nombre de régions, les associations de solidarité internationale se sont regroupées en collectifs départementaux ou régionaux. Le Centre de Recherche et d'Information sur le Développement (CRID) qui rassemble plus de 60 associations sur le plan national encourage depuis plusieurs années les groupes locaux à développer des coordinations locales.

>> *Des exemples de collectifs régionaux :*

- Alsace : Humanis - www.humanis.org*
- Aquitaine : RADSI - www.radsi.org*
- Bretagne : CASI - www.casi-bretagne.org*
- Midi-Pyrénées : CROSI - www.crosi.org*
- Poitou-Charentes : CASI - www.casi-poitou-charentes.org*
- PACA : CODES - coll.codes.free.fr*
- Picardie : CASI - www.cpcapicardie.fr/spip.php?article455*
- Rhône-Alpes : CADR - cadr.free.fr*

Forums sociaux locaux :

Ils sont la déclinaison à un niveau local ou régional du Forum Social Mondial. Par exemple, le Forum Social Limousin, créé en 2002 est un des rares en France à avoir pris d'emblée une dimension régionale. Il permet à un grand nombre d'acteurs sociaux du territoire d'échanger et de se concerter sur différents thèmes. En 2006, un axe a été créé pour aborder plus particulièrement le domaine de la solidarité internationale et des droits humains.

Forum Social Limousin: fslimousin.free.fr

Une sitographie relativement complète des forums sociaux locaux en France et à l'étranger est également disponible sur ce même site à l'adresse suivante :

fslimousin.free.fr/rubrique.php3?id_rubrique=19

Lieux inter associatifs :

Dans de nombreux cas les associations de solidarité internationale se structurent entre elles parfois avec d'autres engagées sur des thématiques parallèles (environnement, droits de l'homme, développement local) pour se doter d'une maison. Celle-ci permet de faciliter la mutualisation des moyens, le développement des synergies inter associatives, l'autonomie du mouvement social et le contact avec le grand public.

Le site du Réseau des Lieux Associatifs de Création et de Solidarité (RELACS) permet d'accéder à la présentation de plusieurs de ces structures qui se développent partout en France et à l'étranger.

www.reseau-relacs.org

1 – 3 : S'investir

S'investir dans la solidarité internationale ne signifie pas obligatoirement que l'on s'implique dans une action à l'étranger. Il est important de connaître les enjeux de la solidarité internationale et prendre conscience des actions qui peuvent être menées ici en France avant même d'envisager d'intervenir dans un autre pays.

Partir à l'étranger, même avec une association, ne s'improvise pas et nécessite le plus souvent d'avoir des compétences particulières et de suivre une préparation au départ. Le montage de projets pourra demander de nombreux appuis en termes d'expertise ou de recherches de financements.

1 – 3 – 1 Des centres de ressources en Limousin :



- Maison des Droits de l'Homme (MDH) :

A travers son appartenance au Réseau d'information et de documentation pour le développement durable et la solidarité internationale (RITIMO), la MDH constitue un centre de ressources pour tous les porteurs de projets qui souhaitent aussi bien avoir des informations sur la méthodologie de projet, les modes de financements et les différents acteurs locaux impliqués en matière de solidarité internationale. Par ailleurs le centre de documentation comporte plus de 800 ouvrages, une cinquantaine de périodiques, des bases de données, des dossiers thématiques et des outils pédagogiques pour s'informer et se former à la solidarité internationale. Comme lieu inter associatif, elle est aussi un point d'interface entre le public et les associations.

Maison des Droits de l'Homme - 37 rue Frédéric Mistral - 87000 LIMOGES - Tel 05 55 35 81 24 - mdh.limoges@free.fr - www.mdh-limoges.org

- Conseil Régional du Limousin :

La Délégation à la coopération constitue un point d'appui pour les porteurs de projets notamment à travers le fonds régional d'aide aux micro-projets de développement.

Plus d'information : Nathalie Brousse-Mestre - Délégation à la Coopération - Conseil Régional - Tel : 05 87 21 20 13 - n-brousse-mestre@cr-limousin.fr

- Centre de Recherche Interdisciplinaire en Droit de l'Environnement, de l'Aménagement et de l'Urbanisme (CRIDEAU) :

Rattaché à l'Université de Limoges et à l'Observatoire des Mutations Institutionnelles et Juridiques (OMIJ), il comporte un important centre de documentation spécialisé en droit de l'Environnement et sur le développement durable, ouvert au public. Par ailleurs, le Centre International de Droit Comparé de l'Environnement, les enseignants et les chercheurs du CRIDEAU sont aussi impliqués dans des travaux de formations, d'experts et de conseils au niveau international avec des établissements de formation en Tunisie et au Brésil, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), la Banque Mondiale, le Conseil de l'Europe, la Commission Européenne, le Groupement Intergouvernemental pour l'Etude du Climat (GIEC)...

- CRIDEAU : www.unilim.fr/crideau - Tel 05 55 34 97 24 - CIDCE : www.cidce.org - Tel 05 55 34 17 25 - Faculté de droit - Université de Limoges - 32, rue Turgot 87000 LIMOGES

- Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) :

Il propose des informations de base pour toutes les personnes et en particulier les jeunes qui souhaitent s'investir, se former, porter un projet dans le domaine de la solidarité internationale ou entrer en contact avec des acteurs impliqués sur ce thème.

- CRIJ : 13 cours Jourdan - 87031 LIMOGES - Tél 05 55 100 800 - info@crijlimousin.org - www.crijlimousin.org

Il existe plusieurs antennes, appelées Bureau d'Information Jeunesse (BIJ) ou Point Information Jeunesse (PIJ) à travers la région Limousin où l'on trouve le même type d'informations :

CORREZE :

- Brive la Gaillarde : Service Information Jeunesse de la Mairie - 12, Place Jean-Marie Dauzier - 19100 Brive-la-Gaillarde - Tél/Fax: 05 55 23 43 80 - sij.brive@wanadoo.fr

- Egletons : Espace jeune de la Communauté de Communes - Place des Remparts - 19300 Egletons - Tél : 05 55 93 12 04 - p.i.j.egletons@wanadoo.fr

- Larche : Association Familles Rurales - 1 bis, route de la Noble - 19600 Larche - Tél : 05 55 84 11 12 - afr.larche@wanadoo.fr

Tulle : Mission Locale - 25, quai Gabriel Péri - B.P. 196 - 19005 Tulle - Tél : 05 55 26 92 21 - pointmultimediatulle@mission-locale-tulle.fr

- Bugeat : Espace jeunes de la Communauté de Communes - 19170 BUGEAT - 19290 SORNAC - Tél : 05 55 95 08 13 - pjj@millevacheaucoeur.com

Adresse postal : Communauté de communes - PIJ - Mélanie FLAMENT - Mairie - 19170 Saint-Merd-les-Oussines

- Neuvic : Espace jeune de la Communauté de Communes - Maison de la tour - Place de la Mairie - 19160 NEUVIC - Tél : 09 60 19 41 28 - espace-jeune-ghd@orange.fr

Adresse postal : Communauté de communes - PIJ - Julie OUIAGNE - La Croix du Tilleul - BP 32 - 19160 Neuvic

CREUSE :

- Guéret : 6, avenue Fayolle - 23000 Guéret - Tél : 05 55 52 00 40 - contact@bij23.fr - www.bij23.fr

- Bourgneuf : Centre Social AGORA - Avenue du Docteur Butaud - 23400 Bourgneuf - Tél : 05 55 64 24 33 - pj@cavl-adora.asso.fr

- Boussac : Association Intercommunale pour le Développement du Pays de Boussac - 19, rue Pierre Leroux - Centre social - 23600 Boussac - Tél : 05 55 65 04 68 - pj.boussac@club-internet.fr

- Budelière : Agir en Haute Marche Combraille - Centre Social - 14, rue Raymond Aucouturier - 23170 Budelière - Tél : 05 55 82 80 47 - Permanences : AUZANCES et CHENERAILLES - pj.agir@wanadoo.fr

- Genouillac : Association de Développement du Pays de Bonnat et Châtelus-Malvalaix - 1, Place de l'Eglise - 23350 Genouillac - Tél : 05 55 80 88 41 - pjadpbc@club-internet.fr

- La Souterraine : Maison des Jeunes et de la Culture - Centre Social - 27, rue Lavaud - 23300 La Souterraine - Tél : 05 55 63 04 73 - mjc.cyb@wanadoo.fr

HAUTE-VIENNE :

- Bellac : Mission Locale Rurale - 2, rue du Coq - 87300 Bellac - Tél : 05 55 68 87 54 - mlr87bellac@wanadoo.fr

- Limoges : Centre d'Animation des Portes-Ferrées - Centre social - 29, rue des Portes-Ferrées - 87000 Limoges - Tél : 05 55 31 88 24 - pje.capf@wanadoo.fr

- Limoges : Association « L'Interval » - Val de l'Aurence - Rue du Maréchal Juin - 87100 Limoges - Tél : 05 55 01 23 90 - intervalpji@wanadoo.fr

- Nexon : Association d'Animation et de Jeunesse du Pays de Nexon - Centre Social - 5, rue Jean-Jacques Rousseau - 87800 Nexon - Tél : 05 55 58 11 05 - pji.nexon@wanadoo.fr

- Panazol : Centre d'Animation Communale - Centre Social - 27, rue de la Beauisserie - 87350 Panazol - Tél : 05 55 31 05 90 - jeunesse@cac-panazol.com

- Saint Léonard de Noblat : Foyer Rural - Centre Social - Espace Denis Dussoubs - 87400 Saint-Leonard-de-Noblat - Tél : 05 55 56 11 18 - PIJ@foyer-rural-saint-leonard.fr

- Saint Junien : Mission Locale Rurale - Place Auguste Roche - Cité administrative Martial Pascaud - 87203 Saint-Junien - Tél : 05 55 02 05 71 - m1r87stjunien@wanadoo.fr

- Saint Sulpice les Feuilles : Syndicat d'Initiative de la Benaize - 87160 Saint Sulpice les Feuilles - Tél : 05 55 76 92 66 - syndicatdelabenaize@wanadoo.fr

- Saint Yrieix la Perche : Mission Locale Rurale - 64, Place de la Nation - 87500 Saint-Yrieix-la-Perche - Tél : 05 55 08 27 98/99 - m1r87styrieix@wanadoo.fr

- Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt (DRAF) :

La DRAF à travers le Service Régional Formation Développement (SRFD) permet de soutenir et d'accompagner les projets des établissements de formation agricole dans le domaine de la coopération internationale reconnue comme mission de l'enseignement agricole. Celle-ci a pour but de former des professionnels et des citoyens qui soient conscients des enjeux économiques, sociaux et culturels du monde contemporain. Cela passe par un appui technique et financier des projets, la mise en place de formations, l'animation d'un programme d'éducation au développement et le développement de partenariats avec d'autres acteurs de la solidarité internationale.

- SRFD : Immeuble Le Pastel - 22 rue des Pénitents Blancs - BP3916 - 87039 LIMOGES Tel 05 55 12 92 60 - srfd.limousin@educagri.fr

- Direction Régionale Départementale de la Jeunesse et des Sports (DRDJS) :

Cette administration relève du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la vie associative. Elle propose notamment des dispositifs d'appui aux initiatives des jeunes, qui peuvent concerner des actions dans le domaine de la solidarité internationale tels que les Fonds Départementaux d'Aide aux Initiatives des Jeunes (FDAJ) ou le programme «Défi Jeunes».

Par ailleurs, depuis l'an 2000, au niveau de chaque département, des Missions d'Accueil et d'Information des Associations (MAIA) ont été mises en place pour venir en appui au monde associatif dans son ensemble. Il s'agit de constituer des pôles de compétence pour mieux coordonner l'implication des services de l'Etat et de rendre plus lisible l'action de l'Etat envers le monde associatif, d'améliorer l'accès des associations à l'information qui les concerne, d'accompagner les responsables associatifs dans la gestion quotidienne de leurs structures, de favoriser la formation des bénévoles, volontaires et salariés, de développer la connaissance du tissu associatif par une fonction d'observation de la vie associative régionale afin de mieux suivre et prendre en compte ce secteur.

HAUTE-VIENNE :

DRDJS - Immeuble l'Intendant - 45, rue Turgot - BP 3618 - 87036 LIMOGES CEDEX - Tél : 05 55 33 92 33

CORREZE :

DDJS - Cité Administrative J. Montalat - 19011 TULLE CEDEX - Tél : 05 55 21 81 35

CREUSE :

DDJS - 2, rue Charles Chareille - BP 107 - 23002 GUERET CEDEX - Tél : 05 55 41 14 20

- Maison de l'Europe en Limousin

Elle est un centre de ressources pour tous ceux qui veulent se renseigner sur l'Union Européenne et le fonctionnement de ses institutions. On y trouve notamment des informations sur la politique extérieure de l'Union Européenne, les dispositifs liés à l'action humanitaire, l'aide au développement et à la coopération.

Maison de l'Europe - 51 avenue Georges Dumas - 87000 LIMOGES - Tel 05 55 32 47 63 - maison.europe.limoges@wanadoo.fr - www.europe-limousin.net

- Office International de l'Eau (OIEAU) :

L'Office International de l'Eau a pour vocation de développer les compétences afin de mieux gérer l'eau, en France et dans le Monde. Il exerce principalement des activités de formation des personnels du secteur public et des entreprises privées, de gestion et de diffusion des connaissances, d'accès à l'information sur l'eau, et de coopération internationale. Le site Internet constitue une bonne base de ressources sur tous les sujets qui concernent la question de l'Eau y compris sur le plan international.

Office International de l'Eau - 22 Rue Edouard Chamberland - 87065 LIMOGES CEDEX - Tel 05 55 11 47 70 - cnfme@oieau.fr - www.oieau.fr

- Rectorat :

Le Délégué Académique aux Relations Européennes, Internationales et à la Coopération (DAREIC) participe à la définition et au pilotage de l'action internationale de l'Académie. A ce titre, il répond à plusieurs missions :

- Informer les établissements et les personnels sur les différents programmes pédagogiques ou de formation liés à l'ouverture internationale.

- Représenter l'académie, la Direction aux Relations Européennes, Internationales et de la Coopération (ministère), le Centre International d'Etudes pédagogiques (CIEP) et être l'interlocuteur privilégié d'organismes qui œuvrent dans l'ouverture internationale.

- Appuyer et soutenir tous les services, institutions et organismes de l'Académie susceptibles de contribuer à la réussite des projets internationaux.

- Accompagner les équipes éducatives pour le montage et le suivi de projets, notamment dans le cadre communautaire.

- Préparer et organiser l'accueil des délégations étrangères.

Contact : Patrick ESCOLA - DAREIC - Rectorat - 13 rue François Chénieux - 87000 Limoges - Tel 05 55 11 43 49 - Fax 05 55 79 82 21 - daric@ac-limoges.fr - La Mission Académique Education et Culture (MAEC) propose sur le site du Rectorat dans la rubrique « Education au Développement Durable » un recensement des acteurs et des outils pédagogiques en matière d'Education au Développement : www.ac-limoges.fr

1 - 3 - 2 Se former :

Depuis une vingtaine d'années les acteurs de solidarité internationale ont tendance à se professionnaliser, d'où le développement des offres de formations, qui restent toutefois moins importantes que l'intérêt des jeunes pour ce type de filières.

Les stages de préparation au départ (payants dans la majorité des cas) consistent sur quelques jours à apporter des connaissances de base utiles aux volontaires, telles que les enjeux de la solidarité internationale, la réalité du contexte local, se préparer à la rencontre interculturelle ou encore intégrer un certain nombre de recommandations relatives à la santé ou la vie quotidienne.

Des exemples d'organismes proposant régulièrement ce type de formations :

- Humacoop - www.humacoop.com

- CEFODE - www.cefode.org

- Service Coopération Développement - www.scd.asso.fr

- Service Civil International - www.sci-france.org

- Palabres Sans Frontières - www.palabressansfrontieres.com

- ITECO (Belgique) - www.iteco.be

Sur le plan local, la Délégation à la coopération de la Région Limousin et la Maison des Droits de l'Homme proposent aussi ponctuellement des formations sur la méthodologie ou la préparation au départ.

Par ailleurs il existe un grand nombre de formations diplômantes qui vont du niveau bac+2 au doctorat, proposées par les universités ou divers organismes privés. Il est relativement complexe d'en dresser la liste sur le plan national : en Limousin, on trouve des classeurs répertoriant les formations à la Maison des Droits de l'Homme de Limoges ainsi que dans les Centres Information Jeunesse.

Quelques exemples de sites ressources et d'établissements de formation :

- *Coordination SUD* : www.coordinationsud.org
- *IUT Michel Montaigne (Université Bordeaux 3)* : www.iut.u-bordeaux3.fr
- *Université Panthéon Sorbonne 1* : www.univ-paris1.fr
- *Bioforce* : www.bioforce.asso.fr
- *IFAID* : www.ifaid.org
- *Ecole Internationale de Commerce et de Développement* : www.ecole3a.edu
- *CIEDEL* : www.ciedel.org

1 - 3 - 3 Agir :

La Maison des Droits de l'Homme (MDH), par son appartenance au réseau RITIMO, constitue un centre de ressources pour les porteurs de projets (cf. présentation dans la rubrique « Centre de ressources en Limousin »), et, en tant que lieu interassociatif, elle permet de faciliter le lien entre le public et différentes associations.

La Région Limousin, par le biais de la Délégation à la Coopération du Conseil Régional, peut aussi appuyer des porteurs de projets (cf. présentation au début de cette partie). Par ailleurs, les fiches d'acteurs référencées ici sont accessibles et régulièrement mises à jour sur le site de la Région : www.region-limousin.fr

RITIMO propose un site Internet www.ritimo.org comportant des informations utiles et variées pour les acteurs de la solidarité internationale et a édité des guides pratiques comme «Partir pour être Solidaire» ou l'annuaire national des acteurs de la Solidarité internationale (consultables ou en vente à la MDH)

Par ailleurs le Web comporte de nombreux sites ressources sur la méthodologie de projets et les sources de financements dont voici quelques exemples :

- Le site de la Coordination SUD propose dans la partie «Centre de ressources» un grand nombre d'informations et de liens sur les dispositifs de financements : www.coordinationsud.org
- L'Agence des Microprojets présente un site pour aider les porteurs de projets dans le domaine de la solidarité internationale à trouver des sources de financements : www.microprojets.org
- Centre Français des Fondations : www.cf-fondations.fr
- Le site du réseau multi-acteurs de la région Rhône-Alpes «Resacoop» offre un outil intéressant, notamment pour venir en aide aux jeunes porteurs de projets : www.resacoop.org
- Il existe des dispositifs de financement spécifiques à l'engagement des jeunes tels que « Jeunesse Solidarité Internationale », « Ville Vie Vacances Solidarité Internationale » ainsi que le programme de solidarité internationale en direction des jeunes : plus d'informations en contactant la MAAIONG référencée dans ce présent ouvrage.

L'Agence COOP DEC Conseil a pour vocation d'accompagner les collectivités et leurs partenaires dans leur cheminement à travers ce monde de la coopération décentralisée. Elle s'appuie pour cela sur le fait que les collectivités locales sont des acteurs incontournables des relations internationales.

Agence COOP DEC Conseil : www.coopdec.org

1 - 3 - 4 S'engager :

Il existe différentes formes d'engagements possibles qui correspondent à des statuts différents :

Le **bénévole** s'investit de façon ponctuelle dans des actions de solidarité en France ou à l'étranger. Il garde son statut initial d'étudiant, de salarié, de retraité et il ne perçoit ni salaire ni indemnité de subsistance. Son voyage, son assurance et ses frais sur place peuvent en tout ou partie être pris en charge. Toutes les associations figurant dans ce présent ouvrage s'appuient sur des bénévoles dans leur fonctionnement et sont susceptibles d'en rechercher.

Les chantiers bénévoles de solidarité internationale sont organisés par une structure qui permet à des jeunes de différents pays et continents de vivre une expérience de développement local (reconstruction, cours d'alphabétisation, création d'un sentier de découverte...) en groupe, tout en découvrant d'autres cultures. Ce sont le plus souvent des séjours courts de l'ordre de 3 semaines environ. Quelques associations peuvent profiter de la demande et souvent de la crédulité des candidats au départ pour proposer des séjours peu sérieux, sans aucun rapport avec une quelconque motivation liée à la solidarité internationale. Le mieux est de bien se renseigner sur l'association en question en s'adressant aux instances de concertation et autres centres de ressources figurant dans cet ouvrage.

Exemple d'organismes proposant ce type de chantiers :

- Cotravaux : www.cotravaux.org
- Compagnons bâtisseurs : www.compagnonsbattisseurs-grandsud.org
- Concordia : www.concordia-association.org
- Jeunesse et reconstruction : www.volontariat.org SCI / SCVI
- Service civil International : www.sci-france.org
- Solidarités Jeunesses : www.solidaritesjeunesses.org
- UNAREC : www.unarec.org

Le **congé de solidarité internationale (CSI)** : Il peut être demandé par un salarié après 12 mois d'ancienneté, pour participer à une mission pour le compte d'une ONG. Cette suspension du contrat de travail pour une durée maximum de 6 mois nécessite l'accord de l'employeur.

Plus d'infos : www.clong-volontariat.org

Le **volontaire de solidarité internationale** correspond davantage à un engagement à plus long terme (6 mois à deux ans). Il met ses compétences, de façon désintéressée, au service des populations qui en ont exprimé le besoin. Le statut de volontaire de la solidarité internationale est défini selon la loi du 23 février 2005. Celle-ci définit un cadre qui permet au volontaire de bénéficier d'une indemnité de subsistance, d'une couverture sociale et d'un accompagnement dans le cadre de la préparation au départ, durant la mission et dans sa réintégration au retour dans la vie professionnelle. La maîtrise d'une compétence professionnelle, la pratique des langues étrangères, l'expérience de la vie associative tout comme les motivations du candidat seront autant de critères importants pour qu'une association choisisse d'envoyer tel ou tel candidat dans une mission à l'étranger.

Le Comité de Liaison des ONG de Volontariat (CLONG-Volontariat) regroupe les associations concernées par ce dispositif - www.clong-volontariat.org

D'autres formes de volontariat existent et peuvent concerner la solidarité internationale :

- Le Service Volontaire Européen (SVE) s'adresse à des jeunes de 18 à 25 ans ressortissant des pays participants (pays européens et quelques pays de la Méditerranée et d'Amérique Latine). La durée prévue est de 6 à 12 mois

Plus d'infos : www.injep.fr

- Le Volontariat International en Administration ou en Entreprise s'adresse aux Européens âgés de 18 à 28 ans et peut correspondre dans certains cas à des missions de solidarité internationale.

Plus d'infos : www.civiweb.com

- Le Volontariat Civil de Paix : *Pour plus d'infos voir le site www.irenees.net*

Les salariés dans le domaine de la solidarité internationale à l'étranger sont peu nombreux et les profils correspondant à ces postes sont souvent très pointus (maîtrise des langues étrangères, capacités d'adaptation au contexte, niveau d'études élevé et compétences professionnelles reconnues).

1 - 3 - 5 Avoir des regards différents sur la réalité du monde :

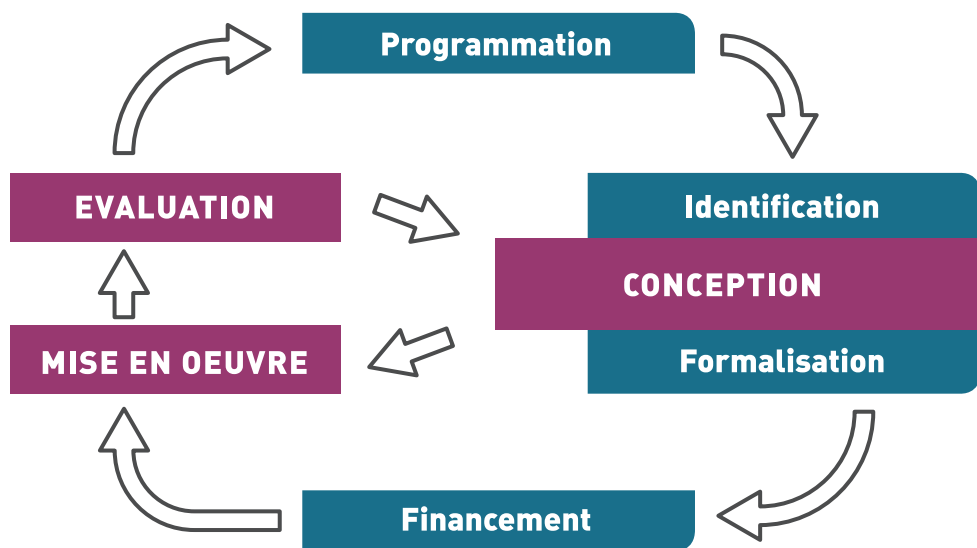
L'hyper concentration des grands médias (agences de presse et télévisions en particulier) et la recherche de l'audimat conduisent souvent à une standardisation de l'information qui se traduit par une certaine vision du monde. Une meilleure connaissance des réalités planétaires passe aussi par la diversification et la confrontation de différentes sources d'informations :



Divers exemples de médias spécialisés, associatifs ou alternatifs :

- Journal mensuel « Le Monde Diplomatique » : www.monde-diplomatique.fr
- Journal hebdomadaire « Alternatives Internationales » : www.alternatives-internationales.fr
- Journal hebdomadaire « Courrier International » : www.courrierinternational.com
- Radio France Internationale : www.rfi.fr
- Journal trimestriel « Altermondes » : www.altermondes.org
- Trimestriel politique et culturel : www.vacarme.eu.org
- Agence de presse sur l'Afrique : « Syfia International » : www.syfia.info
- Agence de presse suisse : « Infosud » www.infosud.org
- Libération Afrique : www.liberationafrique.org
- Portail d'information sur les initiatives citoyennes pour la construction d'un autre monde (Rinoceros) : www.rinoceros.org
- Dialogues, propositions, histoires pour une citoyenneté mondiale (DPH) : www.d-p-h.info
- Le portail citoyen : www.leportailcitoyen.com
- Institut Panos : www.panosparis.org
- Les technologies de l'information et de la communication au service de l'éducation des pays du sud : EduSud - www.edusud.org
- Centre d'Études et de Recherches Internationales : www.ceri-sciences-po.org
- Les Renseignements Généreux : www.les-renseignements-generaux.org
- Guides alternatifs : www.guidaltern.org
- Des médias participatifs : www.samizdat.net - www.indymedia.org - www.legrandsoir.info
- Des sites sur l'analyse des médias : Acrimed (www.acrimed.org) et Observatoire des Médias (www.observatoire-medias.info)
- Site sur la liberté de la presse : www.rsf.org

1 – 4 : Quelques repères pour l'action



1 >> Etre au clair sur ses motivations :

La solidarité internationale implique avant tout une démarche d'ouverture et de dialogue vers les autres. Au delà d'un sentiment de générosité, **il faut savoir sortir des clichés misérabilistes** qui sont souvent véhiculés par les médias et éviter de projeter des questions non résolues pour soi-même (complexe de supériorité, sentiment de culpabilité, tentative de dépassement d'un mal-être ici en partant ailleurs etc).

2 >> Etre au clair sur ses compétences :

Il est important de **ne pas trop surestimer ses compétences** en concevant un projet trop ambitieux. **La mise en œuvre d'un projet repose clairement sur les compétences de chacun des partenaires engagés.** Par exemple, il est plus facile de venir en appui à une démarche déjà existante avec différents partenaires, qui répond bien aux besoins des populations plutôt que de se lancer dans la réalisation d'une initiative circonvenue qui pourrait se révéler hasardeuse et stérile.

3 >> S'informer sur les enjeux de la solidarité internationale et sur le contexte du pays où l'action va se dérouler :

Avant d'entreprendre un projet, il est important de **bien connaître quels sont les enjeux de la solidarité internationale et dans quel contexte global s'inscrit sa propre activité, afin de mieux percevoir quels sont les besoins.** Pour intervenir dans un autre pays, il est important de **s'informer en amont sur l'histoire et la culture du peuple** que l'on va rencontrer et de se documenter sur les conditions générales de présence sur le territoire (documents administratifs nécessaires, risques sanitaires encourus, conflits armés...)

4 >> Ne pas agir seul mais construire des partenariats au Nord comme au Sud :

Les actions de solidarité internationale sont parfois très diverses pour un pays donné et mériteraient à être mieux coordonnées. **Avant de partir, la rencontre avec d'autres acteurs de votre région est un des meilleurs moyens de mutualiser les expériences pour ne pas reproduire les erreurs du passé.** Au Sud, il est aussi important de travailler avec plusieurs acteurs, ce qui facilitera la perception des besoins réels.

5 >> Définir ensemble les besoins :

Le projet doit être en cohérence avec les orientations décidées par les populations concernées. Il ne s'agit pas de se donner bonne conscience, mais d'effectuer un **travail de concertation** où chacun s'enrichit des apports des autres.

6 >> Bien définir le rôle de chacun et établir un calendrier pour les différentes phases du projet :

Pour le bon déroulement du projet, **il est essentiel que le rôle de chacun des interlocuteurs soit précisé.** Si le projet peut supporter dans son déroulement quelques modifications non prévues au départ, il est important de préciser, dans la concertation et de préférence dans le cadre de conventions écrites, ce que **chaque interlocuteur devra faire pour réduire le risque des incompréhensions**, qu'elles soient d'ordre interculturelles ou d'une autre nature.

7 >> Etablir un dossier de présentation de votre projet :

Afin de mettre en œuvre de manière efficace un projet pertinent et cohérent, il est important de bien **définir dans sa présentation le contexte, les objectifs, le programme des activités, les moyens mis en œuvre, les différents modes de financements et d'évaluation de l'action.** Ceci renforcera également votre crédibilité auprès de vos partenaires techniques et/ou financiers.

8 >> Assurer le suivi de l'action :

Le suivi du projet est une phase indispensable pour veiller à son bon déroulement. C'est un moment de pause qui doit permettre à **chacun des acteurs concernés de faire le point sur le déroulement du projet.** Sur la base d'indicateurs de suivi, il permet de faire **évoluer le projet et d'adapter sa mise en œuvre en fonction de l'expérience acquise.**

9 >> Etablir une évaluation de l'action :

L'élaboration d'un **compte rendu** permet de prendre du recul pour évaluer les actions menées et l'ensemble du projet : il doit faire apparaître une **description des activités mises en œuvre, les objectifs atteints et plus globalement l'impact qu'a eu le projet sur les populations concernées.** Ce compte-rendu doit être accompagné d'un « compte-résultat », avec des pièces justificatives (factures ou attestations) relatives aux différentes dépenses engagées et recettes obtenues. Les évaluations peuvent être internes (impliquant les acteurs du projet) ou faire appel à une personne extérieure (ce que les bailleurs de fonds demandent de plus en plus pour des projets supérieurs à 50 000€).

10 >> Faire profiter de sa propre expérience au plus grand nombre :

Le projet a été l'occasion de vivre une **expérience enrichissante tant sur le plan humain que professionnel.** Cette expérience sera aussi enrichie par le compte-rendu que vous pourrez faire au moyen de différents supports (témoignages, expositions, photos, vidéos...). De nombreuses structures (associations, établissements de formations...) sont aussi demandeuses de ce type d'informations.

Action d'urgence humanitaire

La population du Cachemire est en situation particulièrement précaire



C'est une des formes d'actions de solidarité internationale les mieux connues car elle correspond à un mode d'intervention pour les situations de crises souvent les plus médiatisées telles que les catastrophes naturelles, les conflits armés, les famines et autres épidémies. L'aide humanitaire répond plus particulièrement à des situations de crises ponctuelles relevant de l'urgence. Elle utilise la plupart du temps un personnel particulièrement spécialisé et professionnel avec des moyens techniques spécifiques. Certaines des organisations humanitaires peuvent aussi s'inscrire dans un programme plus long afin de permettre à des populations d'échapper progressivement à une situation de dépendance par rapport à l'aide humanitaire.

>> Quelques exemples d'associations françaises impliquées dans l'action d'urgence humanitaire :

- Action Contre la Faim : www.actioncontrelafaim.org
- Médecins du Monde : www.medecinsdumonde.org
- Médecins Sans Frontières : www.msf.fr
- Secours Populaire Français : www.secourspopulaire.fr
- Secours Catholique : www.secours-catholique.asso.fr

Action de plaidoyer

Il s'agit de mettre en place des campagnes consistant à défendre différentes causes auprès du grand public et des décideurs. Ainsi la solidarité internationale ne se cantonne pas à l'aide directe mais fait aussi appel à la mobilisation citoyenne pour influencer sur les responsables politiques et les sociétés transnationales dont le siège est le plus souvent basé dans les pays du Nord. Ceux-ci sont amenés à prendre de plus en plus de décisions qui peuvent avoir des conséquences pour des populations vivant en d'autres points du globe. Si ce type d'actions a d'abord été porté par des associations de solidarité internationale ou de défense des droits de l'Homme, maintenant, des collectifs et des plateformes regroupant aussi d'autres acteurs institutionnels se développent pour travailler sur des objectifs précis. Les moyens mis en œuvre peuvent être le lancement de pétitions, la mise en place de campagnes de communication auprès du grand public...

>> Des associations spécialisées dans des campagnes d'envoi de cartes et de pétitions :

- Action des Chrétiens pour l'abolition de la Torture (ACAT) : www.acat.asso.fr
- Oxfam France : www.oxfamfrance.org
- Réseau Solidarité : www.peuples-solidaires.org/reseau-solidarite
- Survival International : www.survivalfrance.org
- Agir pour l'Environnement : www.agirpourelenvironnement.org

>> Des collectifs associatifs et des plateformes d'acteurs différents mobilisés sur des campagnes d'opinion :

- Collectif de l'éthique sur l'Étiquette : www.ethique-sur-etiquette.org
- Plate-forme des ONG Françaises pour la Palestine : www.plateforme-palestine.org
- Plate-forme pour des agricultures durables et solidaires : www.agricultures-durables-solidaires.org

Aide au développement

Les troupeaux traversent la ville de LOUGA



Elle se différencie de l'action humanitaire en s'inscrivant davantage sur le long cours. Il s'agit de mobiliser des moyens dans le but d'améliorer les conditions de vie des habitants dans un lieu donné. Désormais, ces actions se conçoivent davantage dans le cadre d'un partenariat prenant en compte l'attente des populations. Les organisations du Nord interviennent surtout pour apporter un appui financier ou technique. Il s'agit en premier lieu de privilégier l'implication des acteurs du pays concerné plus à même de maîtriser le contexte local.

>> Des exemples d'associations s'impliquant dans des actions d'aide au développement au long cours :

- Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement : www.ccf.d.asso.fr
- Frères des Hommes : www.france-fdh.org
- Peuples Solidaires : www.peuples-solidaires.org

Aide publique au développement (APD)

Il s'agit de fonds publics apportés sous différentes formes (dons, allègements de la dette) à des pays considérés en développement. L'Organisation de Développement et de Coopération Economique (OCDE) est à l'origine de la création du Comité d'Aide au Développement qui regroupe 22 des pays les plus industrialisés et détermine périodiquement les Etats qui doivent figurer dans la nomenclature des pays dits en « développement » : il y en a environ 150 actuellement.

Selon les chiffres de l'OCDE, la somme des aides publiques au développement s'est élevée à près de 104 milliards de dollars en 2007 dans le monde. Cependant, selon le Reality of Aid Network [réseau mondial d'associations de solidarité internationale] cette aide est en partie utilisée pour servir les politiques de sécurité des pays riches. Cette organisation constate que l'aide a surtout progressé en faveur de pays comme l'Afghanistan et l'Irak dans une période récente. Par ailleurs, à la conférence de Monterrey en 2002 au Mexique, consacrée au financement du développement, les pays riches s'étaient engagés à consacrer 0,7 % de leur produit national brut (PNB) pour répondre aux objectifs de lutte contre la pauvreté. En 2007, ces mêmes pays n'en sont qu'à 0,45% (chiffre en baisse par rapport à 2005 : 0,47%). Selon l'Institut International de la Recherche sur la Paix de Stockholm (SIPRI), rien que pour l'année 2006, le montant des dépenses d'armements au niveau planétaire ont dépassé les 1200 milliards de dollars.

La France a consacré en 2007 un montant de 9,94 milliards d'euros à l'aide publique au développement, ce qui en fait le troisième contributeur du monde (en valeur absolue) après les Etats Unis et l'Allemagne. Elle ne représente que 0,39% du PNB de l'hexagone (contre 0,47% en 2005). Selon la Coordination SUD qui regroupe la plupart des ONG françaises de solidarité internationale, ce montant doit être encore pondéré car certaines dépenses ne devraient pas y être incluses (allègements de dettes, accueil des réfugiés en France, financements d'établissements scolaires français à l'étranger, crédits alloués aux Territoires d'Outre Mer...).

>> Liens ressources sur l'APD :

- Organisation de Développement et de Coopération Economique (OCDE) : www.oecd.org
- Ministère des Affaires Etrangères : www.diplomatie.gouv.fr
- Association Internationale de Techniciens Experts et Chercheurs (AITEC) : aitec.reseau-ipam.org
- Association Survie France : www.survie-france.org
- Inter réseaux Développement rural : www.inter-reseaux.org

Altermondialisation

Ce concept s'est développé lorsque, au lendemain de l'effondrement des pays des blocs de l'Est, l'idéologie du libre échange s'est affirmée comme une valeur dominante devant caractériser les échanges commerciaux mondiaux. Par opposition à la globalisation qui désigne un modèle économique basé sur le libre échange, l'altermondialisation se traduit par la convergence de courants très divers de la société qui revendiquent une réforme du modèle économique capitaliste afin de mieux prendre en compte les enjeux humains et environnementaux. Cette première mobilisation à l'échelle mondiale de la société civile a ainsi contribué à modifier notamment les rapports de forces au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) où les pays les plus riches de la planète ne sont plus les seuls à constituer des groupes de pression. Par ailleurs, un nombre croissant d'organisations citoyennes et de collectivités territoriales ont constitué des réseaux pour désormais demander plus de transparence sur la mise en œuvre des politiques dans les espaces géographiques de libre échange comme l'Union Européenne ou dans le cadre des accords de partenariats économiques liant les continents entre eux. Ce mouvement s'est traduit par l'émergence des Forums Sociaux comme espaces d'échanges entre les divers acteurs de la société civile et lieux d'élaboration d'alternatives.

>> Des sites ressources sur l'altermondialisation :

- Centre Tricontinental (CETRI) : www.cetri.be
- Initiatives pour un autre Monde (IPAM) : www.reseau-ipam.org
- Portail sur la mémoire des forums sociaux : www.memoria-viva.org
- Via Campesina : www.viacampesina.org
- Convergence Nationale des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics : www.v-s-p.org

Associations de Solidarité Internationale

Cette appellation remplace peu à peu le terme d'Organisation Non Gouvernementale (ONG). L'appellation d'ONG remonte à 1946, date à laquelle les Nations Unies avaient souhaité définir un statut pour associer certains acteurs issus de la société civile à leurs travaux. Aujourd'hui ce terme n'est plus suffisamment précis pour définir les associations qui agiraient spécifiquement dans le domaine de la solidarité internationale puisqu'il recouvre aussi des structures qui agissent dans d'autres domaines (économie, environnement...) ou d'autres types d'organisations comme les syndicats et certaines collectivités territoriales. On utilise désormais aussi bien l'expression « Organisation de Solidarité Internationale » (OSI) qu'« Association de Solidarité Internationale » (ASI).

>> Bases de données sur les acteurs de la solidarité internationale en France et en régions accessibles sur le site du RITIMO : www.ritimo.org

Commerce équitable

Quinzaine du commerce équitable à Limoges, mai 2003 - photo Guillaume Bertrand



Le commerce équitable repose sur le principe d'une juste rémunération du travail, en lien notamment avec les normes fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT). Il a pour objectif de permettre aux organisations de producteurs d'initier sur le long terme un développement économique, social et environnemental. Les structures s'impliquant dans ce type d'actions augmentent la part reversée au petit producteur en essayant aussi de réduire les coûts des intermédiaires qui s'accaparent la plus grande partie du prix réel payé par le consommateur. Parfois, la vente de ces produits permet de financer des projets au profit des populations locales, tels que des écoles ou des dispensaires de santé. Le développement du commerce équitable repose aussi sur une prise de conscience du consommateur et sur sa volonté à choisir un produit qui prenne en compte ces critères sociaux. Tout comme pour l'agriculture biologique un système de labellisation tend à se développer mais il est parfois difficile de s'y retrouver entre des produits dont la qualité « sociale » peut être variable.

>> Quelques exemples de structures impliquées dans le commerce équitable :

- Andines : www.andines.com
- Artisans du monde : www.artisansdumonde.org
- Aspal : www.aspal-artisan.fr
- Association Internationale de Commerce Équitable : www.ifat.org
- Max Havelaar : www.maxhavelaarfrance.org
- Solidarmonde : www.solidarmonde.fr

>> Sites ressources sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises :

- Plate-forme du Commerce équitable : www.commerceequitable.org
- Novethic : www.novethic.fr
- Comité Français d'Information sur les Entreprises (CFIE) : www.cfie.net

Coopération décentralisée

« Les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent conclure des conventions avec des collectivités territoriales étrangères et leurs groupements, dans les limites de leurs compétences et dans le respect des engagements internationaux de la France. »

Cet énoncé législatif marque une rupture dans la stratégie de coopération en France. A l'origine, la politique française de coopération relevait de la compétence de l'État. Puis la loi du 6 février 1992 a défini juridiquement la coopération décentralisée. Elle institue pour les collectivités territoriales françaises la possibilité de développer des relations avec des collectivités territoriales étrangères en restant dans le cadre de leurs compétences fixées par les lois de décentralisation et dans le respect des engagements internationaux de la France. En tant que maîtres d'ouvrage, les collectivités territoriales ont la possibilité de mener leurs projets elles-mêmes ou d'en confier la mise en œuvre à d'autres acteurs comme les associations de solidarité internationale ou même des collectifs d'acteurs différents.

Au niveau européen, la coopération décentralisée définie par le traité de Maastricht ne se limite pas à l'établissement d'un partenariat de collectivités territoriales à collectivités territoriales mais peut concerner tous types d'organisations (associations, universités, médias, syndicats, instituts...). Pour la Commission Européenne, il s'agit de s'inscrire prioritairement dans le cadre de la responsabilisation entre acteurs de la société civile, en développant une plus grande complémentarité et une concertation entre les acteurs. L'idée est aussi de renforcer l'autonomie des acteurs au plus près du terrain : « La coopération décentralisée a pour objet non seulement de répondre à des besoins matériels, mais en même temps de renforcer le potentiel d'action et la maîtrise d'initiatives locales ».

>> Sites ressources sur la coopération décentralisée :

- Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD) : www.diplomatie.gouv.fr/cncd
- Cités Unies de France : www.cites-unies-france.org
- Maison de la Coopération Décentralisée à Ouagadougou : www.mcdburkina.bf
- Le site de la Coopération Décentralisée au Mali : www.coopdec-mali.org
- Union des Associations d'élus locaux du Sénégal : www.uael.sn

Dette

Les pays pauvres sont confrontés au problème de la dette qui a créé au fil des décennies un rapport dangereux de dépendance vis-à-vis de leurs bailleurs de fonds tout comme il constitue un obstacle pour leur développement. Ainsi dans les années 1960, les grandes banques des pays du Nord entendaient recycler les «pétrodollars» pour stimuler les investissements au sud. Dans ce même contexte, il s'agissait aussi pour les pays les plus industrialisés en surproduction de trouver de nouveaux marchés et d'inciter les pays pauvres, tout juste sortis de la colonisation, à consommer. Après les différents chocs pétroliers des années 1970 et les crises qui ont succédé, les taux d'intérêts ont plus que triplé provoquant un étranglement par la dette des pays dits du Tiers-Monde (De façon plus institutionnelle on utilise aussi le terme de «Pays en Développement - PED»). Depuis, les plans d'ajustement structurel imposés par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ont accentué le démantèlement des services publics et leur privatisation. Ils ont imposé à ces pays l'ouverture de leur marché à des produits subventionnés et fabriqués dans les pays les plus riches entraînant une concurrence féroce pour les petits producteurs locaux. Plus grave encore, les emprunts contractés n'ont pas souvent servi le développement des populations mais ont plutôt permis à des chefs d'Etat peu scrupuleux d'assouvir leurs envies (dépenses somptuaires, armements, influences politiques...). Un large mouvement de citoyens s'est développé au cours de ces deux dernières décennies pour exiger une plus grande transparence et un meilleur fonctionnement démocratique des institutions financières internationales dans l'optique de répondre aux besoins réels des populations.

La dette génère une circulation des flux financiers qui va des pays pauvres vers les pays riches. Ainsi la dette externe des pays pauvres en 2007 représentait selon la Banque Mondiale un montant de 1350 milliards de dollars (contre 2600 milliards de dollars en 2004). Ces pays continuent à verser la somme de 1350 milliards de dollars au titre du remboursement de la dette. Cependant, le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) considère que les chiffres de la Banque Mondiale donnent une vision tronquée de la réalité en ne tenant pas compte de l'augmentation considérable de la dette interne qui représenterait près du triple de la dette externe. Ainsi les pays en développement contractent de plus en plus d'emprunts auprès des banques nationales qui, presque toutes, relèvent des grandes banques multinationales. Le CADTM estime que, malgré les allègements de la dette octroyés par les pays membres de l'OCDE, le poids du service de la dette n'a jamais aussi cruellement pesé sur les pays en développement avec un service qui s'est élevé (dette externe+ dette interne) à environ 800 milliards de dollars en 2007.

Sites ressources :

- Banque Mondiale : www.banquemondiale.org
- Fonds Monétaire International (FMI) : www.imf.org
- Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-monde (CADTM) : www.cadtm.org
- Plate-forme Dette et Développement : www.dette2000.org
- Observatoire International de la Dette : www.oid-ido.org

Développement durable

Le concept a pris officiellement sa définition au sommet de la Terre de Rio en 1992, la croissance de la société actuelle ne devant pas compromettre l'avenir des générations futures (il est en fait issu d'une prise de conscience progressive qui remonte au club de Rome en 1972 et au rapport Brundtland en 1987). Ce concept «planétaire» relève les grandes disparités de ce monde : certains pays sont économiquement et socialement avancés mais ont un impact sur l'environnement insupportable à long terme ; d'autres ont un impact moindre mais sont le plus souvent dans des situations économiques et sociales catastrophiques. Ceci fait reposer le Développement Durable sur trois piliers qui doivent être conciliés : le développement économique, le développement social (lutte contre la pauvreté) et la préservation des ressources naturelles. Il est vrai que le concept de « développement durable » s'inscrit dans une vision héritée de la société du progrès dont les objectifs changeraient de nature et tiendraient davantage compte de l'avenir de l'Homme dans son environnement. L'originalité de cette démarche repose sur le principe de bonne gouvernance et de démocratie participative, idées qui font leur chemin mais que les détenteurs du pouvoir ont beaucoup de mal à intégrer.

Ceci montre bien les efforts que les pays développés ont encore à faire, sur la prise en compte de l'environnement. Leur mode de consommation est à l'origine du réchauffement climatique, des grands déséquilibres sociaux et économiques de la planète. Nos comportements doivent radicalement changer dans notre quotidien mais aussi dans notre solidarité vis à vis de ceux qui souffrent réellement sur cette terre.

Le sommet de la Terre de Rio a aussi été l'occasion de définir un cadre d'engagements à mettre en œuvre au niveau mondial, national et local que l'on désigne sous le terme « Agenda 21 ». La démarche de ces « agendas 21 » s'inscrit dans une logique non contraignante de promotion du développement durable en incitant les pouvoirs publics et notamment les acteurs locaux à s'engager et à reprendre les objectifs définis lors du sommet de la Terre à Rio.

En France les «Agendas 21» sont définis autour de 5 finalités qui remettent bien en place la problématique à laquelle il s'agit de faire face :

- 1. la lutte contre le changement climatique,**
- 2. la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources,**
- 3. la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations,**
- 4. l'épanouissement de tous les êtres humains,**
- 5. une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.**

>> Sites ressources à propos du développement durable :

- Le Comité français pour l'environnement et le développement durable : www.comite21.org
- Le portail des Agendas 21 mis en place par les collectivités territoriales : www.agenda21france.org
- Dossiers et Débats pour le Développement Durable : www.association4d.org
- Echanger pour un monde durable : www.cdurable.info
- Site francophone du développement durable : www.agora21.org
- Programme des Nations Unies pour l'Environnement : www.unep.org/french

>> Des sites sur la décroissance :

- Réseau des Objecteurs de Croissance pour l'Après Développement : www.apres-developpement.org
- Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable : www.decroissance.org
- Décroissance Info : www.decroissance.info
- Action conso : www.actionconsommation.org

>> Des associations agissant dans le domaine de l'environnement :

- Greenpeace : www.greenpeace.org
- Les Amis de la Terre : www.amisdelaterre.org
- WWF : www.wwf.fr

>> Des sites concernant le Grenelle de l'Environnement :

- Le site gouvernemental : www.legrenelle-environnement.gouv.fr
- Le site de l'Alliance pour la Planète : www.lalliance.fr
- Le site du Contre Grenelle : www.contre-grenelle.org

Dons

Les dons financiers sont les plus courants car l'argent peut-être utilisé directement sur place pour répondre au plus près des besoins. Les dons en nature impliquent une bonne information sur les besoins et le contexte local.

En savoir plus sur les dons de médicaments : www.remed.org

La banque de matériel médical pour l'aide humanitaire : www.humatem.org

Des exemples d'associations sur le don de livres : www.bibliodef.org et www.adiflor.org

La charte sur les dons de livres : http://www.bibliodef.com/docs/charte_don_livres.pdf

Droits de l'Homme

Mobilisation pour la défense des Droits de l'Homme en Chine près de l'arbre de la « Liberté d'expression » parc Victor Thuillat à Limoges - Avril 2008 - Photo : Guillaume Bertrand



On se réfère fréquemment à la **Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen** du 26 août 1789 (Révolution française) ou à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 adoptée dans le cadre des Nations unies. En réalité le combat pour les Droits de l'Homme est beaucoup plus ancien, il relève de toutes les époques, de toutes les cultures, à chaque fois que des peuples ou des personnes ont voulu faire progresser le droit pour la reconnaissance du caractère inaliénable de la dignité humaine. Dans une période où même des démocraties sont tentées de remettre en cause les Droits de l'Homme (en tentant de légitimer par exemple la torture ou la peine de mort), il est important de montrer leur vocation universelle, leur interdépendance et leur indivisibilité. Exemples :

des manifestations pacifiques (liberté d'expression) pour réclamer la protection de sa culture et le droit à la terre (droit au logement, ...) ont été réprimées dans la violence au Mexique (barrage de La Parota) ; des agriculteurs palestiniens ne peuvent pas facilement se rendre dans leurs champs (droit au travail) en raison des barrières de sécurité israéliennes (liberté de circulation) ... Même si le terme « Homme » avec la majuscule désigne l'humanité dans son ensemble, l'usage de l'expression « droits humains » est de plus en plus répandu pour son caractère plus égalitaire entre les genres.

>> Sites ressources sur les Droits de l'Homme :

- Site des Nations Unies où l'on peut retrouver les différents instruments juridiques relatifs aux Droits de l'Homme au niveau mondial : www.un.org/french/hr
- Cour Européenne des Droits de l'Homme : www.echr.coe.int
- Commission Nationale Consultative des droits de l'Homme : www.commission-droits-homme.fr
- Base de données sur les droits de l'Homme du Human Rights Network International : www.hrni.org
- Un site francophone sur les droits de l'Homme : www.aidh.org

>> Des associations de défense des droits de l'Homme :

- Fédération Internationale des droits de l'Homme (FIDH) : www.fidh.org
- Amnesty International : www.amnesty.fr
- Human Rights Watch : www.hrw.org/french
- ESPPER : www.espper.org

Education au développement

L'éducation au développement que l'on appelle aussi éducation à la solidarité internationale consiste à faire prendre conscience au grand public des enjeux de la solidarité internationale et des interdépendances qui se nouent sur le plan économique, social, et politique entre tous les pays du monde. Pour les acteurs qui souhaitent s'inscrire dans des actions de solidarité internationale ne se limitant pas à une simple démarche altruiste, l'éducation au développement est aussi le moyen de réfléchir sur les actions à mettre en œuvre pour qu'elles correspondent au besoin réel des populations et à la réalité du contexte social. En France, depuis plusieurs décennies, des associations de solidarité internationale se sont investies dans ce type de démarche. En 1981 l'éducation au développement a été enfin reconnue par l'éducation nationale et inscrite dans l'enseignement scolaire. Au fil du temps, des actions se sont développées dans le cadre de campagnes impliquant plusieurs acteurs

associatifs et institutionnels sur différents thèmes : les enjeux de l'alimentation, l'accès à l'eau, l'éducation contre le racisme, le développement durable...

>> Des associations et des réseaux spécialisés dans l'éducation au Développement :

- RITIMO : www.ritimo.org
- Plateforme Française d'Education au développement et à la Solidarité Internationale : www.educasol.org
- Solidarité Laïque : www.solidarite-laique.asso.fr
- Un réseau européen d'éducation au développement : www.deeep.org
- Réseau international Polygone : www.webpolygone.net
- Campagne «Demain le monde» : www.demain-le-monde.org

>> Production d'outils :

- GRAD : www.grad-france.org
- Orcades : www.orcades.org

Enfance et Education



Les droits de l'enfant sont exprimés dans la «Convention internationale relative aux droits de l'enfant» adoptée le 20 novembre 1989 et ratifiée par 193 pays (seul deux pays ne l'ont pas adoptée à ce jour : les Etats-Unis et la Somalie). Cependant les droits de l'enfant, même s'il y a eu des progrès, sont loin d'être respectés avec 93 millions d'enfants encore privés d'écoles selon l'UNICEF, 300 000 d'entre eux enrôlés dans les conflits armés en plus de ceux victimes des réseaux de prostitution.

>> Des sites sur les droits des enfants et l'éducation :

- UNICEF : www.unicef.org
- Education pour tous : www.educationpourtous.com
- Aide et Action : www.aide-et-action.org
- Enfants du monde : www.emdh.org
- Planète Enfants : www.planete-enfants.org

Femmes



Souvent discriminées par les règles étatiques, les religions ou le système économique, les femmes sont la plupart du temps en première ligne pour supporter les situations de non-droit. Un grand nombre d'institutions et d'associations s'intéressent à la question de l'émancipation des femmes dans le monde et de l'égalité homme/femme.

>> Des organisations mobilisées sur les droits de la Femme :

- AWID : www.awid.org
- Genre en Action : www.genreenaction.net
- Femmes, droit et développement en Afrique : www.wildaf-ao.org/fr
- Les Pénélopes : www.penelopes.org
- Le monde selon les femmes : www.mondefemmes.org

Finances éthiques et solidaires

Dans le contexte mondial des circuits financiers traditionnels, les finances solidaires se distinguent par une meilleure prise en compte des facteurs humains par rapport aux facteurs purement économiques. Ils ouvrent la possibilité pour un grand nombre d'acteurs de trouver les financements pour réaliser des projets alternatifs ou innovants y compris dans les pays les plus pauvres. Ils s'inscrivent dans un processus où le concept de solidarité est mis en valeur. Ils répondent à un besoin croissant des épargnants de s'inscrire dans une démarche éthique où l'homme et son environnement ne seraient plus les laissés pour compte.

>> Sites ressources :

- Le site des finances solidaires : www.finansol.org
- Le portail de la Microfinance : www.lamicrofinance.org
- Comité d'Echanges, de Réflexion et d'Information sur les Systèmes d'Epagne-Crédit (CERISE) : www.cerise-microfinance.org
- Coopérative Financière pour le Développement de l'Economie Solidaire (COFIDES) : www.cofides.org

Fiscalité internationale

Le mil est pilé pendant 3h par jour



C'est un thème qui a été porté au cours de ces dix dernières années par des associations altermondialistes qui voulaient défendre l'idée de la création d'une taxe (inspirée par James Tobin) sur les transactions financières dans le but d'en contrôler les effets. Les recettes seraient redistribuées pour répondre aux besoins fondamentaux des populations.

C'est sous une autre forme que le Brésil et la France notamment ont proposé une taxe internationale sur les billets d'avion qui doit alimenter un fonds de solidarité destiné à combattre le VIH-sida, le paludisme et la tuberculose dans les pays pauvres. En 2008, 27 Etats (dont 19 en Afrique) adhèrent à l'idée de créer cet impôt innovant. Près de 400 millions de dollars ont été récoltés de 2006 à 2007 dans le cadre de ce programme UNITAID, administré par l'Organisation mondiale de la santé.

- Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC) : www.attac.org
- Plate-forme internationale « Publiez ce que vous payez » : www.publishwhatyoupay.org
- Programme Unitaid : www.unitaid.eu

Guerre et paix

Partout à travers le monde, la violence prend racine pour des raisons diverses : pauvreté, injustices, pouvoir, possession des richesses naturelles, frustrations sont autant de sources qui incitent les hommes à tendre vers des réflexes agressifs. Au cours des dernières décennies, le terrorisme s'est développé, mais la guerre contre celui-ci n'a pas permis de faire reculer la violence et encore moins les violations des droits de l'Homme dans de nombreux pays. Loin d'un pacifisme qui nierait les causes de la violence, un nombre important d'acteurs s'implique sur le plan international pour favoriser une résolution des conflits par la non-violence et la médiation. Si les plus grandes puissances militaires mondiales évitent de s'affronter directement, elles produisent des armes qui sont exportées et qui tuent très majoritairement des civils. Si la construction de la paix passe par le renforcement de la démocratie et de la lutte contre la pauvreté, elle doit aussi comprendre une éducation des populations à la non-violence et la remise en cause des transferts d'armements.

>> Des sites ressources sur la paix, les conflits et les transferts d'armements :

- Le site de l'UNESCO sur la « décennie pour une culture de la paix » : www3.unesco.org/iycp
- Le site des associations françaises : www.decennie.org
- Le site des collectivités territoriales françaises : www.afcdrp.com
- Observatoire des transferts d'armements : www.obsarm.org
- Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité : www.grip.org
- Centre Interdisciplinaire de Recherche sur la Paix et d'Etudes Stratégiques : www.cirpes.net
- Des instituts de Recherche ou de formation sur la Non-Violence : www.irnc.org-ifman.free.fr
- Centre mondial de la Paix des Libertés et des Droits de l'Homme : www.centremondialpaix.asso.fr
- Plateforme française Contrôlez les armes : www.controlarms.org

>> Des associations agissant sur le plan international :

- Les Brigades de Paix Internationales : www.peacebrigades.org
- L'Internationale des Résistants à la Guerre : www.wri-irg.org
- Mouvement de la Paix : www.mvtpaix.org

>> Du matériel pédagogique pour l'éducation à la paix :

- Non-violence Actualité : www.nonviolence-actualite.org

Indice de Développement Humain

L'Indice de Développement Humain, ou I.D.H., a comme objectif d'essayer de mesurer le niveau de développement des pays, sans en rester simplement à leur poids économique mesuré par le PIB (Produit Intérieur Brut). Il repose sur l'idée que le développement se résume à vivre longtemps, atteindre un bon niveau d'éducation et disposer d'un niveau de vie décent. Contrairement au revenu par habitant, l'IDH est un indicateur qui prend en compte le caractère multidimensionnel du développement (longévité, niveau d'éducation et niveau de vie) en faisant la synthèse de trois séries de données :

- l'espérance de vie à la naissance (qui donne une idée de l'état sanitaire de la population du pays),
- le niveau d'instruction mesuré par deux indicateurs : le taux brut de scolarisation et le taux d'alphabétisation des adultes,
- le PIB réel (c'est-à-dire corrigé de l'inflation) par habitant ; le PIB par habitant donne une indication sur le niveau de vie moyen du pays.

L'IDH est calculé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Il se présente comme un nombre sans unité compris entre 0 et 1. Plus l'IDH se rapproche de 1, plus le niveau de développement du pays est élevé. Le calcul de l'IDH permet l'établissement d'un classement annuel des pays.

L'IDH, s'il est sans doute un meilleur indicateur du niveau de développement d'un pays que le PIB par habitant, n'est cependant pas exempt de faiblesses, en particulier parce qu'il inclut celui-ci et on sait que la mesure du PIB pose de nombreux problèmes. D'autre part, il faudrait sans doute prendre en compte davantage de critères qualitatifs, en particulier en ce qui concerne les inégalités. L'Indice (ou coefficient) de Gini est un autre indicateur développé par le statisticien italien Corrado Gini qui montre les inégalités de salaires (de revenus, de niveaux de vie...) pour une zone géographique donnée. Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les salaires, les revenus, les niveaux de vie... seraient égaux. A l'autre extrême, il est égal à 1 dans une situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les salaires (les revenus, les niveaux de vie...) sauf un seraient nuls. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé.

>> Voir le site du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) :

www.undp.org/french

>> Un intéressant site sur des façons différentes de cartographier le monde :

<http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/#Inegalites>

Migrants

Aujourd'hui les migrants sont devenus, au niveau mondial, des acteurs primordiaux de la solidarité internationale. Leurs contributions au développement par le biais des versements vers leur pays d'origine représentent un montant supérieur à celui de l'aide publique au développement. Ce montant est d'environ

240 milliards de dollars en 2007 d'après la Banque Mondiale, cependant ce chiffre ne tient pas compte des fonds envoyés par des moyens informels, ce qui explique que le montant peut être bien plus élevé. Cette aide peut s'effectuer à travers des transferts d'argent opérés par les migrants à leur famille. Mais de plus en plus d'associations d'immigrés se développent pour financer des projets plus globaux, on les appelle « Organisations Issues des Migrations » (OSIM). L'apport des migrants, pour bon nombre de pays constitue un solide ballon d'oxygène. Par exemple, au Maroc, l'émigration constitue désormais la première source de devises avant le tourisme.

Dans un contexte où les pays d'immigration adoptent des réglementations qui peuvent être attentatoires au droit des personnes, un nombre important d'organisations travaillent dans le champ de la protection des droits des migrants et s'organisent en réseau pour agir plus efficacement contre les violations des Droits de l'Homme.

>> Organisations de migrants :

- Forum des Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations (FORIM) : www.forim.fr
- Association des Travailleurs Maghrébins de France : www.atmf.org
- Un site sur la lutte des Collectifs de Sans Papiers : pajol.eu.org

>> Associations de solidarité avec les migrants :

- Réseau Education Sans Frontières : www.educationsansfrontieres.org
- Cimade : www.cimade.org
- Groupe d'information et de Soutien des Travailleurs Immigrés : www.gisti.org
- Association Nationale d'Assistance aux Frontières pour les Etrangers : www.anafe.org
- Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés : www.fasti.org
- Site sur les thèmes de l'immigration, de l'intégration et de la diversité culturelle : www.alterites.com

La Cité nationale de l'histoire de l'immigration : www.histoire-immigration.fr

Partenariat

La réflexion des associations de solidarité internationale sur leurs propres pratiques et leur volonté de sortir de rapports qui étaient trop basés sur l'assistance par le passé, les ont conduites à développer de nouvelles pratiques fondées en particulier sur le partenariat. Le récent ouvrage édité par la Coordination Sud en donne une définition qui a été élaborée par plusieurs associations françaises : « Le partenariat est la relation entre deux ou plusieurs organismes pour la mise en œuvre d'un projet qui repose sur la coopération, respectant l'égalité de pouvoir des parties et se basant sur l'échange, la confiance, le respect des engagements, la transparence et la réciprocité. C'est un processus dynamique qui doit s'inscrire dans la durée, sur des compétences données et une vision partagée d'un objectif de solidarité internationale ».

Tourisme éthique

La solidarité internationale repose aussi sur la connaissance des autres cultures. Cependant le tourisme peut avoir des conséquences néfastes pour les populations locales allant de l'exploitation de la main d'œuvre à bas coût jusqu'au tourisme sexuel en passant par l'aggravation des dégâts écologiques. Il faut aussi s'inquiéter de la forte croissance du trafic aérien au niveau mondial qui risque d'égaliser dans quelques années le trafic automobile dans sa contribution à l'augmentation des gaz à effet de serre. De la même façon que pour le commerce équitable, le tourisme éthique repose sur une prise de conscience des citoyens et sur le développement d'alternatives au tourisme de masse intégrant des critères sociaux, environnementaux et écologiques. Cette forme de tourisme tend à privilégier les relations directes entre les habitants et les voyageurs. Dans certains cas, la participation demandée pour l'hébergement inclut une part de financement consacrée au développement de projets locaux.

>> Sites ressources :

- Réseau Archimède : www.reseau-archimede.org
- Sur le tourisme solidaire et responsable : www.tourisme-solidaire.org
- Accueil Paysan : www.accueil-paysan.com

1 – 6 : Les 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement

En l'an 2000, à l'occasion de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies les chefs d'Etats des pays représentés se sont engagés à réaliser une série d'objectifs pour lutter contre la pauvreté, à réaliser pour l'an 2015 :



1 >> Eradiquer l'extrême pauvreté et la faim

- Pauvreté : réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour
- Faim : réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim



2 >> Garantir une éducation primaire à tous

- Donner à tous les enfants, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.



3 >> Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

- Éliminer les disparités entre les sexes, d'abord dans les enseignements primaire et secondaire puis à tous les niveaux.



4 >> Réduire la mortalité des enfants

- Réduire de 2/3 le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.



5 >> Améliorer la santé maternelle

- Réduire de 3/4 la mortalité maternelle.



6 >> Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies

- Stopper la propagation du sida et inverser la tendance.
- Stopper la propagation du paludisme.
- Stopper la propagation de la tuberculose.



7 >> Assurer la durabilité des ressources environnementales

- Intégrer le développement durable dans les politiques nationales et enrayer l'épuisement des ressources naturelles.
- Réduire de moitié le pourcentage de population qui n'a pas accès à l'eau potable et à des services d'assainissement.
- Améliorer la vie d'au moins 100 millions d'habitants vivant dans des logements insalubres.



8 >> Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

- Instaurer un système commercial et financier juste, fondé sur des règles prévisibles et non discriminatoires.

- Alléger ou annuler la dette des pays pauvres très endettés.

- Accroître l'aide au développement : les pays riches se sont engagés à consacrer 0,70% de leur PIB à cette aide en 2015.

- Permettre aux jeunes de trouver un travail décent.

- Partager les savoirs : afin de rendre accessibles les médicaments essentiels, notamment pour la lutte contre le sida, les pays en développement ont le droit de déroger aux règles de protection des brevets pour les produire ou les importer.

- Faciliter les transferts de technologies par le secteur privé.

- Négocier des accords globaux qui associent les pays en développement et prennent en compte leurs besoins : l'adaptation au changement climatique, la rémunération des services environnementaux que rendent les pays tropicaux à la planète en conservant leurs forêts seront au cœur des nouveaux accords sur le climat.

Cultivateur Dogon (Mali) - photo : Jean Luc Moreau



Le 7 juillet 2007, «7/7/7», était la date choisie par l'ONU pour faire un bilan à mi-parcours des OMD. Des conférences et des tables rondes se sont tenues dans de nombreux pays. Le constat d'ensemble est très mitigé :

Malgré une mobilisation internationale importante et des progrès notables dans les domaines de l'éducation primaire, de la santé des enfants (vaccination) ou de l'accès à l'eau potable, les objectifs seront difficiles à atteindre. On constate des retards dans les secteurs de la santé des mères, de l'égalité des chances pour les femmes, de la lutte contre le paludisme ou encore de la réduction de la malnutrition.

Enfin, la communauté internationale peine à respecter ses engagements en terme d'aide publique au développement.

De fortes inégalités existent entre les régions et les pays. Ainsi, l'état d'avancement des Objectifs du Millénaire pour le Développement est généralement moins satisfaisant en Afrique, notamment en Afrique subsaharienne que dans d'autres régions du monde. En revanche, les OMD devraient être atteints dans les pays bénéficiant d'un développement économique rapide comme la Chine ou l'Inde. Même si ces succès doivent être relativisés par le creusement des inégalités au sein même de ces pays...

Si, à plusieurs occasions, les associations de solidarité internationale, partout à travers le monde, ont souligné le caractère modeste de ces objectifs, il n'en reste pas moins qu'ils constituent un cadre de référence pour la coopération internationale. En 2005, des associations et des syndicats se sont mobilisés pour interpellier les chefs d'Etat sur le fait que ces objectifs risquaient fortement de ne pas être atteints en 2015.

Kofi Annan a estimé que 70% des OMD ne peuvent être réalisés qu'au niveau local ; la coopération décentralisée est un outil essentiel pour contribuer à leur réalisation.

>> Quelques sites de références :

- Site des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement : www.un.org/french/millenniumgoals
- Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) : www.undp.org/french
- Campagne française de sensibilisation aux OMD menée par le Comité Interministériel pour la Coopération Internationale et le Développement (CICID) : www.huitfoisoui.fr
- Alliance Mondiale contre la Pauvreté : www.whiteband.org
- S'unir contre la misère - Le site d'ATD Quart Monde : www.atd-quartmonde.org
- Biens publics à l'échelle mondiale : www.bpem.org
- Plateforme consacrée à la lutte contre le Sida : www.pplateforme-elsa.org



2 - LES ACTEURS EN LIMOUSIN



2 – 1 : Politique régionale de coopération décentralisée

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement sont l'affaire de tous et les gouvernements locaux jouent un rôle fondamental dans leur réalisation. Avec l'ensemble des autorités infra-étatiques en Europe et dans le monde, la Région Limousin réaffirme son attachement à leur mise en œuvre. La coopération décentralisée est un facteur de développement et de démocratie locale. Dans ce cadre, la Région apporte aux différents acteurs un appui institutionnel et un soutien financier.

Ainsi, son partenariat historique et exemplaire avec la Province de l'Oubritenga (Burkina Faso) a permis de réaliser de nombreux projets associant étroitement des partenaires limousins et burkinabé. La Région soutient également les initiatives des acteurs associatifs et institutionnels limousins grâce au Fonds régional d'aide aux microprojets de développement (FRAMP). Elle favorise en cela l'amélioration des conditions de vie, des droits humains et de la démocratie, l'implication des jeunes et des femmes et le multi-partenariat, ainsi que des actions de proximité sur l'ensemble du territoire limousin (éducation au développement, qualification des acteurs, événements dans le cadre de campagnes de sensibilisation, ...).

La Région Limousin agit selon deux modes d'intervention (accords de coopération décentralisée et soutien à des projets de développement et d'aide d'urgence) qui témoignent de sa mobilisation en faveur des objectifs du millénaire pour le développement.

1 - Les actions de coopération décentralisée avec ses Régions partenaires :

Voïvodie de Poméranie (Pologne)

Land de Bavière et Bezirk de Moyenne Franconie (Allemagne)

Province de Ravenne (Italie)

Judet de Bacau (Roumanie)

Région de Kalouga (Russie)

Gouvernorat de Nabeul (Tunisie)

Junta de Andaloucia (Espagne)

Province de l'Oubritenga (Burkina Faso).

Les objectifs poursuivis par la Région Limousin à travers ces divers partenariats, sont notamment de :

- favoriser une meilleure connaissance et une compréhension mutuelle, en vue de permettre une prise de conscience par les élus et les habitants de la réalité que vivent les régions partenaires dans des pays diversement affectés par la mondialisation ;
- faciliter l'ouverture vers l'extérieur de la région en valorisant ses atouts (économiques, scientifiques, touristiques et culturels) afin de contribuer au développement des échanges économiques ;
- travailler dans le sens du développement local durable, en visant à renforcer le rôle et la place de la société civile comme de l'administration locale, et en s'attachant à une gestion respectueuse des territoires et de l'environnement.

Les accords établis avec les Régions partenaires prévoient la conception et la mise en œuvre d'actions relevant des champs d'intervention de la Région. Elles font par ailleurs appel à des compétences locales (associatives ou institutionnelles) pour en assurer la maîtrise d'œuvre.

Au fil des années, ces relations institutionnelles ont servi également de cadre à la naissance et à la pérennisation d'échanges très divers, qui ont concerné différentes « populations » de la Région Limousin (lycéens et étudiants, acteurs économiques, acteurs culturels, agents des collectivités locales, enseignants, élus...) par l'intermédiaire de nombreuses associations, institutions ou entreprises sur l'ensemble des trois départements.

Plus particulièrement, le partenariat entre la Région du Limousin et la Province de l'Oubritenga est riche de 17 années de relations d'échanges, d'amitié et de coopération. Il a démarré au milieu des années 80, à l'initiative des acteurs de la société civile limousine et a été formalisé le 6 février 1999 par la signature d'un

protocole de jumelage entre le Conseil Régional et le Haut-commissariat de la Province de l'Oubritenga. Le partenariat a permis d'initier de nombreuses actions d'échanges de pratiques (accueil de partenaires burkinabé en Limousin et séjours des limousins en Oubritenga) et de formation (en Limousin et en Oubritenga). Il a engagé plus de 130 réalisations dans des domaines très divers : hydraulique villageoise, agriculture, environnement, artisanat, formation professionnelle, santé...

En 2004, partant de l'expérience de ces années de coopération, le Conseil Régional du Limousin, le Haut Commissariat de la Province de l'Oubritenga et les acteurs de terrain ont décidé de renouveler leur partenariat en répondant aux enjeux suivants :

- promouvoir des initiatives qui accompagnent au mieux le processus de décentralisation burkinabé par une plus grande implication des populations dans les prises de décision et la mise en œuvre des actions ;
- mieux mobiliser et impliquer les acteurs limousins dans ces relations de coopération par une sensibilisation de la population et des démarches d'éducation au développement.

Un premier programme d'actions triennal entre les deux territoires se clôturera à la fin 2008 et a fait l'objet d'un cofinancement du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes pour un montant total global de 1 260 096 € sur 3 ans, temps minimal pour engager et asseoir une véritable coopération entre ces 2 territoires.

Finalité du programme

Il s'agit d'une action de coopération de territoire à territoire inscrivant les échanges Nord/Sud entre la Région Limousin et la Province de l'Oubritenga dans la durée et dans une perspective de développement local durable.

Objectifs

- 1. Favoriser en Limousin une plus grande mobilisation et participation des acteurs locaux par la mise en place d'un programme de sensibilisation et d'éducation au développement sur tout le territoire régional en mettant un accent particulier sur la mobilisation des jeunes.**
- 2. Accompagner le renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des acteurs locaux en Oubritenga, organisations de la société civile et futures collectivités locales, pour l'organisation, le pilotage et la gestion responsable des actions initiées sur le terrain.**
- 3. Renforcer la fourniture en infrastructures et équipements socio-économiques et de services pour améliorer les conditions de vie des populations et accompagner le développement territorial local en Oubritenga.**
- 4. Organiser l'information, la communication, la capitalisation et les échanges d'expériences au Nord, au Sud et entre le Nord et le Sud, ceci pour une bonne appropriation et socialisation des initiatives par les acteurs locaux de part et d'autre.**

Activités

Au niveau de la Région Limousin : *Programme Nord*

- L'organisation d'actions de sensibilisation et d'éducation au développement ;
- Le soutien à des actions d'échanges entre populations du Limousin et de l'Oubritenga ;
- La mobilisation d'expertise et de connaissances pour alimenter la réalisation des différents projets tant au Nord qu'au Sud ;
- L'organisation d'actions de communication et d'information sur le partenariat Limousin / Oubritenga.

Au niveau de la Province de l'Oubritenga : *Programme Sud*

- L'appui à l'identification et au montage de projets d'intérêt local porté par les acteurs de la société civile ou les collectivités locales, grâce à la mise en place d'un Fonds d'Investissement Local (FIL), mobilisable

moyennant une contrepartie financière des porteurs de projets ;

- La mise en place d'actions de formation et de renforcement des capacités des acteurs locaux en matière d'animation, de gestion et de suivi des projets ;
- Dans le cadre du processus de décentralisation, l'accompagnement des futures collectivités locales dans la mise en place de plans de développement communaux concertés et participatifs ;
- L'organisation de rencontres de réflexion autour de problématiques communes aux différents partenaires ;
- Le croisement des expertises et l'organisation de missions d'échanges d'expériences Sud/Sud et Sud/Nord ;
- L'organisation de la capitalisation, de la communication et de la diffusion des expériences.

Le programme a progressé considérablement tout en demandant au nord comme au sud de plus en plus d'investissement pour l'ensemble des acteurs et élus concernés.

Il a constitué une action de coopération décentralisée citée en exemple par les partenaires institutionnels et financiers, a trouvé une véritable reconnaissance par le prix de la coopération internationale des collectivités territoriales du Haut Conseil de la Coopération Internationale remis le mercredi 6 février 2008 au centre de conférences internationales à Paris en présence de Monsieur Charles JOSSELIN, Président par intérim du Haut Conseil de la coopération internationale au nord et au sud par la médaille d'honneur des collectivités remise à la Région Limousin (le 11 décembre 2007) par l'Etat burkinabé à titre exceptionnel.

Enfin, ce programme multi acteur et multi partenariat constitue maintenant un réel effet levier pour d'autres bailleurs de fond en lien avec la coopération décentralisée. Effectivement, en 2007 et 2008, la Région Limousin a développé **un axe fort du volet hydraulique**, pour mieux prendre en compte les besoins prioritaires dans le cadre des Objectifs Millénaires pour le Développement. La Région Limousin a obtenu 2 cofinancements des Agences de bassins pour un montant total de 154 000 euros permettant de réaliser sur deux ans : **10 nouveaux forages, 30 réhabilitations, 12 latrines et d'assurer le suivi technique et la formation de 40 comités de gestion des points d'eau et des élus.**

Il s'appuie sur des pôles d'excellences du Limousin comme l'agriculture, l'eau et environnement et à terme le développement culturel et touristique. Cela a permis de renforcer les axes prioritaires d'un programme riche en termes de dynamiques sur les deux territoires.

2 - L'aide aux actions de solidarité internationale :

La Région apporte un appui organisationnel et méthodologique aux acteurs régionaux par la promotion de l'éducation au développement, la facilitation de l'accès à l'information, l'accompagnement à l'ingénierie de projet, la mise en place de cycle de formations, ainsi que par l'organisation de soutiens financiers en faveur de projets de développement. Les actions de **solidarité internationale** sont généralement portées par des associations, organismes socioprofessionnels divers et institutions locales.

Ces interventions se traduisent soit par des projets de développement durable, soit par des opérations relevant de l'aide humanitaire ou de l'aide d'urgence.

Depuis 2002, les modalités du soutien de la Région ont été redéfinies. Cela a notamment donné lieu à la création d'un Fonds régional d'aide aux micros projets de développement (FRAMP). Pour en bénéficier, les acteurs régionaux sont invités à structurer davantage leurs initiatives en délaissant les actions ponctuelles (envoi de matériel) au profit de projets structurants et plus responsabilisant pour leurs partenaires.

2.1 - Les projets de développement (Fonds régional d'aide aux micros projets de développement) :

Dans le cadre de sa politique d'aide au développement, la Région Limousin a souhaité intervenir en faveur des projets portés par des opérateurs limousins de l'aide au développement, que ceux-ci soient issus du monde associatif ou institutionnel.

Ils doivent viser à l'amélioration durable des conditions de vie et perspectives des populations des pays en voie de développement.

La Région soutient prioritairement les projets contribuant par ailleurs à l'affirmation du respect des droits de l'homme et à l'émergence de la démocratie, et privilégiant l'implication de jeunes dans leur mise en œuvre. La Région favorise les projets recherchant une complémentarité entre les acteurs.

Sont éligibles tous les projets se déroulant dans les pays en développement bénéficiaires de l'Aide Publique au Développement (APD) telle que définie par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), à l'exclusion des régions partenaires du Limousin (Gouvernorat de Nabeul, Province de l'Oubritenga), pour lesquelles les projets présentés devront s'inscrire dans les objectifs de la politique de Coopération Décentralisée conduite par le Conseil Régional du Limousin. La Région peut soutenir aussi des projets portant sur l'information et l'éducation aux problématiques du développement qui ne sont pas soumis à cette contrainte géographique (actions de sensibilisation à la solidarité internationale, tout public et plus particulièrement des jeunes).

Les projets doivent répondre directement aux besoins de développement économique, sanitaire, environnemental, social et culturel des populations et notamment aux besoins fondamentaux des couches les plus défavorisées dans le cadre des objectifs du développement durable. Ils sont mis en œuvre en liaison avec une organisation du pays concerné et/ou les bénéficiaires et en cohérence avec les programmes de développement des territoires concernés.

Ainsi, les projets d'échanges culturels, de jumelages, de stages et de voyages de groupes et ceux dont l'objet exclusif se limite à l'envoi de matériel, ne pourront bénéficier d'aucune subvention au titre de ce fonds.

Le Fonds Régional d'aide aux microprojets de développement fait l'objet d'un appel à projets annuel dont le cahier des charges et les fiches projets sont mis en ligne chaque automne sur le site internet de la Région.

>> Exemples de projets soutenus par le FRAMP :

construction d'une école primaire en Haïti, formations à la pratique des soins au Vietnam, campagne de paix d'Indiens du Brésil en Limousin, aménagements de jardins potagers et amélioration de la distribution d'eau au Sénégal...

En 2008, 25 projets soutenus ont concerné 20 pays répartis sur tous les continents et portent sur les domaines d'intervention suivants : formation de base, formation professionnelle, équipement en outils de production, agriculture, investissement immobilier en milieu scolaire, santé, assainissement, éducation au développement.

2.2 - Les projets d'action humanitaire et d'aide d'urgence :

En matière d'aide humanitaire, l'intervention de la Région se concentre sur des situations de crise ou d'urgence (catastrophes naturelles, conflits,...) en fonction des demandes et de l'enveloppe budgétaire à consacrer.

En 2008, deux aides d'urgence ont été octroyées en vue de répondre à l'ampleur de la crise alimentaire au Burkina Faso et aux conséquences désastreuses causées par les cyclones à Haïti.

>> Pour tout renseignement :

Conseil Régional du Limousin - Délégation à la Coopération

27 boulevard de la Corderie - 87 031 LIMOGES CEDEX

Tel 05 55 45 19 63

cooperation@cr-limousin.fr

www.region-limousin.fr

2 – 2 : Quelle structuration régionale ?

Au cours de ces dernières années on dénombreait principalement deux espaces de concertations entre acteurs de la solidarité internationale et de la coopération décentralisée :

- **Le partenariat entre la Région Limousin et la Province de l'Oubritenga** mobilise un nombre varié d'acteurs en Limousin (collectivités territoriales, établissements publics, associations...) et permet à travers différents groupes de travail de renforcer la concertation entre les différentes organisations concernées.

Réception de la délégation des indiens du Nordeste par Claude Trémouille (Vice-Président du Conseil Régional) lors de leur campagne de Paix en France - septembre 2008.



- **La Maison des Droits de l'Homme** a été constituée en 1998 par un collectif d'associations qui s'étaient données pour objectifs de mutualiser leurs expériences, leurs réflexions et leurs moyens à travers ce lieu interassociatif. Au delà d'être un point d'appui logistique pour les associations membres, la MDH est un espace de facilitation pour des dynamiques interassociatives autour des droits de l'Homme et de la Solidarité Internationale. Régulièrement, la MDH permet d'appuyer des campagnes telles que la Semaine de la Solidarité

Internationale ou Alimentterre qui peuvent impliquer plusieurs différents types d'acteurs en faisant le lien entre le local et le national. La MDH participe aux travaux du CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement) comme « collectif associé » en contribuant au travail de mise en réseau des acteurs associatifs dans la région. Elle a reçu le mandat de Coordination SUD (Solidarité Urgence Développement) pour représenter les associations de solidarité internationale au sein de la Conférence Permanente des Coordinations Associatives du Limousin.

Accueil populaire dans un village



Depuis trois ans, un travail a été amorcé en Limousin pour renforcer les coopérations entre les différents acteurs.

Cela s'est traduit par l'organisation de rencontres départementales et régionales entre acteurs. La réalisation de ce guide est un des moyens de contribuer au rapprochement des différents acteurs du Limousin.

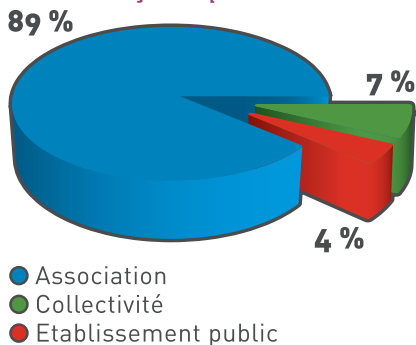
2 – 3 : Quels types d'acteurs en Limousin ?

Avertissement :

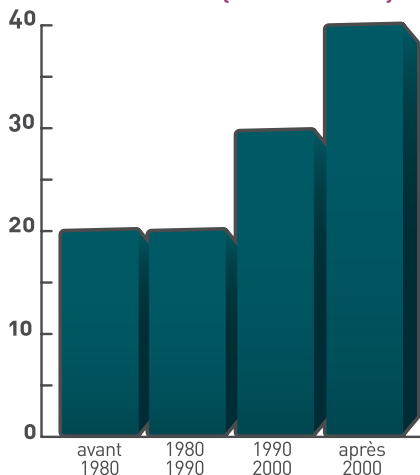
Les informations contenues dans les pages suivantes ont été collectées à partir du questionnaire de RITIMO diffusé par Chlorophylle et la Maison des Droits de l'Homme. Malgré le travail d'inventaire effectué sur le plan régional, des organisations ont pu être oubliées et d'autres ne nous ont pas répondu. Une base de données des acteurs de la solidarité internationale est mise en ligne sur le site du Conseil Régional du Limousin www.cr-limousin.fr et permet une actualisation plus aisée des acteurs.

En Limousin, les structures qui se sont fait connaître comme travaillant en coopération et solidarité internationale sont en grande majorité des associations (près de 90 %). En moyenne ces associations ont une cinquantaine d'adhérents, mais seulement 6 à 7 bénévoles travaillent régulièrement aux activités de la structure.

>> Répartition des acteurs en fonction de leur forme juridique en 2008



>> Evolution historique du nombre de création des acteurs (1946 à 2008)



Près de 9 000 adhésions individuelles sont recensées dans les acteurs de la Si en Limousin, soit 1.2 % de la population du Limousin. Mais à peine 1 000 bénévoles exercent régulièrement au sein de ces structures.

On note également une bonne représentation des établissements d'enseignement supérieur comme les lycées agricoles, mais également les formations universitaires internationales dans les domaines de l'eau et de l'environnement (Crideau, Ensil, OIE).

Enfin les collectivités territoriales sont peu représentées dans la coopération décentralisée, elles restent dans un subventionnement des associations locales ou des comités de jumelage, et n'ont pas encore assimilé la loi de coopération décentralisée de 1996, qui leur permet d'intervenir directement de collectivité à collectivité dans leurs champs de compétences.

L'ensemble des acteurs de la Si en Limousin est relativement jeune. Les 2/3 ont été créés à partir de 1990 et plus d'un tiers est issu du 21ème siècle. Les grandes causes internationales n'y sont pas étrangères, qu'elles soient d'origine naturelle (tsunami, tremblement de terre, etc.) ou anthropique (Darfour, etc.).

ou interviennent-ils ?

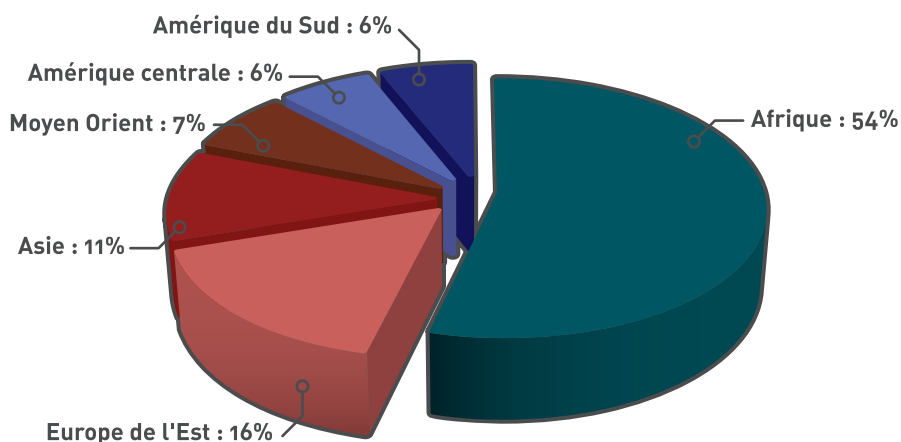
La moitié des acteurs de la solidarité internationale œuvre au sein de l'Afrique, ce qui n'est pas étonnant compte tenu des relations historiques que nous entretenons avec ce continent. Parmi elles, l'Afrique de l'ouest est plus particulièrement présente, et notamment la zone sahélienne, Sénégal, Burkina, Mali et Niger entre autres.

Depuis la parution dans les années 80 de l'IDH (Indice de Développement Humain) qui classa le

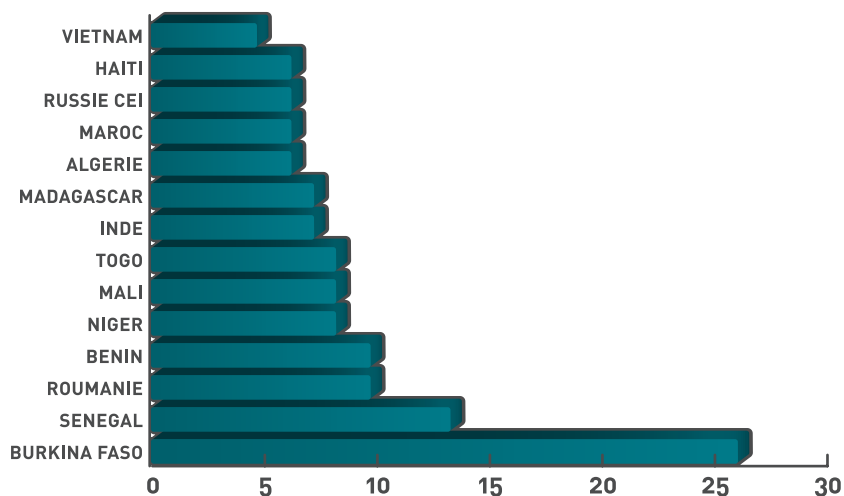
Burkina Faso dernière position, un élan de solidarité national se dirigea vers ce pays, qui reçoit une très grande partie des acteurs Limousins et nationaux. Néanmoins cela masque la disparité des répartitions des soutiens dans le pays, les zones les plus éloignées des capitales ne percevant pas du tout cet état de fait.

Le second sous-continent bénéficiaire de ces interventions des acteurs de la solidarité en Limousin est l'Europe de l'Est (16%). La aussi les anciennes relations de la France sont marquées notamment avec le Roumanie, la Russie, mais l'accroissement de l'Europe des 27 n'y est pas non plus étrangère avec des échanges culturels qui se développent, Hongrie, Ukraine, etc.

>> Répartition des acteurs par zone géographique d'intervention en 2008



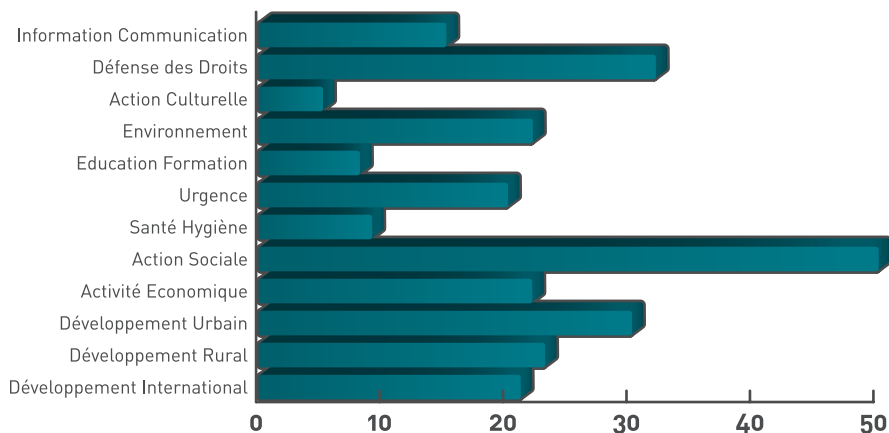
>> Répartition du nombre d'acteurs intervenant par pays en 2008



Quelles thématiques sont abordées ?

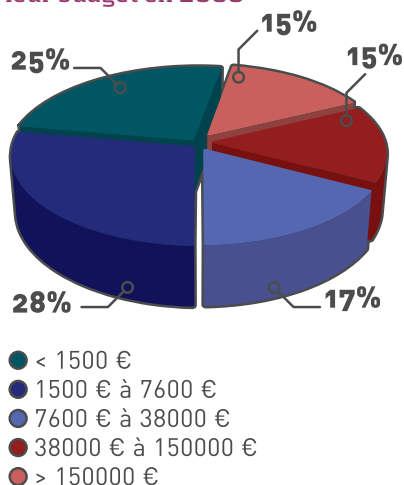
Beaucoup d'acteurs de la Si en Limousin interviennent dans plusieurs champs thématiques. On peut même se demander si la classification actuelle n'a pas un peu vieilli. En effet, certains concepts comme celui du développement durable, obligent les acteurs à intervenir dans plusieurs domaines, car ils sont bien entendu tous interdépendants. De même la connaissance de l'autre permet d'investir d'autres champs de la solidarité internationale. Ainsi si les acteurs des années 80 étaient plus liés à une thématique comme l'éducation, la santé, etc., il semble qu'aujourd'hui la création des associations est plus liée à des rencontres entre personnes et ou entre terroirs.

>> Répartition du nombre d'acteurs par domaine d'intervention en 2008



Dans les grands domaines d'activités, certaines ressortent. L'éducation/Formation est le thème le plus investi, ainsi que le Développement Rural, mais la plupart des thèmes sont bien représentés, à l'exception du développement urbain, de l'urgence et des actions sociales, qui sont des actions très spécifiques et qui requièrent plus de technicité et ou de connaissance des zones où l'on intervient.

>> Répartition des acteurs en fonction de leur budget en 2008



Au niveau du développement international, ce sont les actions en faveur du développement durable qui sont les plus représentées. Au niveau des activités économiques l'artisanat et les petites entreprises bénéficient du plus grand nombre d'actions. En ce qui concerne les actions culturelles, il y a deux types d'actions très représentées : les échanges culturels et la promotion de la culture. Dans le domaine d'activité qui concerne l'état et la défense des droits, ceux sont les droits et la promotion de la femme qui enregistrent le plus d'actions.

Comment les structures se financent-elles ?

Malgré un nombre important d'acteurs, la moitié de ces structures interviennent avec très peu de fonds. Celles qui génèrent le plus de fonds sont aussi les plus anciennes (Emmaus, Secours populaire, etc.).

Beaucoup de structures comptent encore sur les dons et la vente d'artisanat pour développer leurs activités, ainsi que les subventions des collectivités locales.

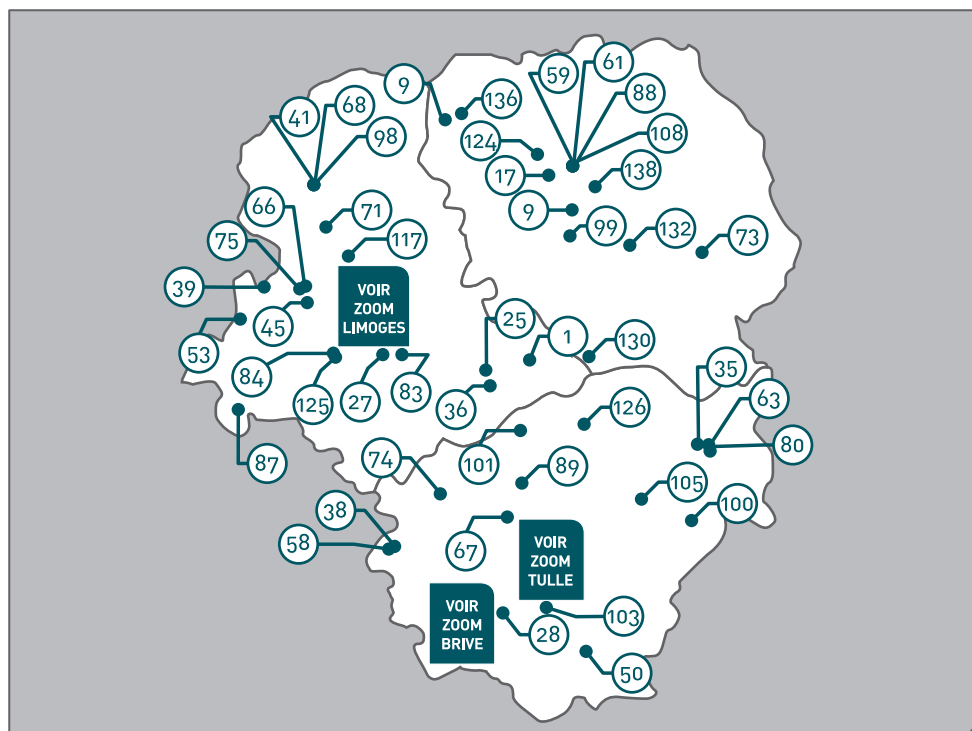
2 – 5 : La situation géographique des acteurs en Limousin

>> Localisation des associations
Limousines de solidarité internationale :

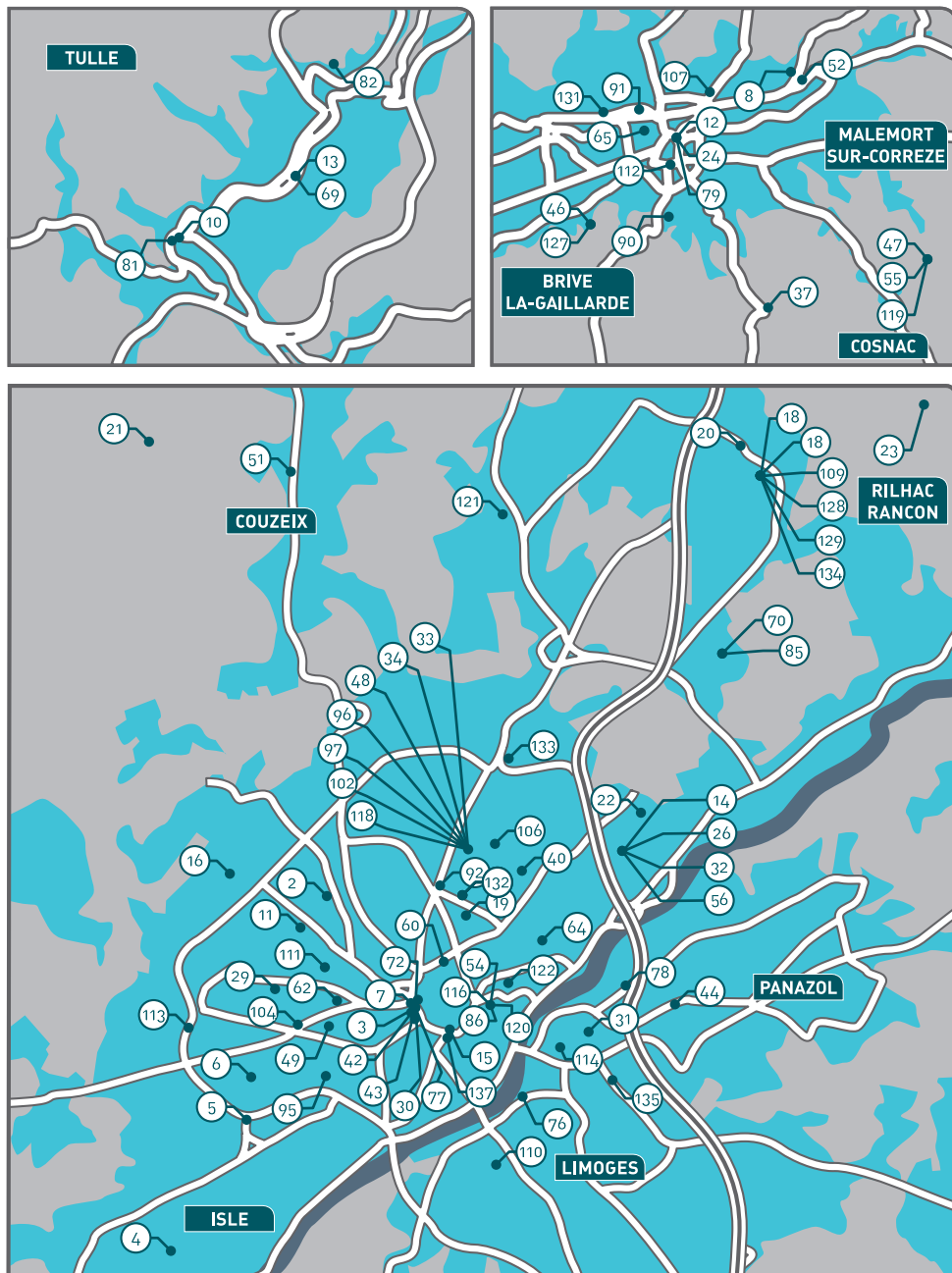
Nombre d'association par commune :



>> Associations Limousines de
solidarité internationale :
localisation territoriale.



>> Localisation des associations Limousines de solidarité internationale :
LIMOGES, BRIVE, TULLE



2 – 6 : Les fiches d'acteurs



Association



Etablissement Public



Collectivité

1 ACCUEIL PAYSAN LIMOUSIN

Adresse : 2, Avenue Foch -
87120 EYMOUTIERS
Tel : 05 55 69 33 21
Fax : 05 55 69 33 21
Courriel : limousin@accueil-paysan.com
Site Web : www.accueil-paysan.com

Date de création : **30/03/2000**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Affiliée à : **FEDERATION NATIONALE ACCUEIL PAYSAN ; RESEAU AGRICULTURE DURABLE ET PAYSAN DU LIMOUSIN**
Responsable(s) : **FRANCOIS Denis (Président)**
Adhérents - personnes physiques : **40**
Bénévoles en région : **30**
Salariés en région : **1**
Budget : **de 38 000 à 150 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Voyage d'études ; Appui au développement économique

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Organisation du milieu (formation agricole, organisation paysanne) ; Tourisme solidaire ; Lutte contre les exclusions ; Aménagement du territoire ; Economie solidaire ; Protection de l'environnement

- **En France** : Organisation du milieu (formation agricole, organisation paysanne) ; Tourisme solidaire ; Lutte contre les exclusions ; Aménagement du territoire ; Economie solidaire ; Protection de l'environnement

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BURKINA FASO ; REUNION

◆ LOCALISATION :

BURKINA FASO : OUBRITENGA

◆ PUBLICATIONS :

«La lettre d'accueil paysan» et «La lettre du Réseau Agriculture Durable» (Trimestriels)

◆ PARTENAIRES :

FEDERATION NATIONALE ACCUEIL PAYSAN (Grenoble); RESEAU AGRICULTURE DURABLE ET PAYSANNE DU LIMOUSIN (Naves - 19)

2 ACTION DES CHRÉTIENS POUR L'ABOLITION DE LA TORTURE - ACAT

Adresse : Chez BOTTON Christiane -
14, rue Beaumarchais -
87100 LIMOGES
Tel : 05 55 79 24 46
Courriel : christianebotton@yahoo.fr

Date de création : **1976**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **ACAT France**
Responsable(s) : **BOTTON Christiane (Responsable pour Limoges)**
Adhérents - personnes physiques : **8**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Aide d'urgence ; Défense des droits ; Information ; Parrainage ; Prévention

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Géopolitique des conflits ; Droits de l'homme

- **En France** : Droits de l'homme

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Sensibiliser les chrétiens au problème de la torture dans le monde, interventions dans les paroisses, écoles. Distribution d'appels urgents concernant des victimes de la torture ou condamnées à mort. Cas provenant du monde entier. Rencontre de prière.

◆ PUBLICATIONS :

«Le courrier de Adhérents» (mensuel)

◆ PARTENAIRES :

AMNESTY INTERNATIONAL



Adresse : Faculté de droit de Turgot
32, rue Turgot
87000 LIMOGES
Courriel : AED_87@hotmail.fr

Date de création : **1994**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Adhérents - personnes physiques : **45**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Réalisation de projets ; Tenue d'un fichier

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **En France** : Environnement ; Information, communication ; Libertés publiques ; Protection de l'environnement ; Développement durable

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

La mission principale est de réaliser des actions diverses dans le domaine du droit de l'environnement comme par exemple organiser des conférences.



Adresse : 1, rue Jean Jaurès -
87170 ISLE
Tel : 05 55 50 64 04
Fax : 08 73 86 80 64
Courriel : afriquechezvous@hotmail.fr

Date de création : **27/07/1995**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Nationale**
Responsable(s) : **DIAGNE Issa (Président)**.
Bénévoles en région : **10**
Budget : **de 38 000 à 150 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Commerce ; Jumelage

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Artisanat, petite entreprise ; Développement durable
- **En France** : Artisanat, petite entreprise

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Faire découvrir l'art et la culture du continent africain par des expositions, animations...

◆ PARTENAIRES :

COLLECTIVITES LOCALES, LIMOGES, TULLE,
MALEMORT, BOURGES

5 AIDE AU DEVELOPPEMENT DE LA CHIRURGIE AU VIETNAM - ADCV

Adresse : Service de Chirurgie Viscérale et Transplantations - 2eme étage
CHU de LIMOGES
2, AV. Martin Luther King -
87042 LIMOGES
Tel : 06 89 71 09 58
Fax : 05 55 05 63 53
Courriel : ghislaine.pautard@wanadoo.fr

Date de création : **20/12/1994**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale, Internationale**
Responsable(s) : **DESCOTTES Bernard (Président); PICAREL Christine (Vice-Présidente); MOHAN Gérard (Trésorier); AÛDOÛRD Daniel (Secrétaire); PAÛTARD Ghislaine (Responsable des projets)**
Adhérents - personnes physiques : **30**
Bénévoles en région : **30**
Budget : **de 38 000 à 150 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action médicale ; Enseignement, formation ; Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **À l'étranger** : Action médicale ; Politique d'aide au développement ; Formation professionnelle ; Echange linguistique ; Promotion de la culture

◆ Zone géographique :
VIETNAM

◆ Localisation :
HANOÏ

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Association constituée de professionnels de santé pluridisciplinaires, qui dispensent leur expertise et leurs compétences dans plusieurs hôpitaux vietnamiens. L'association participe à l'accueil et à l'encadrement de professionnels vietnamiens au CHU de Limoges.

◆ PARTENAIRES :

REGULIERS : HOPITAL VIEL DUC (Hanoï);
HOPITAL ST PAUL (Hanoï);
HOPITAL BAC (Trang Long)

6 AIDE ET ACTION

Adresse :
Chez PAILLIER, Cécile
29, rue Fontaine de Vanteaux -
87000 LIMOGES
Tel : 05 55 01 59 53
Courriel : cecile.paillier@laposte.net
Site Web : www.aide-et-action.org

Date de création : **1981**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Nationale**
Affiliée à : **AIDE ET ACTION PARIS**
Responsable(s) : **PAILLIER Cécile (Co-déléguée); MINH-THAI Eric (co-délégué); PAILLARD Jean-François (co-délégué)**
Bénévoles en région : **12**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Aide d'urgence ; Appui au développement économique ; Collecte de fonds ; Education au développement ; Défense des droits ; Enseignement, formation ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Parrainage ; Prévention ; Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **À l'étranger** : Politique d'aide au développement ; Protection de l'enfance ; Secours aux sinistres ; Alphabétisation ; Education de base ; Formation professionnelle ; Parrainage éducatif
- **En France** : Education au développement ; Parrainage éducatif

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

HAÏTI ; REPUBLIQUE DOMINICAINE ; BENIN ; BURKINA FASO ; GUINEE ; MADAGASCAR ; MALAWI ; MALI ; NIGER ; RWANDA ; SENEGAL ; TANZANIE ; TOGO ; CAMBODGE ; INDE ; LAOS ; SRI LANKA ; VIETNAM ; CHINE ; FRANCE ; MAROC

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Aide et Action agit pour une éducation de qualité pour tous, et intervient dans 21 pays en développement dans le monde.

◆ PUBLICATIONS :

«Aide et action» [trimestriel]

Adresse :
18, place d'Aine
87004 LIMOGES
Tel : 05 55 33 73 12
Fax : 05 55 34 67 90
Courriel : altea-france@wanadoo.fr
Site Web : alteafrance.free.fr

Date de création : **13/06/1995**

Forme juridique : **Association Loi 1901 agréée Jeunesse et d'Education Populaire, organisme de formation pour la Coordination du Service Volontaire Européen.**

Structure : **Nationale**

Affiliée à : **RESEAU ALTEA EUROPEA ; RESEAU EVROMED ALTEA**

Responsable(s) : **THIBAUT Claude (Président) ; BROUILLET Guillaume (Chargé de mission)**

Adhérents - personnes morales : **12**

Adhérents - personnes physiques : **65**

Bénévoles en région : **10**

Salariés en région : **1**

Budget : **de 38 000 à 150 000 euros**

de cadres pour l'animation urbaine au Maghreb, de la réalisation de stages pour animateurs et travailleurs sociaux français au Maroc, en Tunisie et au Sénégal, de mission de consultant dans les champs de l'animation, de l'éducation et de l'insertion sociale, d'organisation d'échanges de jeunes en Europe et avec des pays tiers (bassin Méditerranéen). Réalisation de transfert de technologies et de matériels. Faire avancer le progrès social en veillant à ce que la personne humaine reçoive les moyens de devenir un être libre, responsable de soi, reconnu de sa dignité et sa pleine citoyenneté. Réalisation de divers programmes Action I du programme jeunesse pour l'Europe (Tunis en 2001, Maroc en 2002 et Beyrouth en 2003). Réalisation de diverses actions du programme Européen Jeunesse en Action ; Jeunesse pour l'Europe, Service Volontaire Européen et Jeunesse dans le Monde.

◆ PARTENAIRES :

REGULIERS : PORTUGAL ; ESPAGNE ; ITALIE ; ALLEMAGNE ; MAROC ; TUNISIE ; SENEGAL ; MADAGASCAR

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Appui institutionnel ; Education au développement ; Enseignement, formation ; Envoi de matériels ; Transfert de technologie

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **À l'étranger** : Développement durable ; Formation professionnelle ; Lutte contre les exclusions ; Politique d'aide au développement ; Politique de la ville ; Protection de l'enfance ; Développement des sociétés civiles et de la citoyenneté
- **En France** : Accès à l'eau ; Appui à la démocratisation ; Formation professionnelle ; Organisation des habitants ; Promotion de la culture ; Promotion ou insertion de la jeunesse

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

LIBAN ; TUNISIE ; ALGERIE ; MAROC ; SENEGAL ; BENIN ; MADAGASCAR

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

L'association contribue à l'aide au développement et à l'action humanitaire en direction des populations adhérentes ou suivies par les ONG partenaires ou au travers d'actions de formation

8 AMIS D'ESPERANCE LIBAN - AEL

Adresse : Chez Mme Migot Jacqueline
9, chemin de novert
19360 MALEMORT SUR CORREZE
Tel : 05 55 92 10 28

Date de création : **15/04/1987**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Nationale**
Responsable(s) : **MEYSSIGNAC Marcel (Président) ; MIGOT Jacqueline (Vice-Présidente) ; TURENNE Jacques**
Adhérents - personnes morales : **80**
Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Parrainage ; Aide d'urgence ; Envoi en nature

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Appui à la commercialisation ; Artisanat, petite entreprise ; Parrainage éducatif

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

LIBAN

◆ LOCALISATION :

LIBAN ; ZOUK MIKAEL

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Soutien amical et bénévole de l'ouvroir de Zouk Mikael au Liban en lui fournissant de la matière première, en l'aidant à écouler une partie de ses réalisations dans le cadre autorisé par la loi et en parrainant certains enfants d'ouvrière en difficultés.

◆ PUBLICATIONS :

«Nouvelles des amis d'espérance Liban» (Annuel)

9 AMIS SANS FRONTIÈRE - ASF

Adresse : Chez Mme LEFAURE Isabelle
ASF Creuse
37, rue les gouttes
23300 SAINT AGNANT DE VERSILLAT
Tel : 05 55 63 29 16
Accueil du public : Le 3ème jeudi de chaque mois,
à Guéréty de 14h à 17h.

Date de création : **24/12/1980**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **AMIS SANS FRONTIERE - AMIS SANS FRONTIERE**
Antenne régionale : **1**
Responsable(s) : **LEFAURE Isabelle (Déléguée pour la creuse) ; GUILLLOUT Jeanine (Déléguée pour la Haute-Vienne)**
Adhérents - personnes physiques : **54**
Bénévoles en région : **100**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Aide d'urgence ; Action socioculturelle ; Education au développement ; Enseignement, formation

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

A l'étranger : Action culturelle ; Bibliothèque ; Développement durable ; Enseignement général ; Enseignement supérieur ; Formation linguistique
- **En France** : Assistance aux réfugiés et déplacés ; Economie solidaire ; Lutte contre la pauvreté ; Lutte contre les exclusions ; Protection de l'enfance ; Secours aux sinistres

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BENIN ; BULGARIE ; GRECE ; HONGRIE ; LITUANIE ; MAROC ; MOLDAVIE ; POLOGNE ; ROUMANIE ; RUSSIE

◆ LOCALISATION :

BENIN : COTONOU. BULGARIE : KARKOV.
GRECE : KOSANI ; ALEXANDROPOLIS ; KILKIS. HONGRIE : KESCKEMET ; ESTERGOM ; DEBRECEN. LITUANIE : VILNIUS. MAROC : ER RACHIDIA. MOLDAVIE : CAHUL.
POLOGNE : CZESTOCHOWA ; ZIELONA ; GORA.
ROUMANIE : COUSTAUTZA ; MEDJIDIA ; NAVODARI ; PLOESTI-IASI ; PITESTI. RUSSIE : SAINT PETERSBOURG.

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

- **En France** : aide aux jeunes femmes en difficultés par dons de trousseaux de layette.
- **A l'étranger** : constitution de fonds de bibliothèque de culture Francophone sur demande de professeurs de Français.

◆ PUBLICATIONS :

«La sphère» (mensuel)

◆ PARTENAIRES :

RESTO DU COEUR; CCAS; SECOURS CATHOLIQUE; PMI; MATERNITE; SECOURS POPULAIRE; ASSISTANTE SOCIALE; ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROFESSEURS DE FRANCAIS

Adresse :

Centre culturel et sportif
36, avenue Alsace-Lorraine
19000 TULLE
Tel : 05 55 21 35 55

Date de création : **15/11/1995**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Affiliée à : **UNION NATIONALE FRANCE-
RUSSIE-CEI**

Responsable(s) : **SAGE-PRANCHERE Marcelle
(Président) ; COMBE Jean-pierre (Président)**

Adhérents - personnes physiques : **35**

Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

L'association agit pour le renforcement d'une amitié traditionnelle, d'une connaissance mutuelle et d'une coopération multiforme dans le respect de l'intérêt réciproque et de la paix entre les peuples et les pays concernés : la France, les pays de la CEI et d'ex URSS. L'association réalise des initiatives culturelles, des conférences...

11

AMITIES LIMOUSIN CAMBODGE ALICA

Adresse :
Chez Mme FROISSARD-RAMBAUT
11, rue Duchaigne
87100 LIMOGES
Tel : 06 60 07 35 65
Accueil du public : tous les jours

Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Internationale**
Responsable(s) : **Mme FROISSARD-RAMBAUT
Guytaine (Chargée des relations
internationales et de la culture)**
Adhérents - personnes morales : **6**
Adhérents - personnes physiques : **60**
Bénévoles en région : **12**
Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action médicale ; Assistance technique ;
Enseignement, formation ; Prévention ;
Réalisation de projets ; Transfert de technologie

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Développement durable ;
Développement international ; Action médicale ;
Infrastructure sanitaire ; Politique de santé ;
Prévention, soins de santé primaires, Pmi ;
Protection de l'environnement ; Echange culturel

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE : CAMBODGE

◆ LOCALISATION : PNOMH PENH et PROVINCE DE PREY VENG

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Mission essentiellement médicale :
Réhabilitation d'un hôpital, équipement,
formation, vaccination, etc.

◆ PARTENAIRES :

AMBASSADE DE FRANCE A PNOMH PENH ;
MINISTRE DE LA SANTE CAMBODGIEN ;
LIONS CLUB ; MEDICO LIONS

12

AMNESTY INTERNATIONAL - BRIVE GROUPE 37

Adresse : Maison des associations
Place J-M Dauzier
19100 BRIVE
Tel : 05 55 17 16 27
Site Web : www.amnestybrive.org

Date de création : **1961**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale, régionale**

Affiliée à : **AMNESTY INTERNATIONAL
FRANCE**

Antenne(s) régionale(s) : **7 groupes : Tulle, Brive,
Sarlat, Limoges, Périgueux, Saint Junien,
Saint Yrieix, Groupe Creuse.**

Responsable(s) : **TIMBAULT Bernard
(Conseiller National) ; WARIN Serge
(Conseiller National)**

Adhérents - personnes morales : **350**

Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Défense des droits

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Droits de l'homme ; Droits de la
femme ; Droits de l'enfant ; Droits économiques
et sociaux ; Libertés d'expression ; Campagne
d'opinion ; Medias

- **En France** : Droits de la femme ; Droits de
l'enfant ; Droits de l'homme ; Droits économiques
et sociaux ; Libertés d'expression ; Campagne
d'opinion ; Medias

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE : Défense des droits humains

◆ PUBLICATIONS :

«Chronique» (mensuelle)

◆ PARTENAIRES :

REGULIERS : SECTION INTERNATIONALE
D'AI ; ONG ; OIG



Association 11
Amitié Limousin Cambodge -
Alica

Association 12
Amnesty International - Brive
Groupe 37



13 AMNESTY INTERNATIONAL GROUPE TULLE

Adresse :

1, rue de la Bride

19000 TULLE

Tel : 05 55 29 07 45

Courriel : amnesty.tulle@laposte.net

Accueil du public : Réunion mensuelle le dernier lundi du mois.

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Affiliée à : **SECTION FRANCAISE
D'AMNESTY INTERNATIONAL**

Responsable(s) : **BORDAS Gérard**

Bénévoles en région : **8**

Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Défense des droits ; Etudes, enquêtes, recherche

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Droit d'asile ; Campagne d'opinion

- **En France** : Appui à la démocratisation ;

Droits de l'homme ; Droits de la femme ; Droits

de l'enfant ; Droits économiques et sociaux ;

Libertés d'expression ; Libertés publiques ; Lutte

contre le racisme

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Défense des droits de l'Homme et liberté d'opinion.

◆ PUBLICATIONS :

«La Chronique» (mensuelle)



Association 13
Amnesty International
Groupe Tulle

14 AMNESTY INTERNATIONAL GROUPE 35 DE LIMOGES

Adresse :

40, rue Charles Sylvestre

87100 LIMOGES

Tel : 05 55 38 46 84

Courriel : amnesty.limoges@voila.fr

Site Web : www.amnesty.fr/limousin-perigord

Accueil du public : Tous les mercredis de 17h00 à 19h00.

Date de création : **1974**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Affiliée à : **AMNESTY INTERNATIONAL
SECTION FRANCAISE**

Antenne(s) régionale(s) : **3 (dans le département)**

Responsable(s) : **MAZALEIGUE Geneviève**

Adhérents - personnes physiques : **15**

Bénévoles en région : **25 (dans le département)**

Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Défense des droits ; Information ; Plaidoyer

(Groupe de pression) ; Collecte de fonds ;

Enseignement, formation

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Droits de l'homme ; Droits de la femme ; Droits économiques et sociaux ; Libertés d'expression ; Droits de l'enfant ; Lutte contre le racisme

- **En France** : Droits de l'homme ; Droits de la femme ; Droits économiques et sociaux ; Libertés d'expression ; Droits de l'enfant ; Lutte contre le racisme

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Faire connaître l'action d'Amnesty International : lutte contre la torture, la peine de mort, pour la libération des prisonniers de conscience. Relayer les campagnes internationales organisées par le mouvement (ex : campagne violences faites aux femmes). Faire signer des pétitions. Défendre les Droits de l'Homme, au sens de la DUDH du 10/ décembre 1948.

Association 14
Amnesty International
Groupe 35 de Limoges



15

ARTISANS DU MONDE - ADM

Adresse : 18, rue Haute Vienne
87000 LIMOGES
Tel : 05 55 33 68 05
Courriel : adm1im@wanadoo.fr
Site Web : artisansdumonde87.free.fr
Accueil du public : Les mardis, mercredis,
jeudis et samedis de 9h30 à 12h et de 15h à
18h. Les vendredis de 9h30 à 18h30

Date de création : **1988**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Régionale**

Affilié à : **FEDERATION ARTISANS DU MONDE.**

Responsable(s) : **LARRART Céline (Présidente); CONCHON Germaine (Vice-présidente).**

Adhérents - personnes physiques : **35**

Bénévoles en France : **30**

Salariés en région : **1**

Budget : **de 38 000 à 150 000 euros**

● TYPES D'ACTIVITÉS :

Appui au développement économique ;
Commerce ; Défense des droits ; Education au développement ; Enseignement, formation ; Plaidoyer (Groupe de pression) ; Information ; Réalisation de projets

● DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Activités économiques ; Commerce équitable ; Economie solidaire ; Développement international ; Politique d'aide au développement ; Relations économiques internationales ; Développement durable ; Développement durable ; Etat et défense des droits ; Droits de l'homme ; Droits économiques et sociaux ; Action culturelle ; Echange culturel ; Production culturelle ; Promotion de la culture ; Environnement ; Protection de l'environnement ; Action sociale ; Lutte contre la pauvreté ; Promotion des femmes ; Protection de l'enfance ; Développement rural ; Organisation du milieu (formation agricole, organisation paysanne)
- **En France** : Activités économiques ; Commerce équitable ; Economie solidaire ; Développement international ; Politique d'aide au développement ; Relations économiques internationales ; Développement durable ; Développement durable ; Information, communication ; Campagne

d'opinion ; Education au développement ; Production et diffusion de documents ; Etat et défense des droits ; Droits de l'homme ; Droits économiques et sociaux ; Action culturelle ; Echange culturel ; Production culturelle ; Promotion de la culture ; Environnement ; Protection de l'environnement

● ZONE GÉOGRAPHIQUE :

AFRIQUE ; AMERIQUE CENTRALE ; AMERIQUE DU SUD ; ASIE

● OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Artisans du Monde appartient au premier réseau associatif et militant français de distribution de produits issus du commerce équitable. Depuis plus de 30 ans, celui-ci défend l'idée d'un commerce à 3 dimensions : économique, éducative et politique. Tout en vendant des produits issus du commerce équitable, l'association entend contribuer à l'éducation des consommateurs, mais aussi des jeunes par des interventions de sensibilisation dans les établissements scolaires. Des campagnes d'opinion publique initiées au niveau national sont également relayées localement pour plus de justice dans les relations Nord - Sud.

● PUBLICATIONS :

«Bulletin équitable», national, trimestriel



16

ASSOCIATION AFRICAINE DES FILLES DE LA RUE

Adresse :
3, rue du Maréchal Juin
87100 LIMOGES

Date de création : **19/02/2008**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Nationale**
Responsable(s) : **TABA Godlove (Président); ILUPEJU Daniel (Secrétaire général); MONYEI Stella (Trésorière)**
Adhérents - personnes physiques : **15**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Aide d'urgence ; Collecte de fonds ; Enseignement, formation ; Information ; Prévention

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **En France** : Accueil des étrangers ; Lutte contre la pauvreté ; Lutte contre les exclusions ; Promotion des femmes ; Promotion ou insertion de la jeunesse ; Assistance aux réfugiés et déplacés ; Alphabétisation ; Enseignement général ; Droit d'asile ; Droits de la femme ; Droits de l'homme ; Droits économiques et sociaux

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE : FRANCE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Aider au reclassement des filles africaines prostituées dans la société ; les aider à avoir accès aux droits sociaux les plus fondamentaux ; les protéger de leurs tenanciers, et ainsi réduire la prostitution touchant les filles africaines en Europe.

17

ASSOCIATION CREUSE CORREZE POUR LES ENFANTS D'UKRAINE - ACEV

Adresse : 17, la Bouderie
23000 SAINT LEGER LE GUERETOIS
Tel : 05 55 80 21 09
Fax : 05 55 80 21 09
Courriel : jacques.forgeron@wanadoo.fr

Date de création : **24/03/1993**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Affiliée à : **FEDERATION ECHANGES FRANCE UKRAINE**
Antenne(s) régionale(s) : **2 : 1 en Creuse, 1 en Corrèze.**
Responsable(s) : **FORGERON Jacques (Président)**
Adhérents - personnes physiques : **74**
Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Parrainage ; Réalisation de projets ; Tenue d'un fichier

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **À l'étranger** : Echange culturel ; Echange scolaire ; Mobilisation des médias ; Parrainage éducatif ; Production culturelle ; Promotion de la culture
- **En France** : Développement durable ; Enseignement général ; Logistique ; Politique d'aide au développement ; Prévention des risques ; Parrainage éducatif

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE : UKRAINE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Accueil d'enfants ukrainiens en difficulté (orphelins, familles défavorisées) lors d'un séjour en Creuse et Corrèze. Parrainage de structures en UKRAINE (orphelinat d'AUCHONIN, Maison des enfants de la rue à KOROSTEN). Echanges culturels.

◆ PUBLICATIONS :

Journal ACEU, semestriel.

◆ PARTENAIRES :

FEDERATION ECHANGES FRANCE UKRAINE (France et Ukraine); ORPHELINAT D'OUCHOUN (Ukraine).



18

ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO AFRIQUE BETU - ACFA - BETU

Adresse :

34, allée Fabre d'Eglantine -
BP 82074 - 87280 LIMOGES CEDEX 9
Tel : 05 55 42 40 01
Fax : 05 55 42 40 02
Courriel : acfa-betu@hotmail.fr

Accueil du public : Bureau ouvert au public du
lundi au samedi.

Date de création : **22/09/2007**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Responsable(s) : **GOMES Alphonse (Président)**

Adhérents - personnes morales : **30**

Adhérents - personnes physiques : **11**

Bénévoles en région : **3**

Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

● TYPES D'ACTIVITÉS :

Action médicale ; Action socioculturelle ; Aide d'urgence ; Appui au développement économique ; Education au développement ; Enseignement, formation ; Envoi de volontaires ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Parrainage ; Réalisation de projets ; Tenue d'un fichier ; Voyage d'études

● DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Relations économiques internationales ; Développement rural ; Accès à l'eau ; Aménagement de l'espace rural ; Irrigation ; Politique agricole ; Equipement collectif ; Organisation des habitants ; Politique de la ville ; Activités économiques ; Crédit-épargne ; Tourisme solidaire ; Lutte contre la pauvreté ; Promotion des femmes ; Alphabétisation ; Education de base ; Formation linguistique ; Parrainage éducatif ; Energie ; Gestion des ressources naturelles ; Protection de l'environnement ; Création artistique ; Echange scolaire ; Promotion de la culture ; Assistance juridique ; Droits de la femme ; Droits de l'homme ; Bibliothèque ; Production et diffusion de documents

- **En France** : Développement international ; Géopolitique des conflits ; Politique d'aide au développement ; Relations économiques internationales ; Organisation du milieu (formation agricole, organisation paysanne) ; Développement

urbain ; Politique de la ville ; Activités économiques ; Commerce équitable ; Accueil des étrangers ; Appui aux médiateurs sociaux ; Education de base ; Enseignement général ; Formation linguistique ; Environnement ; Aménagement du territoire ; Protection de l'environnement ; Création artistique ; Echange culturel ; Echange linguistique ; Production culturelle ; Appui à la décentralisation ; Appui à la démocratisation ; Assistance juridique ; Lutte contre le racisme ; Campagne d'opinion

● ZONE GÉOGRAPHIQUE :

ANGOLA ; CONGO ; REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO

● LOCALISATION :

ANGOLA : LUANDA NORD ; KUANZA SUD
- CONGO BRAZAVILLE : KINKAL ; MINDOLI ;
OUESSO ; ONNDO - RDC : REGION DE KALENI ;
KONGOLO ; KAHINA ; LIKASI ; GOMA

● OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Organisation d'activités culturelles et humanitaires en Afrique.

● PUBLICATIONS :

«L'Afrique, mon Pays», 1er numéro prévu en 2009

● PARTENAIRES :

MAGISTRA - TUMUNA - TUSHINI - RDC ;
MONSIEUR VINCENT - KUCHI - ANGOLA ;
MONSIEUR BIENVENU - MUBILANZILA -
CANADA



Association 18

Association Culturelle Franco Afrique BETU - ACFA - BETU

19

ASSOCIATION D'AIDE AUX PAYS FRANCOPHONES - AAPF

Adresse :
chez Marie Paule CHUPIN
38, rue Armand Barbès
87000 LIMOGES
Tel : 05 55 79 33 43 ; 01 34 76 22 54
Courriel : syleb@orange.fr
Site Web : www.aapf.fr taper «Association d'Aide aux Pays Francophones»
Accueil du public : contact téléphonique et Internet

Date de création : **13/09/1995**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Internationale**
Responsable(s) : **CHUPIN Marie-Paule (Présidente)** ; **LEBOUTEILLER Jean-Pierre (Vice-Président)** ; **POINSEL Jean-Louis (Trésorier)** ; **PARTHONNAUD Raymond (Secrétaire)**
Adhérents - personnes physiques : **15**
Bénévoles en région : **5**
Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Réalisation de projets ; Appui au développement économique ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Education au développement ; Enseignement, formation ; Etudes, enquêtes, recherche

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Développement rural ; Développement durable ; Lutte contre la pauvreté ; Gestion des ressources naturelles ; Protection de l'environnement ; Promotion des femmes ; Protection de l'enfance

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

GUINEE

◆ LOCALISATION :

région de FOUTA DJALON

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

L'ONG AAPF oeuvre dans les 3 domaines du Développement Durable :
- Le développement de l'agriculture familiale pour une plus grande autonomie alimentaire (création de plus de 550 000 m² de jardins et

maraîchages, mise en valeur de plus de 1000 hectares de terres agricoles)
- La protection de l'environnement (sauvegarde de la forêt par la promotion des technologies solaires et l'utilisation rationnelle du bois)
- Le mieux être social (valorisation du rôle des femmes par le biais des groupements féminins et centres communautaires). L'AAPF appuie son action sur un partenariat renforcé avec les populations locales (voir description sur le site www.aapf.fr)

◆ PUBLICATIONS :
«AAPF info», semestriel

◆ PARTENAIRES :
CONSEIL REGIONAL DU LIMOUSIN VIA LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA HAUTE VIENNE ; FONDATION DE FRANCE ; UNICEF



20

ASSOCIATION DE LA CULTURE AFGHANE

Adresse :

chez M. AZIZ Affiliée
18, Rue Rhin et Danube
87280 LIMOGES
Tel : 05 55 35 96 01
Courriel : cultureafghane@free.fr
Site Web : cultureafghane.free.fr

Date de création : **1993**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Nationale**

Responsable(s) : **AREF Aziz (Président)**

Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Envoi en nature ; Réalisation de projets ; Education au développement

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Echange culturel ; Production culturelle ; Production et diffusion de documents
- **En France** : Echange culturel ; Production culturelle ; Production et diffusion de documents

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

AFGHANISTAN

◆ LOCALISATION :

AFGHANISTAN : KABOUL

21

ASSOCIATION DE REINSERTION SOCIALE DU LIMOUSIN FOYER PAUL NICOLAS - ARSL

Adresse :

Foyer Paul Nicolas
Coyul -
87270 COUZEIX
Tel : 05 55 39 22 60
Fax : 05 55 39 65 56

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Départementale**

Affilié à : **ARSL**

Responsable(s) : **CASIMIR Catherine (Directrice) ; NADAUD Patrick (Chef de service)**

Salariés en région : **15**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Appui au développement économique ; Chantiers ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Réalisation de projets ; Soutien logistique

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **En France** : Accueil des étrangers ; Appui aux médiateurs sociaux ; Droits de l'enfant ; Promotion ou insertion de la jeunesse ; Protection de l'enfance

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BURKINA FASO

◆ LOCALISATION :

BURKINA FASO : OUBRITENGA

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Accueil de jeunes (14-18ans) en difficultés, ruptures scolaires, familiales, prédélinquance et délinquance.

◆ PARTENAIRES :

REGION LIMOUSIN; PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE; DEPARTEMENT DE LA HAUTE VIENNE



Association 20
Association de la culture
Afghane

Association 21
Association de Réinsertion
Sociale du Limousin
Foyer Paul Nicolas - ARSL



Adresse :

Faculté de Pharmacie
2, rue du Docteur Marcland
87000 LIMOGES
Tel : 06 27 92 80 16
Courriel : ademsil@hotmail.fr

Date de création : **1991**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Affiliée à : **MEDSI (Association Nationale des étudiants en Médecine pour la Solidarité Internationale)**; **START IN BLOK (Association Nationale d'Education au Développement)**; **ETUDIANTS ET DEVELOPPEMENT (Association Nationale pour la Solidarité Internationale)**

Responsable(s) : **COISSAC Loïc (Président)** ; **DEBORDE Etienne (Vice-Président)**

Adhérents - personnes morales : **40**

Adhérents - personnes physiques : **40**

Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Réalisation de projets ; Education au développement ; Enseignement, formation ; Prévention ; Collecte de fonds

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Politique d'aide au développement ; Développement durable En France : Infrastructure sanitaire ; Prévention, soins de santé primaires, Pmi

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

MAURITANIE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Projet de solidarité internationale eu Mauritanie concernant principalement le secteur de la santé : rénovation et équipement de dispensaire, formation de personnel de santé, éducation des populations aux maladies endémiques.

- **Projet local** : la journée mondiale contre le paludisme.

- **Objectif** : la réflexion éthique de la solidarité internationale et le montage d'un projet local et international.

Adresse :

35, rue Jean Moulin
7570 RILHAC RANCON
Tel : 05 55 36 74 90
Courriel : marcel.bourgerie@wanadoo.fr
Accueil du public : Siège social chez le Président.

Date de création : **12/12/1998**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Régionale**

Affiliée à : **FEDERATION ECHANGES FRANCE UKRAINE**

Responsable(s) : **BOURGERIE Marcel (Président)** ; **MOUGEAD (Secrétaire)**

Adhérents - personnes physiques : **82**

Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Envoi en nature ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **En France** : Développement durable ; Echange culturel ; Echange scolaire ; Infrastructure sanitaire

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

UKRAINE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Accueil et parrainage d'enfants ukrainiens défavorisés. Projet de développement durable et intégré dans le village de DOROGINKA (Ukraine). Promouvoir la langue française en Ukraine. Faire connaître l'Ukraine en limousin.

◆ PUBLICATIONS :

Lettre Fédérale

◆ PARTENAIRES :

REGULIER : VILLE DE LIMOGES



Association 22

Association des Etudiants en
Medecine pour la Solidarité
Internationale Limoges - ADEMSIL

Association 23

Association Echanges Limousin
Ukraine - AELU



24

ASSOCIATION FAMILIALE DE BRIVE - AFB

Adresse :

Maison des associations
11, Place Jean-Marie Dauzier
19100 BRIVE LA GAILLARDE
Tel : 05 55 24 33 94
Fax : 05 55 24 33 94
Courriel : afbrive@tiscali.fr

Accueil du public : Tous les jours sur rendez-vous avec des permanences - le mardi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30 - mercredi de 13h30 à 17h30 - jeudi de 9h à 12h

Date de création : 1919

Forme juridique : Association Loi 1901

Structure : Locale

Affiliée à : UNAF ; UDAF

Responsable(s) : BARRIERE Josiane (Présidente)

Adhérents - personnes physiques : 300

Bénévoles en région : 120

Salariés en région : 1

Budget : de 38 000 à 150 000 euros

● TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Enseignement, formation ; Réalisation de projets

● DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Echange culturel ; Promotion de la culture

- **En France** : Alphabétisation ; Développement durable ; Echange culturel ; Promotion de la culture ; Promotion ou insertion de la jeunesse ; Secours aux sinistres

● ZONE GÉOGRAPHIQUE :

ROUMANIE

● OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Défendre les droits des familles et créer des services adaptés à leurs besoins.

● PARTENAIRES :

CAF ; DDASS ; FASJLD ; DDJS ; MAIRIE DE BRIVE ; CENTRES SOCIO-CULTURELS ; UDAF ; UNAF ; CRF ; CAB ; UFOLIM ; CONSEIL GENERAL

25

ASSOCIATION FRANCE TCHAD PENDE AGRICULTURE - AFTPA

Adresse :

3, rue Firmin Tarrade
87130 CHATEAUNEUF LA FORET
Tel : 05 55 69 36 95

Date de création : 09/11/2005

Forme juridique : Association Loi 1901 (reconnue d'intérêt général)

Structure : Nationale

Responsable(s) : MATHIEU Clément (Président) ; COUTRE-PICARD Leslie (Trésorière) ; PIONT-MATHIEU Arlette (Secrétaire)

Adhérents - personnes morales : 3

Adhérents - personnes physiques : 70

Budget : de 1 500 à 7 600 euros

● TYPES D'ACTIVITÉS :

Assistance technique ; Enseignement, formation ; Transfert de technologie ; Etudes, enquêtes, recherche

● DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Organisation du milieu (formation agricole, organisation paysanne) ; Agriculture et agroforesterie ; Élevage

● ZONE GÉOGRAPHIQUE :

TCHAD

● LOCALISATION :

TCHAD REGION : PENDE ; VILLE : DOBA

● OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Ouvrir au développement agricole et social, dans la région de la Pendé, dans le sud de la République du Tchad

● PARTENAIRES :

REGULIERS : ONG ATADER (Doba, Tchad) ; ONG AFDI (Charente)



Association 24
Association Familiale de
Brive - AFB

Association 25
Association France Tchad Pendé
Agriculture - AFTPA



26

ASSOCIATION GENERALE D'INTERVENANTS RETRAITES ACTION DE BENEVOLES POUR LA COOPERATION ET LE DEVELOPPEMENT - AGIR ABCD

Adresse :

Délégation Limousin AGIR ABCD
40, rue Charles Silvestre
87100 LIMOGES
Tel : 05 55 38 24 62
Courriel : pierre.richard.4@cegetel.net
Accueil du public : RDV avec Pierre Richard - Tél.
05 55 77 43 98

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Affiliée à : **AGIR abcd national**

Antenne(s) régionale(s) : **1**

Responsable(s) : **RICHARD Pierre (Délégué
Territorial Limousin)**

Adhérents - personnes physiques : **28**

Bénévoles en région : **28**

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Organisation du milieu (formation agricole, organisation paysanne); Prévention, soins de santé primaires, Pmi ; Organisation des systèmes éducatifs ; Enseignement général ; Appui à la décentralisation ; Développement durable

- **En France** : Promotion ou insertion de la jeunesse ; Appui aux médiateurs sociaux ; Lutte contre les exclusions ; Parrainage éducatif ; Artisanat, petite entreprise ; Alphabétisation

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BURKINA FASO ; FRANCE

◆ LOCALISATION :

BURKINA FASO : OUBRITENGA. FRANCE :
LIMOUSIN

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Retraités bénévoles qui proposent tant en France qu'à l'étranger des actions de solidarité mettant à profit leurs expériences professionnelles et humaines.

◆ PUBLICATIONS :

«Lettre d'AGIR» (mensuelle)

◆ PARTENAIRES :

MISSIONS LOCALES; ECF; PJJ; ADIE; HVI

27

ASSOCIATION GRANDIR ENSEMBLE BURKINA - AGE BURKINA

Adresse :

Chez M. MARTIN
2, impasse de l'Abbaye
87110 SOLIGNAC
Tel : 05 55 00 59 79

Date de création : **28/09/2005**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Nationale**

Responsable(s) : **OUEDRAGO Adolphe (Président) ; DELBOS Stéphane (Vice Président) ; DE LA MALENE François (Trésorier) ; MARTIN Noëlle (Secrétaire)**

Adhérents - personnes physiques : **29**

Bénévoles en région : **5**

Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Education au développement ; Enseignement, formation ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Parrainage

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Prévention, soins de santé primaires, Pmi ; Secours alimentaire ; Education de base ; Parrainage éducatif ; Education au développement

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BURKINA FASO

◆ LOCALISATION :

VILLE DE GOURY

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Soutien de projets de développement centrés sur l'éducation, la santé, la nutrition, l'alphabétisation au Burkina, par le biais principalement de parrainage scolaire d'orphelins.

◆ PUBLICATIONS :

«lettre de l'association» (2 par an)

◆ PARTENAIRES :

REGULIER : ASSOCIATION ASOPO - GOURY - BURKINA



Association 26
AGIR ABCD

Association 27
Association Grandir Ensemble
Burkina - AGE Burkina



28

ASSOCIATION LANGUEDOCIENNE ET LIMOUSINE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT - ALAD

Adresse :

Chez BARADEL Yvan

Le bourg - sur le porche

19190 AUBAZINE

Tel : 05 55 84 66 16

Courriel : baraudely@yahoo.fr

Accueil du public : Toute la semaine au MALI

Bibliothèque ; Campagne d'opinion ; Education au développement

● ZONE GÉOGRAPHIQUE :

MALI : Cercle des Kayes.

● OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Scolarisation, alphabétisation. Santé, soins et prévention. Commerce équitable.

● PUBLICATIONS :

2 lettres annuelles

Date de création : **07/07/1986**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Nationale**

Responsable(s) : **BARADEL Yvan (Président) ;**

BORDAS Gérard (Comptabilité et

informatique) ; BARADEL Caudine

(Commerce équitable)

Adhérents - personnes physiques : **700**

Bénévoles en région : **12**

Salariés à étranger : **4 : MALI**

Budget : **de 38 000 à 150 000 euros**

● TYPES D'ACTIVITÉS :

Action médicale ; Action socioculturelle ; Enseignement, formation ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Envoi en nature ; Parrainage ; Collecte de fonds ; Appui au développement économique ; Commerce ; Prévention

● DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Aménagement de l'espace rural ; Organisation du milieu (formation agricole, organisation paysanne) ; Pêche ; Développement social urbain ; Eau et assainissement ; Habitat ; Artisanat, petite entreprise ; Commerce équitable ; Crédit-épargne ; Tourisme solidaire ; Lutte contre la pauvreté ; Lutte contre les exclusions ; Promotion des femmes ; Promotion ou insertion de la jeunesse ; Action médicale ; Malnutrition ; Médicament ; Planning familial ; Politique de santé ; Prévention, soins de santé primaires, Pmi ; Alphabétisation ; Education de base ; Enseignement technique ; Formation permanente ; Parrainage éducatif ; Biodiversité ; Energie ; Ressource en eau ; Création artistique ; Promotion de la culture ; Appui à la décentralisation ; Droits de l'enfant ; Droits de l'homme ;



Association 28

Association Languedocienne et Limousine d'Aide au Développement
- ALAD

29

ASSOCIATION LIMOUSIN CHINE - ALC

Adresse :
26, impasse du Portefaix
87000 LIMOGES
Tel : 06 79 06 23 37
Courriel : assoc.limousin-chine@wanadoo.fr
Site Web : www.limousin-chine.org

Date de création : **1988**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **ATCRL**
Responsable(s) : **DURAND Gilles (Président)**
Adhérents - personnes physiques : **85**
Bénévoles en région : **16**
Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Enseignement, formation ;
Études, enquêtes, recherche ; Réalisation de projets ;
Voyage d'études

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **En France** : Production culturelle ; Promotion de la culture

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

CHINE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Association culturelle : enseignement de la langue chinoise, formations, information, voyages études.

◆ PUBLICATIONS :

«Bulletin associatif» (annuel)

◆ PARTENAIRES :

UNIVERSITE DE XI AN (ECHANGES)

30

ASSOCIATION LIMOUSINE D'INTERET CULTUREL ET D'ENTRAIDE - ALICE

Adresse :
Chez M. Jean SERIEYS
20, place d'Aine
87000 LIMOGES

Date de création : **18/12/1995**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Responsable(s) : **SERIEYS Jean (Président)**
Adhérents - personnes physiques : **10**
Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Enseignement, formation ; Action socioculturelle ; Envoi en nature

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **À l'étranger** : Education de base ; Enseignement général ; Production culturelle ; Commerce équitable ; Appui à la commercialisation

- **En France** : Appui à la commercialisation ; Commerce équitable

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BURKINA FASO ; MALI ; PALESTINE ; RUSSIE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Aide aux personnes en difficulté. Aide et soutien à des associations (projet). Envoi en nature de livres et documents scolaires et universitaires...



Association 29
Association Limousin Chine - ALC

Association 30
Association Limousine d'Intérêt Culturel et d'Entraide - ALICE



31

ASSOCIATION MIEUX ETRE POUR TOUS - AMEPT LIMOUSIN

Adresse :

Chez Anne-marie ESTRADE
55, rue du Puy Lannaud
87000 LIMOGES
Tel : 05 55 31 21 88
Courriel : amept.limousin@wanadoo.fr
Site Web : (en cours de création)
Accueil du public : Tel ou mail.

Date de création : **15/06/2007**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Responsable(s) : **PHILIPPI Daniel (Président);
LABARDE Laure (Vice-Présidente);
DUCHOSE Patricia (Secrétaire); ESTRADE
Anne-Marie (Trésorière)**

Adhérents - personnes physiques : **22**

Bénévoles en région : **10**

Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Accès à l'eau ; Energie ; Ressource en eau
- **En France** : Développement rural ; Environnement

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

TOGO

◆ LOCALISATION :

REGION MARITIME, VILLE DE BADJA AVEDJI

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Promotion en Limousin et en France de l'ONG AMEPT, mise à disposition de moyens humains, techniques et financiers susceptibles de participer à la réalisation de ses projets.
Actuellement : Forage d'un puits pour trouver et amener l'eau à l'orphelinat.

◆ PARTENAIRES :

ALLEMAGNE : VEREIN LEBENSCHANCE E-V (BREME)

32

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES RELATIONS INTERNATIONALES DE LIMOGES - APRIL

Adresse :

Espace associatif
40, Rue Charles Sylvestre
87100 LIMOGES
Site Web : www.april-limoges.com
Accueil du public : La semaine de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h

Date de création : **1994**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Responsable(s) : **MARTIN Jean-Michel (Président)**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Jumelage ; Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Accès à l'eau ; Développement durable ; Echange culturel ; Echange scolaire ; Organisation du milieu (formation agricole, organisation paysanne) ; Promotion de la culture
- **En France** : Echange culturel ; Echange scolaire ; Promotion de la culture

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BURKINA FASO

◆ LOCALISATION :

BURKINA FASO : PABRE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Le but est de favoriser les échanges de la population de Limoges avec les citoyens d'autres pays du monde ainsi que promouvoir à l'international des actions relevant du développement durable.



Association 31

Association Mieux Etre Pour Tous - AMEPT Limousin

Association 32

Association pour la Promotion des Relations Internationales de Limoges - APRIL



33

ASSOCIATION POUR LA TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIERES ET POUR L'AIDE AU CITOYEN - COMITE DE LA HAUTE-VIENNE - ATTAC 87

Adresse :
37, rue Frédéric Mistral
87100 LIMOGES
Tel : 05 55 35 81 24
Courriel : attac87@attac.org
Site Web : www.local.attac.org/attac87
Accueil du public : Contacter la Maison des Droits de l'Homme au 05 55 35 81 24.

Date de création : 1998
Forme juridique : Association Loi 1901
Affiliée à : MAISON DES DROITS DE L'HOMME - ATTAC FRANCE
Antenne(s) régionale(s) : 3
Adhérents - personnes physiques : 200
Budget : de 1 500 à 7 600 euros

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Plaidoyer (Groupe de pression) ; Information ; Défense des droits

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Centre de documentation
- **En France** : Campagne d'opinion ; Appui à la démocratisation ; Droits économiques et sociaux ; Information, communication ; Education au développement ; Relations économiques internationales

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Attac 87 agit comme un mouvement d'éducation populaire en organisant régulièrement des conférences, des colloques, des sessions de formations et en publiant un bulletin. Il s'inscrit comme une force militante en action contre la financiarisation du monde et pour une mondialisation fondée sur la solidarité. Il participe à de nombreuses dynamiques interassociatives locales comme celles du Forum Social Limousin, de la défense des services publics, de la solidarité avec les migrants, de la lutte contre les méfaits de la grande distribution ou de la mobilisation contre la guerre.

◆ PUBLICATIONS :

Bulletin Attac 87 (bimestriel)

34

ASSOCIATION SENEGALAISE DES EXPATRIÉS CONSULTANTS POUR L'ENVIRONNEMENT - ASEC

Adresse :
Maison des Droits de l'Homme
37 Rue Frédéric Mistral
87100 LIMOGES
Courriel : asec_maty@yahoo.fr
Site Web : www.asec-senegal.org

Date de création : 04/03/2006
Forme juridique : Association Loi 1901
Structure : Internationale
Responsable(s) : M. DIOP Babacar (Professeur) ; Mme DIAKHATE Maty (Maitre de conférence en droit privé) ; M. GUEYE Youssoupha (Chef de département)
Adhérents - personnes physiques : 30
Bénévoles en région : 12 (parrains conseillers)
Budget : de 1 500 à 7 600 euros

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Appui au développement économique ; Appui institutionnel ; Education au développement ; Etudes, enquêtes, recherche ; Soutien logistique ; Transfert de technologie

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Lutte contre la pauvreté ; Enseignement supérieur ; Formation professionnelle

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

SENEGAL (Coopération avec les Conseils Régionaux du Sénégal)

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Contribution au développement par la coopération scientifique, la formation professionnelle et l'entreprenariat.

◆ PARTENAIRES :

AFPA

35

ASSOCIATION SOLIDARITE FRANCE AFRIQUE - ASFA

Adresse :

M. ADABIA Samuel
85 Bis Rue des plaines Saint Pierre
19200 USSEL
Tel : 05 55 72 57 36
Fax : 05 55 72 57 36
Courriel : a.s.f.a@netcourrier.com

◆ PARTENAIRES :

AMBASSADE DU TOGO A PARIS; LION'S CLUB D'USSEL; LYCEE NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE A USSEL; IREM (INSTITUT DE RECHERCHE SUR L'ENSEIGNEMENT DES MATHEMATIQUES); ASSOCIATION TOGO19; ROTARY CLUB D'USSEL; COMITE D'ANIMATION DE LA VILLE D'USSEL

Date de création : **02/2005**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Internationale**

Responsable(s) : **ADABIA Samuel (Président et Co-fondateur)** ; **CURIA Sylvie (Trésorière)** ; **ADOH Marcel (Secrétaire)** ; **LAWSON Véronique (Co-fondatrice)**

Adhérents - personnes physiques : **42**

Bénévoles en région : **42**

Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action médicale ; Appui au développement économique ; Enseignement, formation ; Envoi en nature ; Envoi de volontaires ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Réalisation de projets ; Soutien logistique ; Voyage d'études

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Action médicale ; Alphabétisation ; Bibliothèque ; Lutte contre la pauvreté ; Médicament ; Parrainage éducatif ; Politique d'aide au développement ; Prévention, soins de santé primaires, Pmi ; Promotion de la culture ; Promotion ou insertion de la jeunesse

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

TOGO

◆ LOCALISATION :

TOGO : DJOLO, PYAHODO

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Notre objectif est d'apporter un plus aux villageois qui ont toujours de bonnes idées mais à qui les moyens manquent. Ceci pour leur permettre de se développer à leur rythme et par eux-mêmes. Nous vendons des produits africains (masques, tissus) et avec les fonds nous les aidons.



Association 35

Association Solidarité France Afrique - ASAF

Adresse :
Chez GANGLOFF Alain
Augeras
87130 SUSSAC
Tel : 05 55 69 61 19
Courriel : alain.gangloff@wanadoo.fr

Adresse :
Chez Annie Trochery
Galop
19100 BRIVE LA GAILLARDE
Tel : 05 55 17 21 93
Courriel : annie-arsene@wanadoo.fr

Date de création : **29/09/2003**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Responsable(s) : **GANGLOFF Alain (Président)**
Adhérents - personnes physiques : **49**
Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Internationale**
Responsable(s) : **TROTHERY Annie (Présidente); TROTHERY Arsene (Trésorier); DESSE (Secrétaire)**
Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ **TYPES D'ACTIVITÉS :**

Action médicale ; Enseignement, formation ; Envoi en nature

◆ **DOMAINES D'INTERVENTION :**

- **En France** : Echange scolaire ; Education de base ; Enseignement général ; Infrastructure sanitaire ; Médicament ; Protection de l'environnement

◆ **ZONE GÉOGRAPHIQUE :**

SENEGAL

◆ **OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :**

Aide dans les domaines de la santé et de l'éducation au village de BAOUT dans le delta du Saloum au SENEGAL : construction d'une case de santé, formation de la matrone, fourniture de médicaments et de matériel scolaire].

◆ **PARTENAIRES :**

ASSOCIATION LES AMIS DU LIMOUSIN à BAOUT.

◆ **TYPES D'ACTIVITÉS :**

Appui au développement économique ; Assistance technique ; Enseignement, formation ; Réalisation de projets ; Action médicale ; Aide d'urgence

◆ **DOMAINES D'INTERVENTION :**

- **A l'étranger** : Pêche ; Economie solidaire ; Lutte contre les exclusions ; Action médicale ; Gestion des ressources naturelles ; Formation professionnelle

◆ **ZONE GÉOGRAPHIQUE :**

CAMEROUN

◆ **OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :**

L'objectif est de lutter contre la pauvreté au Cameroun. De permettre aux familles les plus démunies de travailler en développant des activités liées à l'aquaculture. Enfin, un centre médical a été créé dans un bidonville.

◆ **PARTENAIRES :**

CONCEPTO AZUL (Equateur); VIGE INTERNATIONAL (France)



Adresse :
19350 JUILLAC
Tel : 05 55 25 55 63
Fax : 05 55 25 55 63
Courriel : soleil@boliviainiti.org
Site Web : www.boliviainiti-sudsoleil.org

Date de création : **1999**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Régionale**

Affiliée à : **CLER ; CRID ; COORDINATION SUD ; GRAINE PAYS DE LOIRE - BOLIVIA INTI - SUD SOLEIL (NANTES)**

Responsable(s) : **CONVERT Thérèse (Relais Local)**

Bénévoles en région : **10**

Bénévoles en France : **2500**

◆ PUBLICATIONS :

«Bolivia Inti - Sud Soleil, le soleil au service du développement» (biannuel.)

◆ PARTENAIRES :

CONSEIL REGIONAL PAYS DE LOIRE;
CONSEIL GENERAL LOIRE ATLANTIQUE;
VILLE DE LA CHAPELLE SUR ERDRE;
VILLE DE NANTES; PROGRAMME ACTION CARBONE; FONDATION ENSEMBLE; ALER ECO; NAT ALI; ENFANTS DE L'ESPOIR; ENFANTS DU SOLEIL; VOIX LIBRES; ETC...

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Information ; Réalisation de projets ; Appui au développement économique ; Transfert de technologie ; Education au développement ; Enseignement, formation

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Développement durable ; Lutte contre la pauvreté ; Promotion des femmes ; Malnutrition ; Protection de l'environnement ; Formation permanente

- **En France** : Développement durable ; Energie ; Protection de l'environnement ; Formation permanente ; Education au développement ; Centre de documentation

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BOLIVIE ; CHILI ; PEROU ; ARGENTINE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Contribuer au développement et à l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations défavorisées dans le respect de l'environnement, en mettant l'accent sur l'utilisation de cette formidable ressource d'énergie qu'est le soleil. La seconde vocation de l'association est d'être une plateforme de ressources pour les porteurs de projets dans les Andes, en Afrique et en Asie.



Adresse :
B.P.44
87202 SAINT JUNIEN
Tel : 05 55 02 12 30
Fax : 05 55 02 47 70
Courriel : burkina87@wanadoo.fr
Site Web : perso.wanadoo.fr/burkina-87

Adresse :
Chez M. Olivier Balabanian
1, rue Kléber
87000 LIMOGES
Tel : 05 55 38 34 49
Courriel : olivierbalabanian271@hotmail.com

Date de création : **10/03/1986**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Antenne(s) régionale(s) : **1**
Responsable(s) : **FRANCOIS Dominique (Président); COMBEAU Bernard (Secrétaire général)**
Adhérents - personnes physiques : **60**
Bénévoles en région : **120**
Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ **TYPES D'ACTIVITÉS :**

Collecte de fonds ; Réalisation de projets

◆ **DOMAINES D'INTERVENTION :**

- **A l'étranger** : Accès à l'eau ; Agriculture et agroforesterie ; Artisanat, petite entreprise ; Education de base ; Infrastructure sanitaire ; Médicament ; Promotion des femmes

◆ **ZONE GÉOGRAPHIQUE :**

BURKINA FASO

◆ **LOCALISATION :**

BURKINA FASO : OUBRITENGA

◆ **OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :**

Aide au Burkina Faso, province d'Oubritenga, dans tous les domaines (Education, eau, santé, agriculture, artisanat, aide au développement...) sans assister. Information de la population limousine.

Date de création : **17/02/2000**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Internationale**

Responsable(s) : **BALABANIAN Olivier (Président); ARDILLIER Françoise (Vice-Présidente); PRADEAU Marie-Laurence (Trésorière)**

Adhérents - personnes physiques : **12**

Bénévoles en région : **9**

◆ **TYPES D'ACTIVITÉS :**

Réalisation de projets ; Appui au développement économique ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Envoi en nature ; Enseignement, formation

◆ **DOMAINES D'INTERVENTION :**

- **A l'étranger** : Élevage ; Pêche ; Politique d'aide au développement ; Promotion des femmes ; Equipement collectif

◆ **ZONE GÉOGRAPHIQUE :**

ARMENIE

◆ **OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :**

Aider des micro-projets pour le développement de l'Arménie dans tous les domaines, en particulier dans le secteur de l'économie agricole.

◆ **PUBLICATIONS :**

«Infos CAP»



41

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE PROMOTION AGRICOLE DE BELLAC- CFPPA DE BELLAC

Adresse :
7, rue des Rochettes -
87300 BELLAC
Tel : 05 55 60 95 95 -
Fax : 05 55 60 95 96
Courriel : cfppa.magnac-bellac@educagri.fr
Accueil du public : 8h15 - 17h30

Date de création : **1962**
Forme juridique : **Etablissement Public**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **Ministère de l'Agriculture - LPA
de Magnac Bellac**
Responsable(s) : **FERRAND Jacques
(Directeur de l'EPL) ; DEMESY Catherine
(Directrice du CFPPA)**
Salaires en région : **20**
Budget : **de 450 000 à moins de 2 M d'euros**

◆ PUBLICATIONS :
Koid'neuf
(bulletin d'information interne, hebdomadaire)

◆ PARTENAIRES :
NOMBREUX PARTENAIRES LOCAUX
ET REGIONAUX; RESEAU DE
L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE DU
MINISTERE DE L'AGRICULTURE; CONSEIL
DEPARTEMENTAL DE BACAU (Roumanie);
UNIVERSITE DE CHISIMANI (Moldavie);
CFPA DE ELFJE (Tunisie)

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :
Appui au développement économique ;
Education au développement ; Enseignement,
formation ; Jumelage ; Voyage d'études ; Appui
au développement agricole

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :
- **A l'étranger** :
Agriculture et agroforesterie ; Enseignement
technique ; Formation professionnelle ;
Élevage ; Promotion des femmes ; Promotion
ou insertion de la jeunesse

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :
MOLDAVIE ; ROUMANIE ; TUNISIE

◆ LOCALISATION :
MOLDAVIE : Collège de Bratusemi
ROUMANIE : Département de Bacau
TUNISIE : CFPA de Elfje Medenine

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :
Formation professionnelle, 3 pôles :
Agriculture, vente conseil en animalerie,
territoire.



Etablissement Public 41

Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricoles de
Bellac - CFPPA de Bellac

42

CENTRE DE RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRES EN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME - CRIDEAU

Adresse :
Faculté de droit
Université de Limoges
32, rue Turgot
87000 LIMOGES
Tel : 05 55 34 97 24
Fax : 05 55 34 97 23
Site Web : www.unilim.fr/crideau
Accueil du public : A la bibliothèque spécialisée
en Environnement et Développement durable.
(Fac de droit)

Date de création : **1969**
Forme juridique : **Université ou Institut ou Grande école**
Structure : **Internationale**
Affiliée à : **UNIVERSITE DE LIMOGES**
Responsable(s) : **MONEDIAIRE Gérard (Directeur)**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :
Enseignement, formation ;
Etudes, enquêtes, recherche

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :
- **A l'étranger** : Assistance juridique ; Centre de documentation ; Développement durable ; Enseignement supérieur ; Environnement
- **En France** : Assistance juridique ; Centre de documentation ; Développement durable ; Enseignement supérieur ; Environnement

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :
AFRIQUE ; AMERIQUE DU SUD ; France

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :
Activités de recherche fondamentales (en droit national, communautaire et international de l'environnement) Activités de formation (Master formation initiale - Master formation continue - Master à distance avec AUF) Activités d'expertise et conseil.

◆ PUBLICATIONS :
Collection d'ouvrage : Les cahiers du CRIDEAU (au PULIM)

43

CENTRE INTERNATIONAL DE DROIT COMPARE DE L'ENVIRONNEMENT - CIDCE

Adresse :
Hôtel de la Bastide
32, rue Turgot - BP 3126
87031 LIMOGES
Tel : 05 55 34 97 25
Fax : 05 55 34 97 23
Courriel : secgen@cidce.org
Site Web : www.cidce.org

Date de création : **27/07/1982**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Internationale**
Responsable(s) : **PRIEUR Michel (Président)**
Salaries en région : **2**
Budget : **de 38 000 à 150 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :
Etudes, enquêtes, recherche ; Enseignement, formation

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :
- **A étranger** : Développement durable ; Environnement
- **En France** : Développement durable ; Environnement

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :
AFRIQUE ; AMERIQUE LATINE ; EUROPE ; France

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :
Regrouper les juristes et les associations nationales de droit de l'environnement dans le monde. Organiser des rencontres (colloques en droit de l'environnement) et des sessions de formation. Recherche et expertises en droit de l'environnement. Doté du statut d'observateur à l'UNESCO, convention de Barcelone, Conseil d'Espoo et statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe.

◆ PUBLICATIONS :
«Revue européenne du droit de l'environnement» (REDE) (trimestrielle)

◆ PARTENAIRES :
IUCN (UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE); COMITE FRANCAIS IUCN; COMMISSION DROIT DE L'ENVIRONNEMENT DE L'IUCN



Adresse :
76, rue des vignes
87350 PANAZOL
Tel : 06 82 47 57 92
Fax : 05 55 30 33 54
Courriel : chlorophile@wanadoo.fr

Date de création : **1992**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régional**
Responsable(s) : **JARRY Laurent (Président)**
Adhérents - personnes physiques : **40**
Bénévoles en région : **8**
Salariés en région : **1**
Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Appui au développement économique ; Education au développement ; Information ; Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **À l'étranger** : Développement durable ; Education de base ; Enseignement général ; Personnes ressources ; Production et diffusion de documents ; Protection de l'environnement
- **En France** : Développement durable ; Eau et assainissement ; Education au développement ; Education de base ; Protection de l'environnement

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

NIGER ; BURKINA FASO

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Sensibilisation aux problèmes environnementaux. Solidarité internationale : aide au développement, échanges socioculturels, alphabétisation, assainissement, accès à l'eau.

◆ PARTENAIRES :

REGULIERS : REGION LIMOUSIN; VILLE DE LIMOGES; DIREN; ADEME; RECTORAT; RECRASCIENCES; VILLE DE COMPREIGNAC; LYCEE DE DIONGOLO TRACRE AU BURKINA FASO; VILLE DE IN-GALL AU NIGER

Adresse :
Chez Mme Jacque DAMIANO
Le Dognon
87420 STE MARIE DE VAUX
Tel : 06 13 08 38 18
Courriel : cs.niger@orange.fr
Accueil du public : sur RDV

Date de création : **22/03/2007**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **Collectif informel «Limousin - Niger»**
Responsable(s) : **DAMIANO Jacque (Présidente) ; GAÜLLIER Jacques (Trésorier) ; ROYER Sandra (Secrétaire)**
Adhérents - personnes physiques : **50**
Bénévoles en région : **20**
Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action médicale ; Appui au développement économique ; Education au développement ; Enseignement, formation

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **À l'étranger** : Prévention, soins de santé primaires, Pmi ; Lutte contre les trafics illicites ; Accès à l'eau ; Handicap ; Formation professionnelle ; Parrainage éducatif.
- **En France** : Education au développement ; Protection de l'environnement ; Développement durable ; Commerce équitable

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

NIGER

◆ LOCALISATION :

NIGER : ZINDER; GOUIRE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Participer à l'amélioration des conditions de vie des populations fragilisées du Niger, dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'aide au développement. Promouvoir au Nord comme au Sud, une démarche d'éducation au développement qui s'inscrit dans une éthique de solidarité citoyenne.

◆ PUBLICATIONS : «CSN Revue» (biannuel)

◆ PARTENAIRES :

LIMOUSIN : ASSOCIATION RANA ; IESF.
REGION PARISIENNE : ASSOCIATION ESAFRO ; HOPITAL FOCH



46 CITOYENS DU MONDE - CDM

Adresse :
V et B MUET
50, rue Germain Quintel
19100 Brive
Tel : 05 55 87 42 67

Date de création : **1970**
Forme juridique : **Association de droit local**
Structure : **Local**
Affiliée à : **PLANETE PAIX ; COLLECTIF POUR LA DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME - CENTRE FRANCAIS DES CITOYENS DU MONDE**
Responsable(s) : **MUET Bernard (Responsable) ; MUET Jacqueline (Responsable)**
Adhérents - personnes physiques : **15**
Bénévoles en région : **4**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Défense des droits ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Plaidoyer (Groupe de pression) ; Tenue d'un fichier

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Action culturelle ; Appui à la démocratisation ; Droits de l'homme ; Droits économiques et sociaux ; Lutte contre le racisme
- **En France** : Accueil des étrangers ; Bibliothèque ; Campagne d'opinion ; Droits de l'homme ; Lutte contre le racisme

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Nous nous estimons citoyens de toute la planète, nous sommes titulaires d'une carte d'identité mondiale (symbolique) comme d'autres citoyens d'autres pays. Nous aspirons à une démocratie transnationale sans rien renier de notre citoyenneté française chacun de nous doit agir «en Citoyen du monde» selon ses propres aspirations.

◆ PUBLICATIONS :

«Citoyen du monde» (4 fois par ans)

◆ PARTENAIRES :

REGISTRE INTERNATIONAL DES CITOYENS DU MONDE

47 COLLECTIF DE L'ETHIQUE SUR L'ETIQUETTE DE LA CORREZE - CESF 19

Adresse :
Chez Mme CATALIFAUD
La Croix de Marlophe
19360 COSNAC
Tel : 05 55 74 32 64
Courriel : gilb.kat@wanadoo.fr

Date de création : **2001**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **Le collectif national d'éthique sur l'étiquette.**
Antenne(s) régionale(s) : **1**
Responsable(s) : **CATALIFAUD Gilberte (Correspondante Corrèze)**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Défense des droits ; Etudes, enquêtes, recherche ; Plaidoyer (Groupe de pression)

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Campagne d'opinion ; Centre de documentation ; Droits de l'homme ; Droits économiques et sociaux ; Libertés publiques ; Production et diffusion de documents ; Relations économiques internationales

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Dénoncer les graves violations des droits économiques et sociaux au travail dans le monde et surtout là où ces violations sont les plus graves. Campagnes nationales et participations à des campagnes internationales pour le respect des droits (dans le secteur des vêtements, du jouet, des articles de sport...).



48

COLLECTIF FRANCE CUBA 87

Adresse :
Maison des Droits de l'Homme
37, rue Frédéric Mistral
87100 LIMOGES
Tel : 05 55 02 33 82
Fax : 05 55 02 61 61
Courriel : secours-populaire-st-junien@club-internet.fr
Accueil du public : Contacter la Maison des Droits de l'Homme

Date de création : **07/1992**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Affiliée à : **ASSOCIATION FRANCE CUBA**
Responsable(s) : **BILLO Joannes (Président) ; MONDVOT Danièle (Vice-Présidente)**.
Adhérents - personnes physiques : **18**
Bénévoles en région : **18**
Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Appui au développement économique ; Collecte de fonds ; Etudes, enquêtes, recherche ; Envoi en nature ; Information ; Voyage d'études

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **À l'étranger** : Action culturelle ; Action sociale ; Activités économiques ; Droits économiques et sociaux ; Géopolitique des conflits ; Information, communication ; Tourisme solidaire
- **En France** : Action culturelle ; Action sociale ; Activités économiques ; Droits économiques et sociaux ; Enseignement général ; Enseignement supérieur ; Enseignement technique ; Géopolitique des conflits ; Information, communication ; Intervention d'urgence ; Santé et hygiène ; Tourisme solidaire

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

CUBA

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Faire connaître le peuple cubain et contribuer à tisser des liens d'amitié entre les peuples français et cubains.

◆ PUBLICATIONS :

«CUBA-SI» (trimestriel).

◆ PARTENAIRES :

SYNDICAT NATIONAL DES TRAVAILLEURS CUBAINS DE LA SANTE (HOLQUIN)

49

COMITE CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DEVELOPPEMENT - CCFD

Adresse :
36, rue de Rochechouart - 87000 LIMOGES
Tel : 05 55 34 23 84
Fax : 05 55 34 23 84
Courriel : ccf87,23@wanadoo.fr
Site Web : ccf.asso.fr
Accueil du public :
Lundi et mercredi de 16h00 à 18h00

Date de création : **19/06/1961**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Affiliée à : **CCFD PARIS**
Antenne(s) régionale(s) : **2**
Responsable(s) : **HYVERNAUD PRADEAUX Delphine (Déléguee Nationale en Région Auvergne Limousin)**.
Adhérents - personnes morales : **28**
Bénévoles en région : **250**
Salariés en région : **1**
Budget : **de 38 000 à 150 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Appui au développement économique ; Appui institutionnel ; Collecte de fonds ; Education au développement ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Plaidoyer (Groupe de pression)

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **À l'étranger** : Activités économiques ; Développement international ; Développement rural ; Education formation ; Développement international ; Développement rural ; Action sociale ; Etat et défense des droits ; Information, communication
- **En France** : Action sociale ; Activités économiques ; Développement international ; Développement rural ; Education formation ; Etat et défense des droits ; Information, communication

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Soutien de projets et d'actions de développement émanant d'associations ou d'organisations locales dans les pays du Sud et de l'Est. Education au développement à travers la mise en oeuvre d'animations et de campagnes d'opinion. Education au développement, financement d'opérations et soutien financier de projets.

◆ PUBLICATIONS :

«Faim et développement», «Form'actif» (mensuels).



Association 48
Collectif France Cuba 87

Association 49
Comité Catholique contre la
Faim et pour le
Développement - CCFD



50

COMITE DE JUMELAGE ARGENTAT-SAKAL

Adresse :
Mairie d'Argentat
Rue Pasteur
19400 ARGENTAT
Tel : 05 55 28 10 91

Date de création : **10/2002**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Responsable(s) : **BAUDRY Eliette (Présidente)**
Bénévoles en région : **20**
Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Appui au développement économique ; Enseignement, formation ; Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Accès à l'eau ; Infrastructure sanitaire ; Promotion des femmes ; Alphabétisation

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

SENEGAL

◆ LOCALISATION :

SENEGAL : COMMUNALITE RURALE DE SAKAL,
REGION DE LOUGA

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Action concentrée sur l'aide aux femmes par la réparation des moulins à mil et l'achat de nouveaux moulins.

◆ PARTENAIRES :

COMITE DE JUMELAGE MALEMORT-SAKAL

51

COMITE DE JUMELAGE L'AURENCE ET GLANE DEVELOPPEMENT

Adresse :
173, Avenue de Limoges
87270 COUZEIX
Tel : 05 55 39 64 10

Date de création : **20/06/2000**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **ASSOCIATION DES COMMUNES
JUMELES DU LIMOUSIN**
Responsable(s) : **CADARIO Gabriel (Président)**
Adhérents - personnes morales : **24**
Adhérents - personnes physiques : **202**
Bénévoles en région : **43**
Salariés en région : **3 : 1 à temps partiel
(secrétariat), 2 pour 1h00 hebdomadaire
(cours de langues).**
Budget : **de 38 000 à 150 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Jumelage

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **En France** : Echange culturel

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

ALLEMAGNE ; ESPAGNE ; HONGRIE ; Italie

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Développer les échanges entre les habitants des villes jumelées et renforcer l'idée d'une fraternité européenne.

◆ PUBLICATIONS :

LA GAZETTE : trimestrielle ;
CONSONANCE : articles ...

◆ PARTENAIRES :

VILLE D'OBERRASBACH (ALLEMAGNE) ;
VILLE DE MARCILLA (ESPAGNE) ; VILLE
DE CSONGRAD (HONGRIE) ; VILLES DE
BRISIGHELLA, CASOLA VALSENIO, RIOLO
TERME (ITALIE)



Association 50
Comité de Jumelage
Argentat - Sakal

Association 51
Comité de Jumelage l'Aurence
et Glane Développement



52 COMITE DE JUMELAGE MALEMORT-SAKAL

Adresse : Mairie de Malemort - BP 55
19361 MALEMORT SUR CORREZE
Tel : 05 55 92 83 85
Fax : 05 55 92 83 86
Courriel : svigier@ville-de-malemort.org
Site Web : mairie-malemort.org
Accueil du public : Du lundi au vendredi, en mairie de
9h à 17h30

Date de création : **21/10/2003**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **COMMUNAUTÉ RURALE DE SAKAL**
Responsable(s) : **BOURDIE, Fabienne (Présidente)**; **BEUNET Pierre (Vice-Président)**; **VIGIER Séverine (Secrétaire)**; **DIABOT Eric (Trésorier)**; **BIJEU Claire (Trésorière adjointe)**
Adhérents - personnes physiques : **40**
Bénévoles en région : **20**
Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Financement d'opérations et soutien financier de projets; Collecte de fonds; Action médicale; Soutien logistique; Chantiers; Commerce

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Développement durable; Accès à l'eau; Prévention, soins de santé primaires, Pmi; Education de base; Promotion des femmes; Élevage
- **En France** : Promotion de la culture; Echange culturel; Lutte contre le racisme; Production culturelle

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE : SENEGAL

◆ LOCALISATION : SENEGAL : SAKAL; LOUGA

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Finalité : promouvoir l'échange et la solidarité entre Malemort et Sakal. Conventions de développement durable : signée entre Malemort-Argentat et Sakal pour améliorer les conditions de vie des habitants dans les domaines suivants : distribution d'eau potable (adduction d'eau dans chaque village), développement de l'accès à l'instruction publique, action en faveur de la santé publique, développement économique, soutien aux porteurs de projets.

◆ PARTENAIRES :

COMITE DE JUMELAGE ARGENTAT-SAKAL;
AFRIQUE CHEZ VOUS; TOGO 19

53 COMITE DE JUMELAGE ROCHECHOUART - OETTINGEN - CJRO

Adresse :
Mairie de Rochechouart
Place du Château
87600 ROCHECHOUART
Tel : 05 55 43 00 80
Fax : 05 55 03 78 21
Site Web : www.ville-rochechouart.fr

Date de création : **25/02/2004**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **Communes Jumelées du Limousin**
Responsable(s) : **DELAGE Anne-Christine (Présidente)**
Adhérents - personnes physiques : **59**
Bénévoles en région : **100**
Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Jumelage; Echanges Franco-Allemands;
Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Echange culturel
- **En France** : Echange culturel

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

ALLEMAGNE

◆ LOCALISATION :

OETTINGEN IN BAY

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Développer et animer avec Oettingen des relations privilégiées et des échanges d'ordre culturel, social, économique et touristique ou sportif, tout en favorisant les actions et les initiatives de jeunes.

◆ PARTENAIRES :

ASSOCIATIONS LOCALES; SERVICE ANIMATIONS DE LA MAIRIE DE ROCHECHOUART; COMITE ALLEMAND DE OETTINGEN.



Association 52
Comité de Jumelage
Malemort - Sakal

Association 53
Comité de Jumelage
Rochechouart - Oettingen
- CJRO



54

COMITE DE LA HAUTE VIENNE POUR L'UNICEF - UNICEF

Adresse :

1, rue des Charseix
87000 LIMOGES
Tel : 05 55 11 96 63
Courriel : unicef.limoges@unicef.fr
Site Web : www.unicef.fr
Accueil du public : Permanence au siège du Comité
du mardi au vendredi de 14h30 à 17h30.

Date de création : 1985

Forme juridique : Association Loi 1901

Structure : Locale

Affiliée à : UNICEF FRANCE ; UNICEF
INTERNATIONAL

Responsable(s) : CHOUZENOUX Jean-Marie
(Président).

Adhérents - personnes physiques : 44

Bénévoles en région : 36

Budget : de 7 600 à 38 000 euros

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Collecte de fonds ; Défense des droits ; Plaidoyer
(Groupe de pression)

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Diffuse et faire connaître les actions de l'UNICEF.
Réculte de fonds.

55

COMITE DE SOUTIEN AUX COMMUNAUTE DE PAIX DE COLOMBIE

Adresse :

Chez Mme Gilberte Catalifaud
La croix de Marlophe
19360 COSNAC
Tel : 05 55 74 32 64

Forme juridique : Association Loi 1901

Structure : Locale

Affiliée à : COMITE DE SOUTIEN AUX
COMMUNAUTE DE PAIX

Bénévoles en région : 1

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Défense des droits ; Collecte de fonds ;
Appui au développement économique ; Appui
institutionnel ; Assistance technique ;
Envoi de volontaires

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Action sociale ; Activités
économiques ; Développement rural ; Education
formation ; Environnement ; Etat et défense des
droits ; Information, communication ; Santé et
hygiène

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Sensibiliser le peuple français et les autorités
françaises à la vie très difficile des colombiens
et particulièrement des populations afro-
colombiennes, indigènes et métisses vivant
au Nord du département du Choco. Soutiens
à la résistance non violente des populations
autochtones faces aux acteurs armés.
Aide financière pour le comité des droits de
l'Homme et celui de défense du territoire pour
la récupération des terres et financement
de la présence d'un volontaire de solidarité
internationale.

◆ PARTENAIRES :

ECOLE DE LA PAIX ;
AMNESTY INTERNATIONAL ;
BRIGADES DE PAIX INTERNATIONALES ;
MEDECINS DU MONDE ;
CCFD



Association 54
Comité de la Haute-Vienne
pour l'Unicef - UNICEF



Association 55
Comité de Soutien aux
communauté de Paix
de Colombie

56 COMITE LIMOUSIN DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE SAHRAOUI - CLSPS

Adresse :
Espace associatif -
40, rue Charles Sylvestre
87100 LIMOGES
Tel : 05 55 00 54 97
Courriel : alain@dauger.fr
Site Web : clsp.free.fr
Accueil du public : Réunion mensuelle publique : 1
mercredi / mois à 20h30 au siège.

Date de création : **21/11/1998**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Responsable(s) : **DAUGER Alain (Président) ;
CHABAUDIE Dorothee ; GUINEBRETIERE
René ; MAURIN, Marie-Hélène**
Adhérents - personnes morales : **260**
Adhérents - personnes physiques : **227**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action médicale ; Action socioculturelle ; Aide
d'urgence ; Education au développement ;
Enseignement, formation

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **En France** : Assistance aux réfugiés et déplacés ;
Développement international ; Droits de l'homme ;
Echange scolaire ; Education formation ; Protection
de l'enfance

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

SAHARA OCCIDENTAL

◆ LOCALISATION :

SAHARA OCCIDENTAL : TINDOUF

◆ **OBJECTIFS DE LA STRUCTURE** :
Solidarité avec les populations réfugiées du
SAHARA Occidental. Enseignement de la langue
française aux enfants, création d'une classe
pilote et d'un centre de ressources francophone
au «campement du 27 février». Accueil d'enfants
sahraouis en Limousin pendant les vacances d'été.

◆ **PARTENAIRES** :
REGULIER ASSOCIATION DES AMIS DE
LA REPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE
DEMOCRATIQUE (PARIS) PONCTUEL
PLATEFORME DE SOLIDARITE (PARIS).

57 COMMUNAUTE D'EMMAUS DE LIMOGES - EMMAUS 87

Adresse :
Le Moulin de la Ribière
87480 SAINT PRIEST TAURION
Tel : 05 55 39 74 40
Fax : 05 55 39 65 64
Courriel : emmaus87@wanadoo.fr

Date de création : **09/04/1973**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **UNION CENTRALE DES
COMMUNAUTES EMMAUS ;
EMMAUS-FRANCE**
Responsable(s) : **GRENETIER Dominique
(Président) ; BOURRU Bernard
(Responsable de la Communauté) ;
HUBERT Thierry (Responsable de la
Communauté)**
Adhérents - personnes physiques : **50**
Bénévoles en France : **50**
Salariés à étranger : **5**
Budget : **de 450 000 à moins de 2 M d'euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Aide d'urgence ; Appui au développement
économique ; Défense des droits ; Financement
d'opérations et soutien financier de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Accueil des étrangers ;
Alphabétisation ; Assistance aux réfugiés et
déplacés ; Economie solidaire ; Lutte contre
la pauvreté ; Lutte contre les exclusions ;
Prévention, soins de santé primaires, Pmi ;
Secours alimentaire
- **En France** : Assistance aux réfugiés et
déplacés ; Economie solidaire ; Lutte contre la
pauvreté ; Promotion des femmes

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BURKINA FASO ; BENIN ; ROUMANIE ; TOGO

◆ **OBJECTIFS DE LA STRUCTURE** :
Accueil d'hommes en difficulté en vue de leur
réinsertion sociale : récupération de dons,
mise en valeur et vente. Actions de solidarité
(locales, nationales et internationales).



Association 56
Comité Limousin de Solidarité
avec le Peuple Sahraoui -
CLSPS

Association 57
Communauté d'Emmaus de
Limoges - EMMAUS 87



57

COMMUNAUTE D'EMMAUS DE LIMOGES - EMMAUS 87

◆ PUBLICATIONS :
«La Lettre d'EMMAUS- France» (mensuel),
«Solidaires pour la justice» (mensuel),
«La lettre d'informations d'EMMAUS-
International» (mensuel).

◆ PARTENAIRES :
REGULIERS : ASSISTANTES SOCIALES
ET TRAVAILLEURS SOCIAUX EN HAUTE
VIENNE; EMMAUS-INTERNATIONAL POUR
L'ETRANGER

58

CONNAISSANCE DES ANDES

Adresse :
19350 JUILLAC

Date de création : **05/01/2000**
Structure : **Locale**
Responsable(s) : **CONVERT Thérèse**
[Présidente]
Adhérents - personnes morales : **100**
Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :
AMERIQUE ANDINE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :
Le but de l'association est de faire connaître
l'Amérique andine et de favoriser ce qui peut
contribuer à créer des liens d'amitié et de
solidarité avec ses habitants - Moyens déjà
mis en oeuvre : Expositions en bibliothèque et
en maisons de retraite, information et vente,
fêtes de villages et marchés de Noël, actions
communes avec d'autres associations, édition
du «Quotidien des Andes» et diffusion auprès
de ses adhérents. Le Sentier andin est ouvert
en juin aux groupes et l'été au public. Les
bénéfices sont reversés à des associations
ayant une présence dans les Andes.

◆ PUBLICATIONS :
«Le quotidien des Andes»



Association 57
Communauté d'Emmaus de
Limoges - EMMAUS 87

Association 58
Connaissance des Andes



59 CONSEIL GENERAL DE LA CREUSE - CG23

Adresse :
14, avenue Pierre Leroux
23000 GUERET
Tel : 05 44 30 23
Courriel : mission-europe@cg23.fr
Site Web : www.cg23.fr

Date de création : **1790**
Forme juridique : **Collectivité territoriale**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **ASSOCIATION DES
DEPARTEMENTS DE FRANCE**
Responsable(s) : **LOZACH Jean Jacques
(Président) ; DENIS Marcel (Chargé de
mission Europe)**
Salariés en région : **500**
Budget : **7,6 M d'euros ou plus**

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Action sociale

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Collectivité locale responsable des routes, de l'enseignement secondaire et du social.

◆ PUBLICATIONS :

«Magazine de la Creuse », bimestriel

60 CONSEIL GENERAL DE LA HAUTE VIENNE - CG87

Adresse :
43, avenue de la Libération
87000 LIMOGES
Tel : 05 55 45 10
Fax : 05 55 79 57 81
Courriel : webmestre@cg87.fr
Site Web : www.cg87.fr

Forme juridique : **Collectivité locale**
Budget : **7,6 M d'euros ou plus**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Appui institutionnel ; Appui au développement économique ; Enseignement, formation ; Information

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Accès à l'eau ; Alphabétisation ; Appui à la décentralisation ; Bibliothèque ; Economie solidaire ; Formation professionnelle ; Infrastructure sanitaire ; Mst, sida ; Politique d'aide au développement ; Promotion des femmes

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BURKINA FASO

◆ LOCALISATION :

BURKINA FASO : COMMUNE RURALE DE BAMA

◆ PARTENAIRES :

REGULIER MCD



61

CREUSE-MAGHREB

Adresse :
14, rue Olivier de Pierrebourg
23000 GUERET
Tel : 05 55 41 16 06
Courriel : creusemaghreb@wanadoo.fr
Accueil du public : Tous les mercredi de 17h00 à 18h00 et les samedi de 9h30 à 12h30

Date de création : **1999**

Structure : **Locale**

Adhérents - personnes physiques : **70**

Bénévoles en région : **7**

Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Aide d'urgence

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Secours aux sinistres
- **En France** : Echange culturel ; Echange linguistique ; Promotion de la culture ; Secours aux sinistres ; Echange scolaire

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

ALGERIE ; MAROC

62

CROIX ROUGE FRANCAISE - CRF

Adresse :
8, rue Réaumur - 87000 LIMOGES
Tel : 05 55 32 08 87
Fax : 05 55 32 34 34
Courriel : dd87@croix-rouge.fr
Accueil du public : Du lundi au vendredi de 8h30 à 11h45 et de 14h00 à 16h30.

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Régionale**

Affiliée à : **CROIX ROUGE FRANCAISE NATIONALE**

Responsable(s) : **ROLLAND-BLANC Isabelle (Présidente de la délégation départementale) ; VAUGOYEAU Marie-Jeanne (Directrice IFSI) ; LAOT Michel (Directeur IFSI) ; DELLIAC Hervé (Directeur EASS)**

Adhérents - personnes physiques : **2500**

Bénévoles en région : **150**

Salariés Haute Vienne : **4**

Budget : **de 2 M à 7,6 M d'euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Prévention ; Enseignement, formation ; Aide d'urgence ; Soutien logistique

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **En France** : Intervention d'urgence ; Assistance aux réfugiés et déplacés ; Secours alimentaire ; Enseignement supérieur ; Prévention, soins de santé primaires, Pmi ; Logistique ; Défense des Droits ; Accueil des étrangers ; Lutte contre la pauvreté ; Lutte contre les exclusions.

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

MALI ; ROUMANIE ; CHILI ; VIETNAM ; TCHAD ; SENEGAL ; POLYNESIE FRANCAISE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Formations de professionnels infirmiers, kinés, assistants sociaux, premiers secours, secourisme de travail, formations continues, préparation aux concours d'entrée. Intervention à l'étranger des élèves de 3ème année de l'IFSI.



Adresse :
Foyer de la Jaloustre -
19200 USSEL
Tel : 05 55 96 28 65
Accueil du public : Du mercredi au vendredi de 9h à
12h et de 14h à 17h. Le samedi de 9h à 12h

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Affiliée à : **CROIX ROUGE FRANCAISE
DE BRIVE**

Antenne(s) régionale(s) : **3**

Responsable(s) : **LAUMOND Michèle
(Présidente départementale)**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Aide d'urgence ; Envoi en nature

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Lutte contre la pauvreté
- **En France** : Assistance aux réfugiés et déplacés ;
Infrastructure sanitaire ; Lutte contre la pauvreté ;
Lutte contre le racisme ; Lutte contre les exclusions ;
Secours alimentaire ; Secours aux sinistrés

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Secours d'urgence aux plus démunis, colis
alimentaires, vestiboutique.

Adresse :
45, avenue des Coutures
87000 LIMOGES
Tel : 05 55 34 72 70
Fax : 05 55 32 21 68
Courriel : culture.alpha@wanadoo.fr
Accueil du public : Horaires variables suivant
les ateliers.

Date de création : **1980**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Responsable(s) : **TORRES Marie-Claire
(Présidente) ; LEFEBVRE Marie-Paule
(Directrice).**

Adhérents - personnes physiques : **50**

Bénévoles en région : **35**

Salariés en région : **13**

Budget : **de 150 000 à moins de 450 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Enseignement, formation

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Accueil des étrangers ; Lutte
contre les exclusions ; Promotion des femmes
- **En France** : Alphabétisation ; Centre de
documentation ; Formation linguistique

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Favoriser l'insertion sociale des personnes
d'origine étrangère et les échanges
interculturels en organisant des cours de
langue française et des mises à niveau en vue
de l'insertion professionnelle.

◆ PARTENAIRES :

UMPA (BRIVE); FJT (TULLE) INFA (BRIVE)
AFORMAC (MONTLUCON)



65

DELEGATION CORREZIENNE RAOUL FOLLEREAU D'AIDE AUX LEPREUX - DECORFAL

Adresse :
chez M. DESBREST, Philippe
10, rue Armand Carrel
19100 BRIVE
Tel : 06 03 43 56 92
Fax : 05 55 86 18 65
Courriel : philippe.desbrest@wanadoo.fr
Site Web : www.Raoul-follereau.Org
Accueil du public : Appeler !

Date de création : **01/01/1990**
Forme juridique : **Association Loi 1901
reconnue d'utilité publique**
Structure : **Nationale**
Affiliée à : **FONDATION RAOUL
FOLLEREAU**
Responsable(s) : **DESBREST Philippe
[Délégué Départemental de la Corrèze] ;
BOURLIOUX Pierre [Délégué adjoint]**
Adhérents - personnes morales :
2 en Corrèze
Bénévoles en région : **100**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Collecte de fonds ; Enseignement, formation ;
Financement d'opérations et soutien financier de
projets ; Information ; Réalisation de projets ; Tenue
d'un fichier

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Développement social urbain ;
Habitat ; Artisanat, petite entreprise ; Mobilisation
des médias ; Lutte contre la pauvreté ; Médias ;
Personnes ressources ; Production et diffusion de
documents
- **En France** : Action médicale ; Enseignement
supérieur ; Formation professionnelle ; Handicap ;
Lutte contre les exclusions ; Médicament ; Secours
aux sinistres

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BENIN ; BURKINA FASO ; COTE D'IVOIRE ;
MADAGASCAR ; MALI ; TCHAD

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Quête sur la voie publique et au niveau des
paroisses en faveur des lépreux. Actions
ponctuelles avec recueil de fonds de solidarité.
Conférences, aide à la réinsertion en milieu rural.

66

DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE BURKINABE ALTERNATIVE - DABA

Adresse :
Mairie de Saint Victurnien
87420 SAINT VICTURNIEN
Courriel : dabalimousin@yahoo.fr
Site Web : fr.groups.yahoo.com/group/
dabalimousin

Date de création : **09/12/1998**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **COFIDES NORD SUD (sociétaire)**
Responsable(s) : **MESTRE Paul-André
(Président) ; BURGUET Annie (Vice-
Présidente) ; DESSEIX Palmira (Trésorière) ;
LAGRANGE Michel (Secrétaire)**
Adhérents - personnes physiques : **30**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Financement d'opérations et soutien
financier de projets ; Réalisation de projets ;
Parrainage

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Agriculture et agroforesterie ;
Lutte contre la pauvreté ; Artisanat, petite
entreprise ; Parrainage éducatif
- **En France** : Agriculture et agroforesterie ;
Lutte contre la pauvreté ; Artisanat, petite
entreprise

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BURKINA FASO

◆ LOCALISATION :

BURKINA FASO : Province du Kadiogo

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

D.A.B.A. s'est donnée pour objectif d'aider au
financement de micro-projets, en particulier
les projets s'inscrivant dans une logique
d'agriculture et de développement durable.
Ainsi, Daba est en relation avec membres
de groupements de producteurs locaux
(GJA, et AVAPAS : Association pour la
Vulgarisation de l'Agro-écologie au Sahel),
qui peuvent bénéficier ensemble de prêts
bancaires, pour débiter ou améliorer leurs
activités d'agriculture ou d'élevage. (Achat



Association 65
Délégation Corrézienne R.
Follereau d'Aide aux Lépreux
- DECORFAL

Association 66
Développement de
l'Agriculture Burkinabe
Alternative - DABA



66

DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE BURKINABE ALTERNATIVE - DABA

de charrettes et/ou d'ânes notamment, ou encore achat des premiers animaux d'embouche).

Daba a également pour mission de favoriser l'émergence de micro projets autres qu'agricole (appui à la création d'une petite entreprise de transport en commun). Daba démarre actuellement une action de parrainage pour la scolarisation d'enfants à l'école élémentaire de Kamboince.

◆ PARTENAIRES :

REGULIERS : COFIDES; CFFA DE CAMBOINCE BURKINA FASO; ECOLE ELEMENTAIRE DE KAMBOINCE

67

ECHANGE ET COOPERATION EDUCATIVE - ECED

Adresse :

Mairie

19700 SEILHAC

Tel : 05 55 27 06 33

Courriel : andre.chassagne@tiscali.fr

Date de création : **14/05/2004**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Responsable(s) : **CHASSAGNE André (Président); DEPY Jean-Pierre (Trésorier); DECLA Sandrine (Secrétaire).**

Adhérents - personnes physiques : **15**

Bénévoles en France : **15**

Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Collecte de fonds ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Bibliothèque ; Campagne d'opinion ; Echange scolaire ; Enseignement général ; Parrainage éducatif ; Politique d'aide au développement

- **En France** : Bibliothèque ; Echange scolaire ; Enseignement général ; Parrainage éducatif ; Politique d'aide au développement

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

SENEGAL

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Etablir des relations entre des établissements français et de l'Afrique de l'Ouest. Mener des missions éducatives. Sensibiliser les acteurs corréziens à la solidarité Nord/sud.

◆ PARTENAIRES :

REGULIERS : VILLE DE TULLE; COLLEGE KANGHAL; ASSOCIATION ECHO



Association 66
Développement de
l'Agriculture Burkinabe
Alternative - DABA

Association 67
Echange et Coopération
Educative - ECED



68

ECHANGE GAMBIE LIMOUSIN SANTÉ EDUCATION - EGALISE

Adresse :

14, place de la République

87300 BELLAC

Tel : 05 55 68 10 55

Courriel : serge.thevenot@wanadoo.fr

Date de création : **15/03/2005**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Responsable(s) : **THEVENOT Serge (Président)** ; **SEGURA Nicole (Secrétaire)** ; **DUDINET Philippe (Trésorier)**

Adhérents - personnes physiques : **62**

Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action médicale ; Appui au développement économique ; Enseignement, formation ; Envoi en nature ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Jumelage

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Appui à la commercialisation ; Echange culturel ; Lutte contre le racisme ; Promotion de la culture

- **En France** : Action médicale ; Artisanat, petite entreprise ; Enseignement général ; Formation professionnelle ; Médicament ; Organisation du milieu (formation agricole, organisation paysanne)

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

GAMBIE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Acheminement de matériel sanitaire (médicaments, matériel et mobilier médical), acheminement matériel domestique (vêtements), création d'une unité économique dans le village de SIFFUE, sensibilisation de la population du Limousin aux problèmes d'Afrique Subsaharienne, création de jumelage entre Bellac et Siffue.

69

ECHANGES ET COOPERATION HOSPITALIERE INTERNATIONALE - ECHO

Adresse :

Centre Hospitalier, place Marchat

19000 TULLE

Tel : 05 55 29 79 00 ; 06 88 16 69 95

Courriel : echo@ch-tulle.fr

Site Web : echo-senegal.africa-web.org

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Responsable(s) : **FOURNIER Claude (Président)**

Adhérents - personnes physiques : **50**

Bénévoles en France : **20**

Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Développement rural ; Santé et hygiène

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

POLOGNE ; ROUMANIE ; RUSSIE ; VIETNAM ; CAP VERT ; SENEGAL

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Depuis 1991, l'association ECHO échange et coopère avec des structures de santé de différents pays. Régulièrement, des équipes multidisciplinaires partent en mission : convoyage de matériel, aide à son installation et sa maintenance (cabinet dentaire, mammographe.), participation aux soins et à l'organisation de ceux-ci. Des délégations de personnels hospitaliers sont accueillies chaque année pour : un échange de pratiques, des stages de formation dans les différents services de soins.



Association 68

Echange Gambie Limousin
Santé Education - EGALISE

Association 69
Echange et Coopération
Hospitalière Internationales
- ECHO



70

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEUR D'INGÉNIEUR DE LIMOGES - ENSIL

Adresse :
ESTER Technopole
16, rue Atlantis - 87068 LIMOGES
Tel : 05 55 42 36 70
Fax : 05 55 42 36 80
Accueil du public : Aux horaires de l'université.

Date de création : **01/09/1991**
Forme juridique : **Université ou Institut ou Grande école**
Structure : **Internationale**
Affiliée à : **MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE**
Responsable(s) : **LEPRAT Patrick (Directeur)**
Budget : **de 2 M à moins de 7,6 M d'euros**

● TYPES D'ACTIVITÉS :

Assistance technique ; Appui au développement économique ; Enseignement, formation ; Envoi de volontaires ; Transfert de technologie

● DOMAINES D'INTERVENTION :

- **À l'étranger** : Enseignement supérieur ; Enseignement technique ; Formation professionnelle ; Accueil des étrangers ; Développement durable ; Développement international ; Eau et assainissement
- **En France** : Accueil des étrangers ; Développement durable ; Développement international ; Eau et assainissement ; Enseignement supérieur ; Enseignement technique ; Formation professionnelle

● OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Enseignement au niveau ingénieur et recherche.



Association 70
Ecole Nationale Supérieure
d'Ingénieur de Limoges
- ENSIL

71

ELECTRICIENS SANS FRONTIÈRES LIMOUSIN « L'ÉNERGIE DU DÉVELOPPEMENT »

Adresse :
M. BELLENGER Marc
41, rue du 8 mai 1945 - 87140 VAULRY
Tel : 06 76 86 82 43
Courriel : limousin@electriciens-sans-frontieres.org // Site Web : www.electriciens-sans-frontieres.org

Date de création : **16/07/2007**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Affiliée à : **Fédération - ONG - Electriciens Sans Frontières « l'énergie du développement »**
Antenne(s) régionale(s) : **Un comité par département**
Responsable(s) : **BELLENGER Marc (Président) ; RABIER Frédéric (Vice Président) ; RUAULT Franck (Secrétaire) ; NICOLI Sophie (Trésorière)**
Adhérents - personnes physiques : **40**
Bénévoles en région : **4030**
Budget : **de 38 000 à 150 000 euros**

● TYPES D'ACTIVITÉS :

Réalisation de projets ; Etudes, enquêtes, recherche ; Appui au développement économique ; Assistance technique ; Education au développement ; Envoi de volontaires

● DOMAINES D'INTERVENTION :

- **À l'étranger** : Accès à l'eau ; Développement durable ; Énergie ; Environnement ; Gestion des ressources naturelles ; Infrastructure sanitaire ; Lutte contre la pauvreté ; Lutte contre les exclusions ; Protection de l'environnement ; Ressource en eau

● OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Étudier, promouvoir et réaliser des projets d'aide au développement de solidarité et de coopération en faveur des populations défavorisées dans les domaines de l'électricité et de l'eau, en intégrant les services associés, contribuant à la satisfaction des besoins tels que la santé, l'éducation ou la lutte contre l'exode rural.

● PUBLICATIONS :

un bulletin trimestriel

● PARTENAIRES :

PUI (Limoges) ; ECHO (Tulle) ; TOGO19 (Brive) ; SPF87 (Limoges)

Association 71
Electriciens sans Frontières
Limousin « L'Énergie du
Développement »



Adresse :

Chez Mme REJOU, Josette

9, rue Darnet

87000 LIMOGES

Tel : 05 55 34 44 88

Accueil du public : Toute la semaine de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Date de création : **10/05/1989**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Nationale**

Responsable(s) : **REJOU Josette (Présidente)**

Adhérents - personnes morales : **200**

Adhérents - personnes physiques : **200**

Salariés à étranger : **1**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Chantiers ; Collecte de fonds ; Défense des droits ; Enseignement, formation ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Information ; Parrainage ; Réalisation de projets

- **En France** : Accès à l'eau ; Appui à la démocratisation ; Développement rural ; Droits de l'enfant ; Droits de l'homme ; Education de base ; Enseignement général ; Lutte contre les exclusions ; Promotion de la culture

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

HAÏTI ; BURKINA FASO ; MADAGASCAR ; AFRIQUE ORIENTALE ; VIETNAM

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Entreprendre toute initiative en vue d'améliorer la situation des enfants dans le monde.

◆ PUBLICATIONS :

«Les petites nouvelles d'arc-en-ciel» (trimestriel).

Adresse :

Chez Mme LOTTE

20, rue Magdeleine

23190 BELLEGARDE EN MARCHÉ

Tel : 05 55 67 23 61

Date de création : **31/05/2005**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Responsable(s) : **LOTTE Simone (Présidente)**

Adhérents - personnes physiques : **12**

Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Parrainage ; Aide d'urgence ; Enseignement, formation

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **À l'étranger** : Secours alimentaire ; Enseignement général

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

MADAGASCAR

◆ LOCALISATION :

Deux villages de l'île Ste Marie à Madagascar

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Parrainer les enfants, collecter les dons destinés à ces enfants, aider à leur scolarisation, achat de nourriture, vêtements et soins médicaux.



74

ENFANTS DU MEKONG - DELEGATION DE CORREZE - EDM

Adresse :
19210 ST MARTIN SEPERT
Tel : 05 55 73 50 70
Courriel : marcelvan10@hotmail.com
Site Web : www.enfantsdumekong.com
Accueil du public : Renseignements toute la journée
au 05 55 73 50 70

Date de création : **1958**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Départementale**
Affiliée à : **ENFANTS DU MEKONG - PARIS**
Adhérents - personnes physiques : **50**
Bénévoles en région : **5**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Aide d'urgence ; Parrainage ; Action médicale ;
Enseignement, formation ; Education au
développement

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **En France** : Droits de l'enfant ; Education au
développement ; Education de base ; Education
formation ; Parrainage éducatif ; Irrigation ;
Politique d'aide au développement ; Artisanat,
petite entreprise ; Mobilisation des médias ;
Echange culturel

◆ PUBLICATIONS :

«Enfants du Mekong» (Toutes les 6 semaines)

75

ESPERANTO LIMOUSIN - EL

Adresse :
Chez Isabelle JACOB
1, route de Florensac
87200 SAINT BRICE
Tel : 05 55 03 54 76
Courriel : isabellejacob@voilà.fr

Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Antenne(s) régionale(s) : **1, à Brive**
Responsable(s) : **JACOB Isabelle [Présidente]**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Défense des Droits ;
Education au développement ; Enseignement,
Formation ; Information ; Jumelage

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Echange Culturel ; Echange
linguistique ; Liberté d'expression ; Promotion de
la culture ; Production culturelle ; Défense des
Droits ; Appui à la démocratisation ; Droits de
l'homme ; Lutte contre le racisme ; lutte contre
les exclusions

- **En France** : Echange Culturel ; Echange
linguistique ; Liberté d'expression ; Promotion
de la culture ; Production culturelle ; Défense
des Droits ; Appui à la démocratisation ; Droits
de l'homme ; Lutte contre le racisme ; lutte
contre les exclusions ; Education de base ;
Enseignement général ; formation linguistique ;
Information, communication

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Développement de la langue internationale,
enseignement de la langue. Action locale, vie de
groupe.

◆ PUBLICATIONS :

«Babilemo sen Limoj» (4 fois par an) ; « Infana
babilemo sen Limoj » (publication pour les
enfants, 4 fois par an)



Association 74
Enfants du Mekong -
Délégation de Corrèze - EDM

Association 75
Espéranto Limousin - EL



76 FEMMES FRANCE NIGER

Adresse :
84, rue d'Auzette
87000 LIMOGES
Tel : 05 55 31 17 70
Courriel : infosa@femmesfrance-niger.org
Site Web : www.femmesfrance-niger.org

Date de création : **19/11/2001**
Forme juridique : **Association Loi 1901, ONG au Niger**
Structure : **RFE au Niger**
Responsable(s) : **ROUSSEL Marie-Christine (Présidente)**
Adhérents - personnes morales : **50**
Adhérents - personnes physiques : **50**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Appui au développement économique ; Défense des droits ; Enseignement, formation ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Parrainage ; Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Alphabétisation ; Artisanat, petite entreprise ; Développement durable ; Droits de la femme ; Education au développement ; Lutte contre la pauvreté ; Promotion des femmes
- **En France** : Artisanat, petite entreprise ; Bibliothèque ; Crédit-épargne ; Promotion des femmes

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE : NIGER

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Aide, soutien, reconnaissance des droits des femmes au Niger à travers des actions de développement durable et de proximité. Micro-crédits, alphabétisation fonctionnelle, aide matérielle et financière (moulins, puits), appui aux coopératives et groupements féminins.

◆ PARTENAIRES :

REGULIERS : COOPERATIVE NYIA ; COOPERATIVE AZAMANE ; ONG SOLIDARITE ; REF ; ASSOCIATION DES FEMMES JURISTES DU NIGER ; SAINT VINCENT DE PAUL ; COMMUNE DE N'DOUNGA ; CONSEIL REGIONAL DU LIMOUSIN ; LES CONFERENCES

77 FOODFIRST INFORMATION AND ACTION NETWORK - FIAN

Adresse :
Chez Cyril COGNERAS
12, rue d'Aguesseau
87000 LIMOGES

Date de création : **05/06/2001**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Affiliée à : **RESEAU INTERNATIONAL FIAN - RESEAU NATIONAL FIAN**
Responsable(s) : **COGNERAS Cyril (Administrateur)**
Adhérents - personnes morales : **5**
Adhérents - personnes physiques : **50**
Bénévoles en région : **12**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Défense des droits ; Information ; Plaidoyer (Groupe de pression) ; Education au développement ; Etudes, enquêtes, recherche ; Enseignement, formation

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Droits économiques et sociaux ; Lutte contre la pauvreté ; Lutte contre les exclusions ; Accès à l'eau ; Relations économiques internationales ; Développement durable
- **En France** : Production et diffusion de documents ; Education au développement ; Medias ; Relations économiques internationales ; Développement durable

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

AFRIQUE DU SUD ; AMERIQUE CENTRALE ; AMERIQUE LATINE ; BANGLADESH ; GHANA ; INDE ; NEPAL ; PHILIPPINES

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Travailler pour la réalisation du droit à l'alimentation : lutter contre la faim dans une approche en terme de droits humains. Pour cela, FIAN relaye des campagnes de lettres protestant contre les violations du droit à l'alimentation, et contribue au lobbying sur les institutions ayant une incidence en matière de droit à l'alimentation. (gouvernement, institutions internationales). Pour cela, FIAN mène des actions de sensibilisation et



Association 76
Femmes France Niger

Association 77
Foodfirst Information and
Action Network - FIAN



77

FOODFIRST INFORMATION AND ACTION NETWORK - FIAN

d'information du grand public et des publics experts, et cherche à mobiliser les personnes pour des actions citoyennes, demandant la réalisation des droits humains.

◆ PUBLICATIONS :

«Le repère du FIANiste» (trimestriel.)

◆ PARTENAIRES :

GROUPES LOCAUX ET SECTIONS NATIONALES DE FIAN DANS LE MONDE ; LA VIA CAMPESINA ; RESEAU DE DROITS HUMAINS ; MOUVEMENT PAYSAN ET MILITANT

78

FRANCE AMERIQUE LATINE - FAL

Adresse :

Chez Paloma Leon
16 avenue Léon Betoulle - 87350 PANAZOL
Tel : 08 71 40 10 04
Courriel : fal_limousin@yahoo.fr
Accueil du public : Contact téléphonique - réunion mensuelle à l'Ecole du Mas-Neuf

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Régionale**

Affiliée à : **FRANCE AMERIQUE LATINE (Nationale)**

Responsable(s) : **LEON Paloma (Présidente)**

Adhérents - personnes physiques : **45**

Bénévoles en région : **15**

Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Appui au développement économique ; Collecte de fonds ; Défense des droits ; Envoi en nature ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Information

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Aménagement de l'espace rural ; Développement international ; Prévention, soins de santé primaires, Pmi

- **En France** : Appui à la démocratisation ; Commerce équitable ; Droits de l'homme ; Géopolitique des conflits ; Libertés d'expression ; Production et diffusion de documents ; Promotion de la culture

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

AMERIQUE LATINE ; CHILI

◆ LOCALISATION : CHILI: IXème Région

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Porter à la connaissance du peuple français la situation culturelle, économique, sociale, politique et la défense des droits de l'Homme en Amérique Latine : conférence, projections de films, débat et aides aux micro-projets agricoles. Facilitation de stages professionnels dans le domaine paramédical en milieu amérindien mapuche (Chili).

◆ PUBLICATIONS :

FAL Magazine (revue nationale mensuelle)

◆ PARTENAIRES :

REGULIERS : MDH ; ECI ; QUETZAL MONT DE MARSAN ; ETICOMUNDO MARSEILLE

79

FRANCE CEI ET ETATS BALTES

Adresse :
11, Place Jean-Marie Dauzier
19100 BRIVE
Tel : 05 55 23 25 18
Accueil du public : Accueil hebdomadaire

Date de création : **1946**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Adhérents - personnes morales : **120**
Bénévoles en région : **2-3**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Action culturelle

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Enseignements, cours de Russe. Echange avec diverses républiques de l'ancienne U.R.S.S. - Cinéma russe (Acteurs et réalisateurs)

80

FRANCE CEI ETATS BALTES

Adresse :
Comité d'Ussel
19, rue du Général de Gaulle
19200 USSEL
Tel : 05 55 72 11 33

Date de création : **1972**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **Comité départemental**
Responsable(s) : **ABBE RUGE Ferdinand (Coprésident départemental)**
Adhérents - personnes morales : **119**
Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Action culturelle

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

RUSSIE ; anciens pays de l'URSS

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Echanges avec les pays de l'Est (Russie, ex-URSS). Renforcer les liens avec les professeurs de ces pays enseignant chez eux notre langue française. Contact avec les ambassades de ces pays en France. Accueillir les groupes chants et danses de ces pays liens d'amitié et voyages.



81

FRANCE PROCHE ORIENT - FPO

Adresse :
2, place Albert faucher - 19000 TULLE
Tel : 05 55 20 04 60
Fax : 05 55 20 04 66
Courriel : info@franceprocheorient.com
Site Web : www.franceprocheorient.com

Date de création : **18/08/2001**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Internationale**
Responsable(s) : **CHEBIB Alexis (Président) ; BERTRAND Georges (Secrétaire général) ; POUGET Denis (Trésorier)**
Adhérents - personnes morales : **250**
Adhérents - personnes physiques : **60**
Bénévoles en région : **18**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Information ; Enseignement, formation ; Voyage d'études ; Action socioculturelle ; Action médicale ; Plaidoyer (Groupe de pression)

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Echange culturel ; Promotion de la culture ; Enseignement supérieur
- **En France** : Echange culturel ; Promotion de la culture ; Géopolitique des conflits

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

FRANCE ; SYRIE

◆ LOCALISATION :

FRANCE : TULLE; BRIVE; PARIS; CAEN.
SYRIE : ALEP; DAMAS.

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Dans une conception laïque et apolitique, l'association a pour but de susciter et promouvoir les échanges de nature à contribuer au rapprochement avec le Proche-Orient. Elle a des dimensions départementales, régionales, nationales et internationales.

◆ PARTENAIRES :

VILLE DE TULLE; MUSEE DE CLOITRE TULLE;
CENTRE ANTI-CANCEREUX DE CAEN;
UNIVERSITE D'AUP EN SYRIE

82

GESTES POUR L'HYGIENE, CONTRE L'ILLETRISME ET LA MALNUTRITION EN AFRIQUE DE L'OUEST - GHIMAO

Adresse :
40, rue Jean Jacques Rousseau
19000 TULLE
Tel : 06 83 23 20 96
Site Web : [en création] : www.ghimao.org

Date de création : **30/06/2008**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Responsable : **FONTENEAU Gérard (Vice-Président)**
Adhérents - personnes morales : **2**
Adhérents - personnes physiques : **9**
Bénévoles en région : **4**
Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Réalisation de projets ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Appui au développement économique ; Assistance technique ; Action socioculturelle ; Transfert de technologie

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Malnutrition ; Alphabétisation ; Promotion ou insertion de la jeunesse ; Lutte contre la pauvreté ; Protection de l'environnement ; Education de base

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BENIN

◆ LOCALISATION :

PROVINCE DE L'ATACORA DOLIGA, HOPITAL ST JEAN DE DIEU ET SES 17 DISPENSAIRES

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Contribuer à la réalisation de projets consistant à améliorer les conditions de vie des malades, en particulier des enfants, à l'hôpital St Jean de Dieu à Tangueta au Bénin, et dans 17 dispensaires de la région, dont il est référent.

◆ PUBLICATIONS :

Prochainement, une newsletter sur le site

◆ PARTENAIRES :

HOPITAL CONFESIONNEL ST JEAN DE DIEU AU BENIN (REGULIER); LYCEE AGRICOLE DE ROUILLON DANS LA SARTHE (PONCTUEL)



Association 81
France Proche Orient - FPO

Association 82
GHIMAO



83 GROUPEMENT DES AGROBIOLOGISTES DU LIMOUSIN - GABLIM

Adresse :
4, rue Thomas Edison
87220 FEYTIAT
Tél: 05 55 31 86 80
Fax: 05 55 30 32 75
Courriel : gablim@orange.fr
Site Web : www.gablim.com
Accueil du public : Du lundi au vendredi de 9h à 17h.

Date de création : **1990**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Affiliée à : **SAUVEZ LA BIO ; FNAB ; RESEAU RAD**
Responsable(s) : **GUERREIRO Mikaël (Coordinateur)**
Adhérents - personnes physiques : **270**
Salariés en région : **9**
Budget : **de 150 000 à moins de 450 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Assistance technique ; Etudes, enquêtes, recherche ; Envoi de volontaires ; Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **En France** : Agriculture et agroforesterie ; Information, communication ; Appui à la commercialisation ; Protection de l'environnement ; Politique d'aide au développement ; Formation professionnelle

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BURKINA FASO

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Développement et promotion de l'agriculture biologique en Limousin

◆ PUBLICATIONS :

«La feuille bio du Limousin» (Mensuel), «Tech Innov» (trimestriel), «Suivez le Guide Bio du Limousin» (tous les 2 ans), «Entrez dans les fermes Bio du Limousin», «Guide des animations pédagogiques»

◆ PARTENAIRES :

CHAMBRE D'AGRICULTURE ; RAD ; COLLECTIVITES LOCALES ; LYCEE AGRICOLES ; AGENCE DE L'EAU ; RESEAU FNAB

84 GROUPEMENT DES RETRAITES EDUCATEURS SANS FRONTIERES - GREF

Adresse :
Chez Mme BOURY Liliane
Le Bois Raynaud
87700 SAINT MARTIN LE VIEUX
Tel : 05 55 39 13 02
Courriel : secretariat@gref.asso.fr
Site Web : www.gref.asso.fr

Date de création : **13/06/1990**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Affiliée à : **SOLIDARITE LAIQUE ; COORDINATION SUD ; REPTA ; COIRADE - GREF NATIONAL**
Responsable(s) : **BOURY Liliane (Déléguée régionale adjointe)**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Enseignement, formation ; Education au développement ; Défense des droits

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Action culturelle ; Action sociale ; Développement international ; Développement rural ; Education formation ; Etat et défense des droits ; Information, communication ; Santé et hygiène

- **En France** : Alphabétisation ; Appui aux médiateurs sociaux ; Education au développement ; Education formation ; Information, communication ; Lutte contre le racisme

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

AFRIQUE ; AMERIQUE LATINE ; ASIE ; MOYEN ORIENT

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Le GREF participe à la formation de projets, à la formation des acteurs du projet, à la création d'outils, dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la citoyenneté.

◆ PUBLICATIONS :

«Gref info» [semestriel]



Association 83
Groupement des
Agrobiologiste du Limousin
- GABLIM

Association 84
Groupement des Retraités
Educatrices sans Frontières
- GREF



85

INGENIEURS SANS FRONTIERE - ISF LIMOGES

Adresse :
ENSIL -
Ester technopole
16 rue Atlantis - BP 6804
87068 LIMOGES CEDEX
Tel : 05 55 42 36 70
Courriel : isf.limoges@gmail.com
Site Web : isflimoges.blogspot.com
Accueil du public : Du Lundi au Vendredi de 8h à 18h (sur rendez-vous)

durable, au Sud, actuellement dans le cadre du partenariat Limousin-Oubritenga avec le conseil régional.

◆ PUBLICATIONS :
Alteractif (biannuel)

◆ PARTENAIRES :
CONSEIL REGIONAL DU LIMOUSIN ET SES PARTENAIRES; CAT (Oubritenga); PSEAU; COLLECTIF DE L'ETIQUE SUR L'ETIQUETTE

Date de création : **1998**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **Fédération nationale des ingénieurs sans frontières**
Responsable(s) : **BRACONNOT Hélène (Présidente); MARCHAND Estelle (Trésorière); ALFARO Blanca (Secrétaire)**
Adhérents - personnes physiques : **12**
Bénévoles en région : **20**
Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :
Soutien logistique ; Education au développement ; Etudes, enquêtes, recherche

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :
- **A l'étranger** : Eau et assainissement ; Développement durable ; Education au développement ; Politique d'aide au développement ; Echange culturel
- **En France** : Education au développement ; Echange culturel

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :
BURKINA FASO ; FRANCE

◆ LOCALISATION :
FRANCE : LIMOGES.
BURKINA FASO : ZINIARE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :
Notre association est organisée selon deux volets : Un aspect éducation au développement au Nord avec la promotion du commerce équitable, projection de films et au débat au sein de l'ENSIL (Ecole d'ingénieur qui accueille l'ISF Limoges), des interventions dans les écoles... Un projet de développement



Association 85

Ingénieurs Sans Frontière - ISF Limoges

Adresse :

5, rue de la Cité
87002 Cedex 1 LIMOGES
Tel : 05 55 34 41 25
Fax : 05 55 34 81 97
Courriel : iesf@iesf-limoges.com
Site Web : www.iesf-limoges.com

Date de création : **29/06/1939**Forme juridique : **Association Loi 1901**Structure : **Régionale**

Affiliée à : **ASSOCIATION FRANCAISE
DES ORGANISMES DE FORMATION ET
DE RECHERCHE EN TRAVAIL SOCIAL
(AFORTS) ; UNION REGIONALE INTER-
FEDERATIVE DES ORGANISMES PRIVES
SANITAIRES ET SOCIAUX(URIOPSS)**

Responsable(s) : **GAY-BELLELE Bernard
(Président) ; GROCHE Marcel (Directeur)**

Adhérents - personnes morales : **24**Adhérents - personnes physiques : **31**Salariés en région : **83**Budget : **de 2 M à moins de 7,6 M d'euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Enseignement, formation ; Réalisation de projets ;
Transfert de technologie

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Education de base ; Enseignement
supérieur ; Enseignement technique ; Formation
permanente ; Lutte contre les exclusions
- **En France** : Crédit-épargne ; Economie solidaire ;
Education de base ; Energie ; Promotion des femmes

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE : NIGER ; GUINEE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Formation et professionnalisation des intervenants
sociaux (auxiliaires de vie sociale, conseillers ESF,
experts de l'intervention sociale). Lutte contre
l'illétrisme et les exclusions. Développement de
l'économie sociale familiale en Afrique de l'Ouest et en
Polynésie Française.

◆ PUBLICATIONS : «Forum» (trimestriel).

◆ PARTENAIRES :

REGULIERS : ASSOCIATION RANA LIMOGES ;
ASSOCIATION ALIS LIMOGES ; ASSOCIATION
D'AIDE AUX PAYS FRANCOPHONES

Adresse :

La Forge de Jacques
87440 PENSOL
Tel : 05 55 71 40 25
Courriel : kankele@orange.fr
Site Web : www.kankele.org

Date de création : **27/02/2008**Forme juridique : **Association Loi 1901**Structure : **International**

Responsable(s) : **BAILLEUL Lucette
(Présidente) ; DUCHEMIN André (Secrétaire) ;
PATIN Jean-Jacques (Trésorier)**

Adhérents - personnes physiques : **120**Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Réalisation de projets ; Appui au développement
économique ; Parrainage ; Education au
développement

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Développement durable ;
Artisanat, petite entreprise ; Commerce équitable ;
Lutte contre la pauvreté ; Promotion des femmes ;
Parrainage éducatif

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BURKINA FASO

◆ LOCALISATION :

Région de Houët, Toussiana, Bobo Dioulasso

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

L'association a pour objet d'apporter son aide
dans le domaine humanitaire, à la motivation
du projet d'intérêt collectif visant à améliorer
les conditions de vie en milieu rural, à générer
des emplois, à favoriser l'alphabétisation, le
parrainage de scolarisation et la prise en charge
de la santé, dans le respect des traditions locales.



Adresse :
 Chez Mme LONGOUR Raymonde
 Rue Paul Louis Grenier
 23000 GUERET
 Tel : 05 55 52 00 10
 Fax : 05 55 52 03 27
 Courriel : raymonde.longoux@wanadoo.fr
 Site Web : le-fil-de-l-amitie-en-croatie.
 ifrance.com

Date de création : **11/05/1999**
 Forme juridique : **Association Loi 1901**
 Structure : **Nationale**
 Responsable(s) : **LONGOUR Raymonde (Présidente); TISCIER Geneviève (Secrétaire); ROUCHON Gérard (Trésorier)**
 Adhérents - personnes physiques : **22**
 Bénévoles en région : **22**
 Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Assistance technique ; Appui au développement économique ; Action socioculturelle ; Envoi de volontaires ; Soutien logistique ; Envoi en nature

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Equipement collectif ; Artisanat, petite entreprise ; Création artistique ; Bibliothèque ; Politique d'aide au développement ; Centre de documentation

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

CROATIE ; ROUMANIE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Aider moralement et matériellement des personnes nécessitant une aide, originaires des pays de l'Europe du sud-est. Transmission de savoirs et savoirs-faire. Echanges culturels dans l'esprit de la francophonie. Apports de livres.

◆ PARTENAIRES :

ATELIER DESA A DUBROVNIK; AMBASSADE DE ZAGREB; CENTRE CULTUREL DE TIMISOARA; PROFESSEURS DE FRANCAIS

Adresse :
 Chez Sylvain DESROUSSEAUX
 19, rue Jean Chambras
 19470 LE LONZAC
 Tel : 06 78 08 47 59
 Courriel : desroussyl@yahoo.fr

Date de création : **28/02/2006**
 Forme juridique : **Association Loi 1901**
 Structure : **Internationale**
 Affiliée à : **RESEAU REPER**
 Responsable(s) : **KAYE création (Présidente); DESROUSSEAUX Sylvain (Secrétaire)**
 Adhérents - personnes physiques : **8**
 Bénévoles en région : **4**
 Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Parrainage ; Action socioculturelle ; Education au développement ; Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Parrainage éducatif ; Production culturelle ; Promotion ou insertion de la jeunesse ; Bibliothèque
 - **En France** : Education au développement

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

TOGO

◆ LOCALISATION :

LOME

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Soutien aux actions d'Elavanio Togo : parrainage d'enfants, mise en place d'ateliers culturels et éducatifs (arts plastiques, photo, théâtre...). Création d'un foyer d'accueil et d'insertion à Lomé. Tous les projets se réalisent dans les mêmes objectifs de lutte pour les droits des enfants.

◆ PUBLICATIONS :

REPER, le bulletin (tous les 4 mois)

◆ PARTENAIRES :

REGULIERS : ELAVANIO TOGO, LOME; CONSTELLATION ART, ST MICHEL DE MAURIENNE. PONCTUEL : TOGO 19, BRIVE



90 LES AMIS DE JAYYOUS

Adresse :
BREUIL Dominique
15, rue Charles Fourier
19100 BRIVE
Tel : 05 55 87 76 30
Courriel : domij-jacques@voila.fr

Date de création : **14/10/2003**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Internationale**
Affiliée à : **GSO ; Planète Paix Collectif du 10 Décembre.**
Responsable(s) : **BREUIL Dominique ; ARCONDEGUY Jean-Jacques**
Adhérents - personnes morales : **2**
Adhérents - personnes physiques : **100**
Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Information ; Défense des droits ; Action socioculturelle ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Commerce ; Jumelage

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Droits de l'homme ; Etat et défense des droits ; Lutte contre le racisme
- **En France** : Information, communication ; Etat et défense des droits ; Action culturelle ; Activités économiques ; Intervention d'urgence

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

PALESTINE

◆ LOCALISATION :

PALESTINE : JAYYOUS

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Information et soutien de la résistance palestinienne.

◆ PUBLICATIONS :

«Info Jayyous», (Trimestriel)

◆ PARTENAIRES :

GSO (Grand Sud-Ouest); GROUPEMENT D'ASSOCIATIONS MILITANTES POUR LA PALESTINE

91 LES AMIS DE L'ECOLE NORMALE D'INSTITUTEURS POUR JARDINS D'ENFANTS, FRANCE-TOGO. LES AMIS DE L'ENIJE, FRANCE/TOGO

Adresse :
Chez M. et Mme DUBOIS
6, rue Martial Brigouleix
19100 BRIVE LA GAILLARDE
Tel : 05 55 86 92 41
Courriel : amis-enije@free.fr

Date de création : **02/12/1999**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Affiliée à : **LES AMIS DE L'ENIJE (VENDEE)**
Antenne(s) en France : **3**
Responsable(s) : **DUBOIS Colette (Présidente).**
Adhérents - personnes physiques : **28**
Bénévoles en France : **15**
Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Collecte de fonds ; Enseignement, formation ; Envoi en nature ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Parrainage

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Education de base ; Parrainage éducatif ; Enseignement général ; Enseignement technique ; Formation professionnelle ; Promotion des femmes ; Promotion ou insertion de la jeunesse ; Protection de l'enfance

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

TOGO

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

- Aider à la construction de jardins d'enfants et à leur aménagement.
- Aider à la scolarisation du plus grand nombre d'enfants togolais.
- Aider à l'approvisionnement de la bibliothèque de l'ENIJE en ouvrages de qualité.
- Aider à la rédaction et à l'édition au Togo de livres scolaires.
- Favoriser la formation des enseignants en aidant la création d'écoles d'application pour les enseignants en formation.
- Favoriser des échanges d'enseignants en formation pour des stages en responsabilité.
- Développer la correspondance scolaire



Association 90
Les Amis de Jayyous

Association 91
Les Amis de l'ENIJE -
France / Togo



91

LES AMIS DE L'ÉCOLE NORMALE D'INSTITUTEURS POUR JARDINS D'ENFANTS, FRANCE-TOGO. LES AMIS DE L'ÉNIJE, FRANCE/TOGO

entre écoles françaises et togolaises. Dans le cas du parrainage d'enfants : accompagner les enfants jusqu'à leur autonomie complète.
- Accompagner des adolescents et des jeunes adultes dans leur formation.

◆ PARTENAIRES :

LE FOYER DE GRENELLE (Paris); COMITE D'AIDE AUX ENFANTS DEMUNIS (Kpalimé et Lomé, TOGO); MAIRIE DE KPALIME (TOGO); EDUCATION NATIONALE (TOGO); MAIRIE DE BRIVE; REGION PAYS DE LOIRE

92

LES FRANCOPHONIES EN LIMOUSIN

Adresse :

11, avenue du Général De Gaulle
87000 LIMOGES

Tel : 05 55 10 90 10

Fax : 05 55 77 04 72

Courriel : accueil@lesfrancophonies.com

Site Web : www.lesfrancophonies.com

Accueil du public : Toute l'année sauf du 25/12 au 01/01

Date de création : **10/05/1984**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Nationale, locale, régionale et internationale.**

Responsable(s) : **SEVESTRE Marie-Agnès (Directrice)**

Adhérents - personnes morales : **6**

Adhérents - personnes physiques : **10**

Salariés en région : **7 permanents + 70 salariés pendant le festival.**

Budget : **de 450 000 à moins de 2 M d'euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Assistance technique ; Enseignement, formation ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Action culturelle ; Création artistique ; Echange culturel ; Production culturelle ; Promotion de la culture

- **En France** : Action culturelle ; Création artistique ; Echange culturel ; Production culturelle ; Promotion de la culture

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Organisation d'un festival international, francophone et contemporain : théâtre, danse et musique. Accueil en résidence d'écriture d'auteurs francophones.

◆ PUBLICATIONS :

«Zébrures», lettre d'information Internet (trimestrielle), «programme du festival»(au mois d'août de chaque année).



Association 91
Les Amis de l'ÉNIJE -
France / Togo

Association 92
Les Francophonie en Limousin



93 LES POTES EN LIMOUSIN

Adresse :

Maison des associations de Beaubreuil -
Maison des potes des femmes et de la mixité
4, allée Fabre d'Eglantine - 7ème étage,
bureau n°70
87280 LIMOGES-BEAUBREUIL
Tel : 05 55 35 15 65 / Fax : 05 55 35 16 51
Courriel : sos.racisme87@wanadoo.fr
Site Web : maisondelamixite.over-blog.com
Accueil du public : Du lundi au samedi de 10h00 à
17h00 et sur rendez-vous.

Date de création : **15/11/1990**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Régionale**

Affiliée à : **DEUX PEUPLES, DEUX ETATS ; SAVE
DARFUR ; SOS SANS PAPIERS - SOS RACISME /
TOUCHE PAS A MON POTE ; FEDERATION
NATIONALE DES MAISONS DES POTES ET DE
LA MIXITE ; FADERATION NATIONALE DES
BANLIEUES DU MONDE ; GROUPE D'INFORMATION
ET DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS IMMIGRES**

Antenne(s) régionale(s) : **6**

Responsable(s) : **MATHIEU Hugues (Président) ;
CHARLES Marie Hélène (Correspondante Creuse) ;
DA CUNHA Michel (Correspondant Corrèze)**

Adhérents - personnes physiques : **102**

Bénévoles en région : **306**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Plaidoyer (Groupe de pression) ; Envoi de volontaires ;
Chantiers ; Action socioculturelle ; Enseignement,
formation ; Appui au développement économique ;
Voyages militants

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE : SENEGAL

◆ LOCALISATION :

SENEGAL DAKAR ; ST LOUIS ; MALA ; CAMPS DE
DEPLACES NOIRS MAURITANIENS

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Luttes contre toutes les formes de discriminations ;
lutte contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie,
l'hétérophobie, l'homophobie ; le combat pour une
République métissée, le métissage et le brassage
universel. Oeuvrer pour la mixité homme/femme,
pour la citoyenneté et l'égalité de droits. Agir pour
le co-développement écologique et durable et pour
la paix. Accueil juridique et accompagnement
social des demandeurs d'asile statutaire et
domiciliation administrative de ceux-ci. Accueil et
accompagnement des migrants.

94 LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - FEDERATION DES ASSOCIATIONS LAIQUES DE LA CORREZE FAL 19

Adresse :

4, impasse Pièce Saint Avid - BP123
19100 BRIVE
Tel : 05 55 26 42 12
Fax : 05 55 26 82 61
Accueil du public : Du lundi au vendredi de 9h00 à
12h15 et de 14h00 à 18h00.

Date de création : **1927**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Départementale**

Affiliée à : **UFOLIM ; LIGUE DE
L'ENSEIGNEMENT - CENTRE CONFEDERAL
DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT**

Antenne(s) régionale(s) : **3 : 1 / département**

Responsable(s) : **LERESTEUX Patrick
(Secrétaire Général)**

Adhérents - personnes morales : **407 associations**

Adhérents - personnes physiques : **13.000**

Salariés en région : **16**

Budget : **de 450 000 à moins de 2 M d'euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Enseignement,
formation ; Information ; Soutien logistique ;
Tenue d'un fichier

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **En France** : Action culturelle ; Action
sociale ; Appui à la décentralisation ; Campagne
d'opinion ; Centre de documentation ;
Développement durable ; Droits de l'enfant ;
Droits de l'homme ; Education formation ;
Environnement ; Information, communication ;
Lutte contre le racisme ; Mobilisation des
médias ; Production culturelle ; Promotion de la
culture ; Protection de l'environnement

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

AFRIQUE ; EUROPE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Mouvement de jeunesse et d'éducation. Fédérer
les associations. Promouvoir la laïcité. Favoriser
l'accès à la culture et aux loisirs éducatifs.

◆ PUBLICATIONS :

«Les idées en mouvement» (mensuel).



Association 93
Les Potes en Limousin

Association 94
Ligue de l'Enseignement
Fédération des Associations
Laiques de la Corrèze - FAL19



95

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT, FÉDÉRATION DE LA HAUTE VIENNE - FOL 87

Adresse :
22, rue du Lieutenant Meynieux
87000 LIMOGES
Tel : 05 55 03 36 13
Fax : 05 55 79 08 42
Courriel : fol87@laligue.org
Site Web : www.laligue.org
Accueil du public : du lundi au vendredi de
8h30 à 12h15 et de 13h15 à 17h30

Date de création : **04/12/1932**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT**
Antennes régionales : **FOL 87 ; FAL 19 ; FOL 23**
Responsable(s) : **ANACLET Bernard (Président) ; THOMAS Bruno (Directeur Général des Services) ; M. LERESTEUX (Président de l'Union des Fédérations des Oeuvres Laïques du Limousin - UFOLIM)**
Adhérents - personnes morales : **335**
Adhérents - personnes physiques : **17226**
Salariés en région : **999**
Budget : **de 2 M à moins de 7,6 M d'euros**

◆ **TYPES D'ACTIVITÉS :**
Collecte de fonds ; Enseignement, formation ;
Soutien logistique ; Envoi en nature ;
Réalisation de projets ; Action socioculturelle

◆ **DOMAINES D'INTERVENTION :**
- **A étranger** : Education de base ; Promotion de la culture
- **En France** : Aménagement de l'espace rural ; Politique de la ville ; Tourisme solidaire ; Développement social urbain ; Handicap ; Alphabétisation ; Formation linguistique ; Organisation des systèmes éducatifs ; Promotion de la culture ; Droits de l'homme ; Lutte contre le racisme ; Campagne d'opinion ; Centre de documentation

◆ **ZONE GÉOGRAPHIQUE :**
NIGER

◆ **LOCALISATION :**
PROVINCE DE ZINDER, VILLAGE DE BAOU

◆ **OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :**
Extension des bienfaits de l'École Publique et Laïque. Organisation et gestion départementale des campagnes nationales de solidarité : «Pas d'école, pas d'avenir». Construction d'une école ; accueil de demandeurs d'asiles, aide aux familles migrantes.

◆ **PUBLICATIONS :**
«Les idées en mouvement», mensuel

◆ **PARTENAIRES :**
MAISON DES DROITS DE L'HOMME ; SOS RACISME ; SECOURS POPULAIRE ; RESTO DU COEUR ; MRAP ; SYNDICATS ; SOLIDARITE LAÏQUE ; APF ; RESF



Association 95

Ligue de l'Enseignement, Fédération de la Haute Vienne - FOL 87

Adresse :
Maison des Droits de l'Homme
37, rue Frédéric Mistral
87100 LIMOGES
Tel : 05 55 36 82 12
Courriel : sylviane.gougat@orange.fr
Accueil du public : Maison des droits de l'Homme.

Adresse :
37, Rue Frédéric Mistral
87100 LIMOGES
Tel : 05 55 35 81 24
Fax : 05 55 35 81 64
Courriel : limousin.palestine355@orange.fr
Site Web : www.france-palestine.org

Date de création : **02/2001**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régional**
Affiliée à : **RESEAU FRANCE ALGERIE**
Responsable(s) : **GOUGAT Sylviane (Présidente); RAFFIER Yvette (Secrétaire).**
Adhérents - personnes physiques : **37**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action médicale ; Action socioculturelle ; Collecte de fonds ; Envoi en nature ; Voyage d'études

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Accueil des étrangers
- **En France** : Echange culturel ; Echange scolaire ; Libertés d'expression ; Lutte contre le racisme ; Médicament ; Politique de santé ; Secours aux sinistres

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

ALGERIE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Liens d'amitié concrétisés par des échanges culturels et une solidarité concrète avec des associations en Algérie et des personnes d'origine algérienne vivant en Limousin. Un partenariat plus structuré avec MOSTAGANEM : association des Aveugles de la WILAYA, association des diabétiques, école de SAYADA. Groupes de travail sur LIMOGES pour partenariats.

◆ PUBLICATIONS :

Lettre aux adhérents (trimestrielle).

◆ PARTENAIRES :

ASSOCIATION DES AVEUGLES DE LA WILAYA DE MOSTAGANEM ; ASSOCIATION DES DIABETIQUES ; ECOLE DE SAYADA.

Date de création : **23/06/2000**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Affiliée à : **COLLECTIF DES ASSOCIATIONS DE LA MAISON DES DROITS DE L'HOMME DE LIMOGES - GROUPE LOCALE DE L'ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITE (AFPS)**
Responsable(s) : **JAUBERTEAU Isabelle (Présidente et Trésorière); BEN AMOR Sadok (Vice présidente)**
Adhérents - personnes morales : **54**
Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**
Ressources financières : **Dons, cotisations ou legs de particuliers ; Subvention régionale**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Défense des droits ; Information ; Réalisation de projets ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Jumelage ; Envoi de volontaires

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Droits de l'homme ; Promotion de la culture ; Promotion ou insertion de la jeunesse ; Promotion des femmes ; Echange culturel ; Appui à la démocratisation
- **En France** : Géopolitique des conflits ; Mobilisation des médias ; Echange culturel ; Campagne d'opinion ; Education au développement

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

PALESTINE

◆ LOCALISATION :

PALESTINE : Cisjordanie, Qarawat Bani Zeid

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Campagnes d'information et de sensibilisation des citoyens français sur la situation politique, économique et humaine en Palestine (manifestations, conférences...)



97 LIMOUSIN PALESTINE

Interpellation des élus et Parlementaires, gouvernement français, parlement européen (entrevus, courriers...) Actions de solidarité envers le peuple palestinien, participation à la mise en place du centre Al Diwan pour la culture et le patrimoine en Cisjordanie, vente de produits palestiniens (huile d'olive, céramiques...)

◆ PUBLICATIONS :
Bulletin «Limousin Palestine» (4 fois par ans.)

◆ PARTENAIRES :
MAISON DES DROITS DE L'HOMME; VIVRE A SAINT PRIEST SOUS AIXE (LIMOUSIN); ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITE; ORGANISMES SOCIAUX ET POLITIQUES(LIMOGES)

98 LION'S CLUB BELLAC-GARTEMPE

Adresse :
Mairie -
87300 BELLAC
Tel : 05 55 68 95 32

Date de création : **10/05/1980**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **LION'S CLUB INTERNATIONAL**
Responsable(s) : **LONGEVILLE René (Président)**
Adhérents - personnes physiques : **23**
Bénévoles en région : **18**
Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**
Ressources financières : **Autofinancement, vente et prestation ; Dons, cotisations ou legs de particuliers ; Dons, cotisations ou legs d'entreprises et fondations privées**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :
Action médicale ; Réalisation de projets ; Envoi en nature ; Enseignement, formation ; Education au développement ; Voyage d'études

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :
- **A l'étranger** : Action sociale ; Promotion des femmes ; Santé et hygiène ; Action médicale ; Agriculture et agroforesterie ; Médicament
- **En France** : Action sociale ; Action médicale ; Environnement ; Biodiversité ; Action culturelle ; Promotion de la culture ; Développement durable

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE : GAMBIE

◆ LOCALISATION : GAMBIE : BANJUL, SIFFO

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :
Médico-social, culturel, environnement et développement durable. Le Lion's Club de Bellac conduit depuis plusieurs années une action de coopération internationale avec la Gambie. Envoi d'un container de 63 m3 chaque année de matériel médical, agricole, médicaments, fournitures scolaires, informatique... Ainsi que des ambulances et camions citernes pour les pompiers.

◆ PUBLICATIONS :
Bulletin du Lion's Club de Bellac-Gartempe, mensuel

◆ PARTENAIRES :
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE DE GAMBIE;
MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE GAMBIE;
LION'S CLUB DE BANJUL



Adresse :

Chez Mme LANIQUE - Puychaumeix -
23250 ST HILAIRE LE CHATEAU
Tel : 05 55 64 14 65
Fax : 05 55 64 14 65
Courriel : lumieredafrique2002@yahoo.fr
Accueil du public : Permanence téléphonique le jeudi
de 14h à 16h

Date de création : **07/02/2002**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Régionale**

Responsable(s) : **LANIQUE Ida (Présidente); KONE Nalama (Responsable des Affaires Culturelles et Humanitaires); NOLY Evelynne (Secrétaire)**

Adhérents - personnes physiques : **40**

Bénévoles en région : **6**

Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Information ; Réalisation de projets ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Collecte de fonds

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Lutte contre la pauvreté ; Secours alimentaire ; Parrainage éducatif ; Biodiversité ; Protection de l'environnement ; Echange culturel
- **En France** : Lutte contre les exclusions ; Echange culturel

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE : COTE D'IVOIRE ; GABON ; REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

◆ LOCALISATION :

COTE D'IVOIRE ABIDJAN, GABON LIBREVILLE, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO KINSHASA

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Faire connaître l'Afrique positivement. Partager la culture africaine avec les habitants du Limousin. Rencontres, exposition «Cap sur l'Afrique», Repas car la culture passe aussi par l'assiette. Actions humanitaires en Afrique : Dons et soutien de microprojets, information des jeunes sur les dangers de l'immigration clandestine.

◆ PARTENAIRES :

GAEC JOLITON - ST MICHEL DE CREUSE - EXPO «ART A LA FERME»; LUMIERE D'AFRIQUE ABIDJAN - YOPLIGON - COTE D'IVOIRE; ORPHELINAT NODALIESSE - KINSHASA - RDC; AVENTURE SANS FRONTIERE - LIBREVILLE - GABON

Adresse :

Rue de l'artisanat
19160 NEUVIC D'USSEL
Tel : 05 55 95 82 80
Fax : 05 55 95 04 79
Courriel : ce.0190027b@ac-limoges.fr
Site Web : www.lycee-barbanceys.com
Accueil du public : Lundi au vendredi, de 8h à 18h

Forme juridique : **Lycée ou Collège ou Ecole**

Structure : **Régionale**

Affiliée à : **Rectorat ; Région Limousin**

Responsable(s) : **M. CHAUMEIL (Proviseur)**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Education au développement ; Enseignement, formation ; Etudes, enquêtes, recherche ; Envoi en nature

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Développement durable ; Enseignement technique ; Formation professionnelle ; Echange culturel
- **En France** : Enseignement technique ; Formation professionnelle ; Echange culturel

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :
BENIN

◆ LOCALISATION :
BENIN : ALLADA

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Etude diagnostique de la mécanisation agricole au Bénin (Projet étudiants BTS). Mise en place d'un voire plusieurs centres de formation à la maintenance des matériels agricoles.

◆ PARTENAIRES :
INRAB à l'étranger



101 MAIRIE DE CHAMBERET

Adresse :

1, place de la Mairie
19370 CHAMBERET
Tel : 05 55 98 30 12
Fax : 05 55 98 79 34
Accueil du public : Du lundi au vendredi de
8h30 à 12h30 et de 14h à 17h30 - le samedi
de 9h30 à 12h00

Forme juridique : **Collectivité locale**
Budget : **de 2M à moins de 7,6 M d'euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Jumelage

◆ DOMAINE D'INTERVENTION :

- **En France** : Accès à l'eau ; Aménagement de l'espace rural ; Aménagement du territoire ; Appui à la commercialisation ; Artisanat, petite entreprise ; Développement rural ; Développement urbain ; Eau et assainissement ; Energie ; Environnement ; Handicap ; Promotion ou insertion de la jeunesse

◆ PUBLICATIONS :

«Chamberet Infos» (trois fois par ans.)



Collectivité 101
Mairie de Chamberet

102 MAISON DES DROITS DE L'HOMME - MDH

Adresse :

37, rue Frédéric Mistral - 87100 LIMOGES
Tel : 05 55 35 81 24
Fax : 05 55 35 01 64
Courriel : mdh.limoges@free.fr
Site Web : mdh.limoges.free.fr
Accueil du public : Du mardi au vendredi de
10h30 à 12h30 et de 14h à 17h30

Date de création : **27/11/1997**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Affiliée à : **RESEAU DES LIEUX ASSOCIATIFS DE CREATION ET DE SOLIDARITE (RELACS) ; RESEAU DES CENTRES DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA SOLIDARITE INTERNATIONALE (RITIMO) ; CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CRID) ; CONFERENCE PERMANENTE DES COORDINATIONS ASSOCIATIVES DU LIMOUSIN (CPCA)**
Responsable(s) : **GRIMAL Chantal (Présidente)**
Adhérents - personnes morales : **15**
Adhérents - personnes physiques : **30**
Bénévoles en région : **10**
Salariés en région : **3**
Budget : **de 38 000 à 150 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Défense des droits ; Information ; Education au développement ; Plaidoyer (Groupe de pression) ; Réalisation de projets ; Action socioculturelle

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Géopolitique des conflits ; Droits économiques et sociaux ; Education au développement
- **En France** : Droits de l'homme ; Accueil des étrangers ; Politique de la ville ; Education au développement ; Centre de documentation ; Campagne d'opinion

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

FRANCE ; BRÉSIL

◆ LOCALISATION :

FRANCE : LIMOUSIN

Association 102
Maison des Droits de l'Homme
- MDH



BRESIL : NORDESTE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

- Orientation et appui des personnes en recherche de droits (demandeurs d'asile, sans-papiers, sans logis...) - Sensibilisation à la solidarité internationale et aux droits humains à travers un centre de documentation et des interventions en direction des scolaires et du grand public - Appui aux associations et développement de la concertation entre acteurs de la solidarité internationale - Relations directes avec les communautés indiennes du Nordeste brésilien.

◆ PUBLICATIONS :

«Rencontres Infos» [Mensuel]

Adresse :

La Chapeloune
19150 LAGARDE ENVAL
Tel : 05 55 27 31 78
Courriel : mashikuna@free.fr

Date de création : **29/04/2006**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Responsable(s) : **MIROU Laurent-Gilles (Président) ; ALFARE Caroline (Secrétaire) ; WACHTEL Jeanne (Trésorière) ; ALFARE Aurélien (Porte-parole).**

Adhérents - personnes physiques : **40**

Bénévoles en région : **5**

Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Appui au développement économique ; Collecte de fonds ; Défense des droits ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Politique d'aide au développement

- **En France** : Droits de l'homme ; Droits économiques et sociaux ; Malnutrition ; Politique d'aide au développement ; Production et diffusion de documents

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

EQUATEUR

◆ PARTENAIRES :

FADEQ (FONDATION AIDE ET DEVELOPPEMENT DE QUISAPINCHA) ; FSL



Adresse :
10, rue des Horticulteurs
87000 LIMOGES
Tel : 06 85 88 23 92
Courriel : maxhavelaarlimousin@orange.fr

Adresse :
Mairie de Darnets
Le bourg
19300 DARNETS
Tel : 05 55 93 34 59

Date de création : **01/2005**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Affiliée à : **Max Havelaar France - Montreuil (93)**
Plaisonsable(s) : **DÛPUY Paul (Président)**
Adhérents - personnes physiques : **10**
Bénévoles en région : **10 à 30**
Budget : **de 1500 à 7 600 euros**

Date de création : **15/04/2005**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Responsable(s) : **LECLERCO Nicolas (Président); BAUDEMONT Isabel (Trésorière); BOURREAU Manuel (Secrétaire)**
Adhérents - personnes physiques : **15**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Appui au développement économique ;
Plaidoyer (Groupe de pression) ; Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Agriculture et agroforesterie ; Développement durable
- **En France** : Développement durable ; Campagne d'opinion ; Médias ; Production et diffusion de documents ; Appui à la commercialisation ; Economie solidaire

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

FRANCE ; AMERIQUE LATINE ; OCEANIE ; AFRIQUE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

La promotion du commerce équitable en Limousin et plus particulièrement la promotion du label FAIRETRADE - MAX HAVELAAR, label international garantissant la traçabilité des produits. Cibles : institutionnels, entreprises, grand public, Education Nationale.

◆ PARTENAIRES :

AGRONOMES ET VETERINAIRES SANS FRONTIERES (France); CHAMBRE REGIONALE D'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (Limousin); UNION NATIONALE DES PRODUCTEURS DE COTON DU BURKINA FASO

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Assistance technique ; Education au développement ; Enseignement, formation ; Réalisation de projets ; Soutien logistique

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Action culturelle ; Agriculture et agroforesterie ; Artisanat, petite entreprise ; Commerce équitable ; Droits de l'homme ; Lutte contre la pauvreté
- **En France** : Action culturelle ; Agriculture et agroforesterie ; Artisanat, petite entreprise ; Commerce équitable ; Droits de l'homme ; Lutte contre la pauvreté

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BURKINA FASO

◆ LOCALISATION :

BURKINA FASO OUGADOUGA; ZINIARE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Renforcer les échanges de savoir-faire entre les apiculteurs et d'autres métiers ruraux et urbains, du Limousin et du Burkina Faso. Favoriser les échanges entre les populations, entre les enfants du pays d'Egletons et les enfants du Burkina Faso, échanges intergénérationnels.

◆ PARTENAIRES :

MAIRIE D'EGLETONS; MAIRIE DE DARNETS



106

MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIÉ ENTRE LES PEUPLES - MRAP

Adresse :

28 rue des Papillons
87100 LIMOGES
Tel : 05 55 37 56 91
Fax : 05 55 37 56 91
Courriel : mrap87@wanadoo.fr
Accueil du public : Du lundi au vendredi de 9h à 12h et les mardi et jeudi de 14h30 à 17h

107

MOUVEMENT DE LA PAIX DE LA CORREZE

Adresse :

Maison du Bénévolat
10, Bd Marx Dormoy
19100 BRIVE
Tel : 05 55 87 52 42 ; 05 55 23 11 89
Accueil du public : Maison du bénévolat de Brive :
Lundi et vendredi, de 17h à 19h

Date de création : **12/12/1980**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Départementale**
Affiliée à : **MRAP PARIS**
Responsable(s) : **CHEVASSUS Jacques ; CHABROL Gilbert ; GRANET Gérard**
Adhérents - personnes morales : **3**
Adhérents - personnes physiques : **85**
Bénévoles en région : **18**
Salariés en région : **1**
Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Défense des droits ; Éducation au développement ; Action socioculturelle ; Etudes, enquêtes, recherche ; Information

◆ DOMAINE D'INTERVENTION :

- **En France** : Accueil des étrangers ; Assistance juridique ; Droit d'asile ; Droits de l'enfant ; Droits de l'homme ; Lutte contre le racisme

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE : FRANCE

◆ LOCALISATION : Haute-Vienne

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

- Dénonciation du racisme et des discriminations avec éventuellement constitution de partie civile en justice
- Promotion de l'amitié entre les peuples par la participation aux manifestations, fêtes, kermesses qui s'adressent à tout public et par la «fête de l'Amitié entre les Peuples»

◆ PUBLICATIONS :

Le MRAP en Haute Vienne [8 à 10 numéros par an]

Date de création : **06/1991**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Départementale**

Affiliée à : **FEDERATION MOUVEMENT DE LA PAIX FRANCE**

Antenne(s) régionale(s) : **1 antenne : Comité Départemental de la Creuse (Guéret)**

Responsable(s) : **MAZAUDOUX (Co-Présidente); JUIN (Co-Président); PUYDEBOIS Louis**

[Membre du Conseil National]

Adhérents - personnes morales : **2**

Adhérents - personnes physiques : **115**

Bénévoles en France : **115**

Budget : **1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Etudes, enquêtes, recherche ; Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Géopolitique des conflits ; Accueil des étrangers ; Droits de l'homme ; Lutte contre le racisme ; Campagne d'opinion ; Production et diffusion de documents

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE : SENEGAL

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Mobilisation des médias, information du public, droits de l'Homme, lutte contre le racisme, promotion de la culture de paix de l'UNESCO, lutte contre l'arme nucléaire.

◆ PUBLICATIONS :

«Infos Paix 19» (bimensuel)

◆ PARTENAIRES :

COLLECTIF PLANETE PAIX 19



Association 106

Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuple - MRAP

Association 107

Mouvement de la Paix de la Corrèze



108

MOUVEMENT RURAL DE JEUNESSE CHRETIENNE DU MASSIF CENTRAL - MRJC MASSIF CENTRAL

Adresse :

2, rue des Marronniers
23000 GUERET
Tel : 05 55 41 77 50
Courriel : mrjcregionlim@aol.com
Site Web : <http://mrjc-limousin.ouvaton.org>

Date de création : **16/06/1964**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Nationale**

Affiliée à : **MRJC National**

Antenne(s) régionale(s) : **2**

Responsable(s) : **CHOUVELLA Claire
(Responsable) ; BROSSET Fabien (Permanent)**

Adhérents - personnes morales : **3**

Adhérents - personnes physiques : **50**

Bénévoles en région : **50**

Salariés en région : **3**

Budget : **7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Echange de pratique et culturel ; Education au développement ; Réalisation de projets ; Etudes, enquêtes, recherche ; Plaidoyer [Groupe de pression] ; Chantiers

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Education au développement ; Echange culturel ; Aménagement de l'espace rural ; Développement durable ; Organisation du milieu [formation agricole, organisation paysanne]

- **En France** : Promotion ou insertion de la jeunesse ; Aménagement de l'espace rural ; Education au développement ; Développement durable ; Economie solidaire ; Agriculture et agroforesterie

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

GUATEMALA ; MADAGASCAR ; FRANCE

◆ LOCALISATION :

FRANCE : MASSIF CENTRAL. GUATEMALA : ALTIPLANO

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Former des acteurs locaux par l'éducation populaire. Mise en oeuvre d'actions qui dynamisent les territoires. Permettre à des groupes ou à des individus de réfléchir aux questions de l'international et à se former pour des échanges internationaux. Permettre d'inscrire un partenariat avec des organisations internationales.

◆ PUBLICATIONS :

«Les infos du MRJC» (Trimestriel.)

◆ PARTENAIRES :

COMITE CAMPESINO DEL ALTIPLANO (GUATEMALA, VANONA, MADAGASCAR)



Association 108

Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne du Massif Central -
MRJC Massif Central

109

NI PUTES NI SOUMISES 87 - NPNS 87

Adresse :
Maison de la Mixité
4, Allée Fabre d'Eglantine
87280 LIMOGES
Tel : 05 55 35 15 65
Courriel : npns87@wanadoo.fr
Site Web : maisondelamixite.over-blog.com
Accueil du public : Mercredi et samedi de 10h à 17h

Date de création : **24/02/2004**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Affiliée à : **Ni Putes Ni Soumises ; Fédération Nationale des Maisons des Potes - Ni Putes Ni Soumises**
Responsable(s) : **MENTEUR Rachida (Présidente)**
Adhérents - personnes morales : **1**
Adhérents - personnes physiques : **49**
Bénévoles en région : **10**
Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ **TYPES D'ACTIVITÉS :**
Enseignement, formation

◆ **DOMAINES D'INTERVENTION :**
- **A l'étranger :** Droits de la femme ; Promotion des femmes ; Lutte contre les exclusions ; Droits économiques et sociaux ; Mobilisation des médias ; Education de base
- **En France :** Droits de la femme ; Promotion des femmes ; Lutte contre les exclusions ; Droits économiques et sociaux ; Mobilisation des médias ; Education de base

◆ **ZONE GÉOGRAPHIQUE :**
MAROC

◆ **LOCALISATION :**
(Scolarisation des filles dans le Maroc rural)

◆ **OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :**
Laïcité, violences faites aux femmes, lutte contre les discriminations, respect et mixité.

110

OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU - OIEAU

Adresse :
22, rue Edouard Chamberland - 87065
LIMOGES CEDEX
Tel : 05 55 11 47 70
Fax : 05 55 11 47 01
Courriel : cnfme@oieau.fr
Site Web : www.oieau.fr

Date de création : **13/09/1991**
Forme juridique : **Association Loi 1901 reconnue d'utilité publique**
Structure : **Internationale**
Affiliée à : **ACTEURS PUBLICS FRANCAIS DE L'EAU**
Antenne(s) régionale(s) : **2**
Responsable(s) : **PREUX Dominique (Directeur du service de formation et d'information)**
Salariés en région : **100**
Budget : **de 2 M à moins de 7,6 M d'euros**

◆ **TYPES D'ACTIVITÉS :**
Appui institutionnel ; Enseignement, formation ; Etudes, enquêtes, recherche

◆ **DOMAINES D'INTERVENTION :**
- **A l'étranger :** Eau et assainissement ; Développement durable ; Centre de documentation ; Formation professionnelle ; NTIC
- **En France :** Formation professionnelle ; Production et diffusion de documents

◆ **OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :**
Formations dans le domaine de l'eau et diffusion d'informations sur l'eau.

◆ **PUBLICATIONS :**
«Information eaux» (Bimestriel),
«Les nouvelles» (Annuel).



Association 108
Ni Putes Ni Soumises 87
- NPNS 87

Association 110
Office Internationale de l'Eau
- OIEAU



111 PERSEPOLIS

Adresse :
39, rue d'Antony
87000 LIMOGES
Tel : 05 55 77 40 49
Courriel : mitra_tayrani@yahoo.fr

Date de création : **06/08/2004**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Responsable(s) : **TAYRANI Mitra (Présidente);**
Adhérents - personnes physiques : **15**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Etudes, enquêtes, recherche ; Voyage d'études

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **En France** : Création artistique ; Echange culturel ; Production culturelle ; Promotion de la culture

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE : FRANCE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Echanges culturels franco-iranien.
Faire connaître les aspects culturels d'Iran.



112 PHARMACIENS SANS FRONTIÈRES 19 - PSF 19

Adresse :
Chez BOURLEYRE, Isabelle
19, avenue du Général Leclerc
19100 BRIVE
Tel : 05 55 74 18 07
Fax : 05 55 74 18 07
Courriel : isabelle.bourleyre@wanadoo.fr

Date de création : **28/01/1994**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Responsable(s) : **BOURLEYRE Isabelle (Présidente); CHAPON Bernard (Vice-Président); MOAILLETAS Daniel (Trésorier)**
Adhérents - personnes physiques : **24**
Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action médicale

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Action médicale ; Médicament ; Politique d'aide au développement
- **En France** : Infrastructure sanitaire ; Médicament ; Politique d'aide au développement ; Politique de santé ; Prévention, soins de santé primaires, PMI

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE : CAP VERT

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Association humanitaire ayant pour objet de promouvoir l'usage rationnel des médicaments dans l'intérêt de la santé publique. Assurer à tous l'accès des soins dans le domaine pharmaceutique.

◆ PUBLICATIONS :

Rapport annuel d'activités.

◆ Partenaires :

REGULIER : PSF 63



113

POMPIERS DE L'URGENCE INTERNATIONALE - PUI

Adresse :

Centre de Secours Principal de Limoges
86, boulevard du Mas Boujol
87000 LIMOGES
Tel : 05 55 12 80 61
Fax : 05 55 12 80 60
Courriel : pompiers.urgence@aliceadsl.fr
Site Web : www.pompiers-urgence.org
Accueil du public : En permanence.

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Internationale**

Antenne(s) régionale(s) : **2 antennes : Région Limousin, Région Centre ; antenne à SKOPJE (MACEDOINE)**

Responsable(s) : **BESSON Philippe (Président)**

Adhérents - personnes physiques : **76**

Bénévoles en région : **76**

Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Aide d'urgence ; Action médicale ; Enseignement, formation ; Prévention ; Transfert de technologie

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Médecine d'urgence ; Formation professionnelle ; Secours aux sinistres ; Enseignement général ; Assistance aux réfugiés et déplacés ; Secours alimentaire ; Logistique ; Prévention des risques

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

CHILI ; TURQUIE ; SERBIE ; PAKISTAN ; MARTINIQUE ; INDONESIE ; GAMBIE ; HAITI ; KOSOVO ; MACEDOINE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

- Secours d'urgence suite à des catastrophes naturelles - Formation des acteurs de sécurité civile à l'étranger - Aide humanitaire - Transfert de compétences et de matériel en faveur des sapeurs pompiers de pays émergents.

◆ PUBLICATIONS : «News Letter» (trimestriel)

◆ PARTENAIRES :

REGULIERS : LYCEE SAINT JOSEPH (Istanbul, Turquie); FONDATION SALIK (Pakistan); MINISTERE DE L'INTERIEUR (Gambie); UNESCO ASPRIM (Martinique); SECOURS POPULAIRE

114

PREPARONS L'AFRIQUE DU NOUVEAU MILLENAIRE - PANM

Adresse :

26 rue Eugène Varlin - BP 870
87016 LIMOGES CEDEX
Tel : 05 55 31 79 32

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Responsable(s) : **SAUVAGE Daniel (Président); GUITARD Michèle (Trésorière)**
Bénévoles en région : **3**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Envoi en nature ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Réalisation de projets

◆ DOMAINE D'INTERVENTION :

- **En France** : Education de base ; Malnutrition ; Bibliothèque ; Médicament

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BURKINA FASO

◆ LOCALISATION :

BURKINA FASO : KONGOUSSI

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Aide matérielle à une école située à KONGOUSSI au BURKINA FASO.



Association 113
Pompiers de l'Urgence
Internationale - PUI

Association 114
Preparons l'Afrique du
Nouveau Millénaire - PANM



115

RANA «LE SOLEIL»

Adresse :
14, rue Auguste Renoir
87000 LIMOGES
Tel : 05 55 10 22 69
Courriel : associationrana@yahoo.fr
Site Web : www.rananiger.info
Accueil du public : Contacts téléphoniques ou par emails.

◆ PARTENAIRES :
IESF (LIMOGES); ALIS (LIMOGES); COMMUNE DE CHATEAUX CHERVIX; CONSEIL REGIONAL DU LIMOUSIN; FOLHS (VIENNE); CREDIT AGRICOLE DU LIMOUSIN; ACCUEIL PAYSAN; VILLE D'AUCH; ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

Date de création : 20/12/2001
Forme juridique : Association Loi 1901
Structure : Régionale
Affiliée à : FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES de la Haute-Vienne; LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT; COLLECTIF NIGER / LIMOUSIN
Responsable(s) : SICARD Angèle (Présidente); LECADET Sylvie (Trésorière); FLISSEAU Claire (Secrétaire).
Adhérents - personnes physiques : 40
Bénévoles en région : 25
Budget : de 7 600 à 38 000 euros

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :
Appui au développement économique ;
Education au développement ; Enseignement, formation ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Jumelage ;
Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :
- En France : Agriculture et agroforesterie ;
Crédit-épargne ; Développement durable ;
Energie ; Lutte contre la pauvreté ;
Organisation des systèmes éducatifs

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :
NIGER

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :
Mettre en oeuvre des projets de coopération entre la France et le Niger. Actions dans divers domaines : santé, environnement, développement économique et durable, amélioration de la condition féminine, éducation et culture.

◆ PUBLICATIONS :
Revue nationale de la FOL (trimestrielle).



116

REGION LIMOUSIN

Adresse :
27, boulevard de la Corderie
87031 LIMOGES cedex
Tel : 05 55 45 19 00
Courriel : cooperation@cr-limousin.fr
Site web : www.region-limousin.fr

Date de création : **1986**
Forme juridique : **Collectivité Territoriale**
Structure : **Régionale**
Salariés en région : **1 388 agents régionaux**
Budget : **454 M d'euros**

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :
ALLEMAGNE ; BURKINA FASO ; ESPAGNE ;
ITALIE ; PLOGNE ; ROUMANIE ; RUSSIE ;
TUNISIE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :
La Délégation à la Coopération veille à ancrer durablement le Limousin dans une Europe élargie et un monde ouvert. Afin de préparer un avenir plus citoyen et plus solidaire, elle contribue notamment à promouvoir les démarches de codéveloppement et à valoriser les actions de proximité.

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :
Accès à l'eau, Appui institutionnel, Actions culturelles, économiques, éducatives, sociales, environnementales...
Education au développement, Développement rural, Formation professionnelle, infrastructures, politique d'aide aux microprojets de développement et aide d'urgence.

◆ ADHÉRENTE À :
Association des Régions de France, Cités Unies France, Association Française du Conseil des communes et Régions d'Europe, Assemblée des Régions d'Europe, Maison de la Coopération décentralisée du Burkina Faso, F3E, programme Solidarité Eau

◆ PUBLICATIONS :
La lettre du Limousin (5 numéros par an)

117

RENCONTRE ET VOYAGES

Adresse :
La Cantine
87110 PEYRILHAC
Tel : 05 55 75 64 41
Courriel : renvoy@netcourrier.com

Date de création : **15/09/1997**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Nationale**
Responsable(s) : **AUDEBERT JM (Président)**
Adhérents - personnes physiques : **60**
Bénévoles en région : **10**
Budget : **1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :
Appui au développement économique ;
Réalisation de projets ; Enseignement,
formation ; Parrainage ; Aide d'urgence

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :
- **A l'étranger** : Organisation du milieu (formation agricole, organisation paysanne) ;
Artisanat, petite entreprise ; Tourisme solidaire ; Promotion des femmes ;
Malnutrition ; Alphabétisation

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :
INDE ; MALI

◆ LOCALISATION :
INDE : TAMIL NADU MALI : CERCLE DE KITA

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :
Aide au développement, mise en place de micro crédits, alphabétisation.

◆ PUBLICATIONS :
Une lettre annuelle



118

RESEAU EDUCATION SANS FRONTIERES - RESF 87

Adresse :
Maison des Droits de l'Homme
37, rue Frédéric Mistral
87100 LIMOGES
Tel : 05 55 35 81 24
Fax : 05 55 35 01 64
Courriel : resf87@free.fr

Date de création : **04/2006**
Structure : **Locale**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Assistance technique ;
Défense des droits ; Enseignement, formation ;
Information ; Parrainage

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **En France** : Accueil des étrangers ;
Assistance juridique ; Droits de l'homme ; Lutte
contre le racisme ; Lutte contre les exclusions ;
Parrainage éducation

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Régularisation des élèves scolarisés sans
papiers et de leurs familles.

119

RESEAU-SOLIDARITÉ

Adresse :
Chez Mme CATALIFAUD
La croix de Marlophe
19360 COSNAC
Tel : 05 55 74 32 64
Courriel : reseau-solidarite@peuples-
solidaires.org
Site Web : [www.peuples-solidaires.org/
reseau-solidarite](http://www.peuples-solidaires.org/reseau-solidarite)

Date de création : **1981**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **L'ETHIQUE SUR L'ETIQUETTE**
Responsable(s) : **CATALIFAUD Gilberte**
[Correspondante]
Bénévoles en région : **30**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Education au développement ; Défense des
droits ; Plaidoyer (Groupe de pression) ; Voyage
d'études

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A étranger** : Campagne d'opinion ; Droits
de l'homme ; Droits économiques et sociaux ;
Production et diffusion de documents ;
Relations économiques internationales

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Les membres du réseau écrivent
régulièrement pour dénoncer des violations
des droits humains dans le monde du travail.
Les actions sont proposées par le réseau
national. Les membres de la Corrèze peuvent
se rencontrer, diffuser l'information (journaux,
expo) participer à un collectif (éthique sur
l'étiquette, collectif du 10 décembre) à
des forums, des journées ou séminaires
(commerce équitable,...)

◆ PUBLICATIONS :

«Les échos du réseau solidarité» (trimestriel)



Association 118
Réseau Education Sans
Frontières - RESF 87

Association 119
Réseau - Solidarité



120

SECOURS CATHOLIQUE, DELEGATION DU LIMOUSIN

Adresse :

8, rue des allois - BP253

87007 LIMOGES cedex

Tel : 05 55 34 38 65

Fax : 05 55 33 55 12

Courriel : sc-limousin@secours-catholique.org

Accueil du public : LIMOGES : 4 jours / semaine.

Antennes : 1 à 2 fois / semaine.

Date de création : **1946**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Affiliée à : **SECOURS CATHOLIQUE (PARIS).**

Antenne(s) régionale(s) : **35 : 15 en Haute-
vienne, 11 en creuse, 9 en Corrèze**

Responsable(s) : **FABREGUE Pierre
(Président) ; BOUDARD Jeannine (Vice-
Présidente, et Présidente du Comité Haute
Vienne) ; GAY-BELLILE Claude (Trésorier)
; VIENNOIS Jacques (Président du Comité
Creuse) ; GAGNAIRE Jacques (Président
du Comité Corrèze) ; PELLEFIGUE Michel
(Délégué) ; RACINEUX Joseph (Aumônier)
; PUIG Jean-Luc (Aumônier)**

Bénévoles en région : **380**

Budget : **de 150 000 à moins de
450 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Aide d'urgence ; Collecte de fonds ; Education au développement ; Envoi de volontaires ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Plaidoyer (Groupe de pression)

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A étranger** : Accueil des étrangers ; Enseignement général ; Lutte contre la pauvreté ; Lutte contre les exclusions ; Mobilisation des médias ; Promotion ou insertion de la jeunesse ; Secours alimentaire
- **En France** : Action sociale ; Développement international ; Droits de l'homme ; Education formation ; Information, communication ; Intervention d'urgence

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BURKINA FASO ; PALESTINE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Promouvoir dans un réseau ouvert à tous, la place et la parole des pauvres par des actes créateurs de dignité, de solidarité et de partage. Agir pour la transformation sociale et la justice à partir de l'échange avec les pauvres, par la réalisation de projets et d'actions institutionnelles, au plan local, national et au sein du réseau CARITAS, au plan international. Activités nationales : entraide, secours matériel, financier, moral, accompagnement des personnes démunies. Activités internationales : présence lors de catastrophes pour des actions de secours immédiats et à moyen terme.

◆ PUBLICATIONS :

«Message» et «Mosaïque» (Mensuels), Revue Nationale et Journal interne du Limousin

◆ PARTENAIRES :

RAMALLAH, BANDE DE GAZA, BURKINA FASO (en cours)



Association 120

Secours Catholique - Délégation du Limousin

121

SECOURS POPULAIRE FRANCAIS - FEDERATION DE LA HAUTE- VIENNE - SPF

Adresse :
6-8, rue Fulton
Zone Industrielle Nord
87280 LIMOGES
Tel : 05 55 04 20 00
Fax : 05 55 04 20 30
Courriel : secourspopulaire87@wanadoo.fr
Site Web : www.spf87.org
Accueil du public : De 8h30 à 12h00 et de 13h15 à 18h00

Date de création : **16/11/1961**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Nationale**
Affiliée à : **UNION NATIONALE DU
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS -
CONSEIL DE LA REGION LIMOUSIN DU
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS**
Responsable(s) : **MAZABREAUD Thierry
(Secrétaire général)**
Bénévoles en région : **400**
Salariés en région : **37**
Budget : **de 450 000 à moins de 2 M d'euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Parrainage ; Aide d'urgence ; Appui au développement économique

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A étranger** : Parrainage éducatif ; Education de base ; Crédit-épargne ; Echange culturel ; Coopérative ; Promotion des femmes
- **En France** : Lutte contre la pauvreté ; Lutte contre les exclusions ; Secours alimentaire ; Promotion de la culture ; Promotion des femmes ; Création artistique

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

ALGERIE ; BOSNIE HERZEGOVINE ;
INDONESIE ; IRAN ; PAKISTAN ; SERBIE
MONTENEGRO ; TURQUIE

◆ LOCALISATION :

INDONESIE : BANDA ACEH
SERBIE : POREGA ; CACAK
BOSNIE : TUZLA
PAKISTAN : CACHEMIRE ; MUZZAFARABAD
IRAN : GONABAD
TURQUIE : ISMIT

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Aide de solidarité en faveur des victimes de l'exclusion sociale : accueil, aide pour la vie quotidienne, accompagnement dans les démarches, aides à l'accès aux vacances, actions d'insertion, aide aux devoirs, activités culturelles.

◆ PUBLICATIONS :

«Solidarité Limousine» (3 ou 4 fois par ans.)

◆ PARTENAIRES :

LEUSER INTERNATIONAL FOUNDATION (Indonésie) ; SALIK DEVELOPPEMENT FOUNDATION (Pakistan) ; CROIX ROUGE DE POZEGA (Serbie) ; PARLEMENT DES CITOYENS DE CACAK (Serbie)



Adresse :

Immeuble Le Pastel
22, rue des Pénitents Blancs - BP3916 -
87039 LIMOGES
Tel : 05 55 12 92 60
Fax : 05 55 12 92 59
Courriel : srfd.limousin@educagri.fr
Accueil du public : De 9h00 à 12h00 et de
14h00 à 17h00.

Date de création : **1984**

Forme juridique : **Service Public**

Structure : **Régionale**

Affiliée à : **RESEAU NATIONAL DES
ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX
DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE -
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE
LA PECHE ; DIRECTION REGIONALE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DU
LIMOUSIN ; BUREAU DES RELATIONS
INTERNATIONALE DU MINISTERE DE
L'AGRICULTURE**

Antenne(s) régionale(s) : **8 : établissements
publics d'enseignement agricole**

Responsable(s) : **JOYEUX Nathalie
(Chef de service régional) ; REDON
Bernard (Délégué Régional Coopération
Internationale)**

◆ **TYPES D'ACTIVITÉS :**

Action socioculturelle ; Appui au
développement économique ; Education au
développement ; Enseignement, formation ;
Réalisation de projets ; Voyage d'études

◆ **DOMAINES D'INTERVENTION :**

- **A l'étranger** : Education de base ;
Eau et assainissement ; Education au
développement ; Promotion des femmes ;
Echange culturel ; Gestion des ressources
naturelles
- **En France** : Enseignement technique ;
Organisation du milieu (formation agricole,
organisation paysanne) ; Développement
durable ; Promotion ou insertion de la
jeunesse ; Education au développement ;
Echange scolaire

◆ **ZONE GÉOGRAPHIQUE :**

BENIN ; BURKINA FASO ; ARGENTINE ;
MOLDAVIE ; TUNISIE ; ROUMANIE

◆ **OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :**

Responsabilité du service public de
l'enseignement agricole : promotion et
animation du projet pédagogique, définition
des besoins et répartition des personnels
des établissements agricoles, évaluation des
besoins et des flux des différentes filières
de formation, appui au Conseil Régional en
matière de gestion et de construction des
établissements.



123

SOLIDARITE ECOLE FRANCE - INDIA - SEFI

Adresse :

Chez M. et Mme BAUDIN - La Chassoule -
23250 SARDENT
Tel : 05 55 64 92 57
Courriel : mchandramuki@aol.com

Date de création : **15/06/2006**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Responsable(s) : **BAUDIN Marie-Agnès
[Présidente]; KUMAR Rajesh
[Co-Président], en Inde**

Adhérents - personnes morales : **1**

Adhérents - personnes physiques : **30**

Bénévoles en région : **4**

Budget : **de 1500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Education au développement ; Défense des droits ; Enseignement, formation

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Education de base ; Lutte contre la pauvreté ; Lutte contre les exclusions ; Echange culturel ; Promotion des femmes

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

INDE

◆ LOCALISATION :

RAJASTHAN (zones rurales)

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Apporter une aide matérielle aux écoles rurales du Rajasthan (5 ont été aidées) : achat sur place des fournitures élémentaires demandées (cahiers, stylos, chaises et tables selon le niveau, uniformes, livres, etc.). Favoriser l'éducation des filles.

◆ PUBLICATIONS :

Compte rendu d'actions (en chiffres et en images), au retour des déplacements (1 en 2007, 1 en 2008)

124

SOLIDARITE LAIQUE 23 - DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA CREUSE

Adresse :

Chez PETIT Serge
29, rue du puits
23320 SAINT VAURY
Tel : 05 55 80 21 74
Fax : 05 55 80 21 74
Courriel : janine.bardonnnet@wanadoo.fr

Date de création : **17/06/2002**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Affiliée à : **SOLIDARITE LAIQUE DE PARIS**

Antenne(s) régionale(s) : **3**

Responsable(s) : **PETIT Serge [Délégué
départemental]**

Adhérents - personnes morales : **55**

Bénévoles en région : **4**

Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Réalisation de projets ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Parrainage ; Défense des droits ; Education au développement ; Enseignement, formation

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Protection de l'enfance ; Education de base ; Organisation des systèmes éducatifs ; Parrainage éducatif ; Secours aux sinistres ; Droits de l'enfant ; Droits économiques et sociaux ; Ressource en eau ; Droits de l'enfant

- **En France** : Protection de l'enfance ; Secours aux sinistres ; Droits de l'enfant ; Droits économiques et sociaux ; Lutte contre le racisme ; Education au développement ; Campagne d'opinion ; Personnes ressources ; Production et diffusion de documents

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

HAITI

◆ LOCALISATION :

HAITI DEPARTEMENT DE LA GRANDE ANSE ; PORT DE ROSEAUX



Association 123
Solidarité Ecole France - India
- SEFI

Association 124
Solidarité Laïque 23 -
Délégation Départementale
de la Creuse



124

SOLIDARITE LAIQUE 23- DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA CREUSE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :
Participation à la semaine contre le racisme.
En relais du siège national de Solidarité
Laïque : mobilisation de la population pour les
secours d'urgence en France et à l'étranger.
En coopération avec Solidarité Laïque 87 et
19 : construction et fonctionnement d'un foyer
d'accueil pour enfants abandonnés en Haïti.

◆ PUBLICATIONS :
«La lettre de Solidarité Laïque» (mensuelle).

◆ PARTENAIRES :
FOL 23; MGEN 23; CAMIF 23; SE-UNSA
ET SNUIPP 23; PEP 23; EN HAÏTI : MEN
KONTRE TIMOUIN ROZO

125

SOLIDARITE LAIQUE 87 - DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA HAUTE VIENNE

Adresse :
Chez Mme DEMERLIAT
Le Bois Raynaud
87700 SAINT MARTIN LE VIEUX
Tel : 06 80 20 12 92
Courriel : jdemerliat@wanadoo.fr

Date de création : **10/06/2003**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **SOLIDARITE LAÏQUE - 22, RUE
CORVISART 75013 PARIS**
Antenne(s) régionale(s) : **SOLIDARITE
LAÏQUE 19 ET 23**
Responsable(s) : **DEMERLIAT Michèle
(Déléguée Haute Vienne); PETIT Serge
(Délégué Creuse); CHASSAGNE André
(Délégué Corrèze)**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :
Enseignement, formation ; Financement
d'opérations et soutien financier de projets ;
Réalisation de projets ; Chantiers ; Aide
d'urgence ; Education au développement

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :
- **A l'étranger** : Education formation ;
Secours aux sinistres ; Assistance aux
réfugiés et déplacés ; Appui aux médiateurs
sociaux ; Lutte contre la pauvreté ; Lutte
contre les exclusions ; Equipement
collectif ; Eau et assainissement ;
Education au développement ; Medias ;
Production et diffusion de documents ;
Campagne d'opinion ; Bibliothèque ;
Prévention, soins de santé primaires, Pmi ;
Malnutrition ; Action médicale

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :
AFGHANISTAN ; AFRIQUE DU SUD ;
ALGERIE ; BENIN ; BURKINA FASO ;
CAMEROUN ; HAITI ; INDE ; LIBAN ;
MADAGASCAR ; MALI ; MAROC ;
MEXIQUE ; MOLDAVIE ; NIGER ;
PALESTINE ; ROUMANIE ; SALVADOR ;
SENEGAL ; SRI LANKA



Association 124
Solidarité Laïque 23 -
Délégation Départementale
de la Creuse



Association 125
Solidarité Laïque 87 -
Délégation Départementale
de la Haute-Vienne

125

SOLIDARITE LAIQUE 87 - DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA HAUTE VIENNE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :
Droit à l'éducation : scolariser les enfants,
construire des écoles, équiper les classes,
former les enseignants. Eduquer à l'hygiène,
à la santé, à la nutrition. Accès aux soins, à
l'alimentation.

◆ PUBLICATIONS :
«La lettre de Solidarité Laïque» (national) -
trimestrielle

◆ PARTENAIRES :
TOUTES LES ORGANISATIONS,
ASSOCIATIONS, COOPERATIVES,
MUTUELLES ET SYNDICATS PRESENTS
DANS LES PAYS OU SONT MENEES LES
ACTIONS.

126

SOLIDARITE MILLEVACHES

Adresse :
Rue du Fyt
19170 BUGEAT
Tel : 05 55 94 70 62
Fax : 05 55 94 70 62
Courriel : solidaritemilleevaches@voila.fr
Accueil du public : Du lundi au vendredi de 9h00 à
12h00 et de 13h30 à 17h30

Date de création : **1998**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Affiliée à : **RESEAU DES ACTEURS DE LA
MONTAGNE LIMOUSINE (DE FIL EN RESEAU)**
Responsable(s) : **LOURD Marie Claire
(Présidente) ; LONGCHAMBON Edith
(Trésorière)**
Adhérents - personnes physiques : **30**
Bénévoles en région : **15**
Salariés en région : **1**
Budget : **de 38 000 à 150 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :
Accompagnement de porteurs de projets ;
Information ; Appui au développement
économique ; Chantiers ; Financement
d'opérations et soutien financier de projets ;
Jumelage
- **En France** : Lutte contre les exclusions ;
Lutte contre la pauvreté ; Centre de
documentation ; Personnes ressources ;
Economie solidaire ; Habitat

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :
Solidarité Millevaches accueille et accompagne
des porteurs de projets en difficultés sur le
plateau de Millevaches. Au niveau international,
soeur Anne-Claire a commencé à travailler avec
le secours catholique de Brive-la Gaillarde à un
«partenariat» en Roumanie. Elle est en relations
régulières avec une soeur du Sénégal.

◆ PUBLICATIONS :
«La lettre de la Solidarité Millevache» (Tous les
quatre mois)

◆ PARTENAIRES :
REGULIER : RESEAU D'ACTEURS DE LA
MONTAGNE LIMOUSINE. PONCTUELS :
CONSEIL REGIONAL DU LIMOUSIN; MSA
LIMOUSIN; SECOURS CATHOLIQUE DE
CREUSE, CORREZE, ATD QUART MONDE



Association 125
Solidarité Laïque 87 -
Délégation Départementale
de la Haute-Vienne

Association 126
Solidarité Millevaches



127

SOLIDARITE MONDIALE CONTRE LA FAIM - SMF

Adresse :

Chez Bernard MUIET - 50 Rue Germain
Quintel - 19100 BRIVE
Tel : 05 55 87 42 67
Courriel : bmuwet@orange.fr
Accueil du public : Accueil sur rendez-vous.

Date de création : **04/1982**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Local**

Affiliée à : **CITOYENS DU MONDE**

Responsable(s) : **MUIET Bernard**

(Représentant corrézien)

Adhérents - personnes physiques : **5**

Bénévoles en région : **1**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Appui au développement économique ; Réalisation de projets ; Transfert de technologie ; Education au développement

◆ DOMAINE D'INTERVENTION :

- **En France** : Élevage ; Agriculture et agroforesterie ; Pêche ; Coopérative ; Biodiversité

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

AFRIQUE OCCIDENTALE ; AMERIQUE LATINE ; CARAIBE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Une forme de mutuelle transnationale qui finance de petits projets agricoles d'autosuffisance alimentaire. Seuls les membres cotisants sont bénéficiaires de financements, la cotisation minimum annuelle est égale à la valeur d'une ration alimentaire journalière. Ceux qui peuvent (européens) versent plus. Le financement de projets est toujours constitué d'une subvention et d'un prêt sans intérêt.

◆ PUBLICATIONS :

«Monda Solidaréco» (4 fois par ans) en Français, Anglais et Espéranto.

◆ PARTENAIRES :

FRANCE TECHNAP; ACMA, ETRANGER ATODOP; MPL

128

SOS RACISME/ UNION DEPARTEMENTALE DES COMITES LOCAUX STOP RACISME DE LA HAUTE-VIENNE

Adresse :

Maison des associations de Limoges-Beaubreuil
Maison des Potes, des Femmes et de la Mixité
4 allée Fabre d'Eglantine, 7ème étage, bureau 70
87280 LIMOGES-BEAUBREUIL
Tel : 05 55 35 15 65 / Fax : 05 55 35 16 51
Courriel : sos.racisme87@wanadoo.fr
Site Web : maisondelamixite.over-blog.com
Accueil du public : Du lundi au samedi de 10h à 17h et sur rendez-vous.

Date de création : **10/10/1987**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Affiliée à : **SOS RACISME/TOUCHE PAS A MON POTE ; GISTI ; FEDERATION NATIONALE DES MAISONS DES POTES ; FEDERATION NATIONALE DEES BANLIEUES DU MONDE - SOS RACISME/TOUCHE PAS A MON POTE**

Antenne(s) régionale(s) : **1**

Responsable(s) : **MATHIEU Hugues (Président)**

Adhérents - personnes morales : **2**

Adhérents - personnes physiques : **68**

Bénévoles en région : **82**

Salariés en région : **2**

Budget : **de 38 000 à 150000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Plaidoyer (Groupe de pression) ; Envoi de volontaires ; Chantiers ; Action socioculturelle ; Enseignement, formation ; Appui au développement économique ; Voyage militant

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE : SENEGAL

◆ LOCALISATION :

SENEGAL : DAKAR; ST LOUIS

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Luttes contre toutes les formes de discriminations ; lutte contre le racisme, antisémitisme, xénophobie, hétérophobie, homophobie ; combat pour une République métissée sociale et laïque. Oeuvrer pour la mixité homme/femme, pour la citoyenneté et l'égalité de droits. Agir pour le co-développement écologique et durable et pour la paix. Accueil juridique et accompagnement social des demandeurs d'asile statutaire et domiciliation administrative de ceux-ci. Accueil et accompagnement des migrants.



Association 127
Solidarité Mondiale contre la Faim - SMF

Association 128
SOS Racisme / Union Dép.
des Comités Locaux Stop
Racisme de la Haute-Vienne



129

SOYOUZ - TCHERNOBYL - LIMOUSIN - STL

Adresse :
Maison des Associations
4, allée Fabre d'Eglantine
87280 LIMOGES
Tel : 05 55 35 52 68
Fax : 05 55 35 52 68
Courriel : soyouz.tcher.lim@wanadoo.fr
Site Web : www.soyouz-tchernobyl-limousin.info

Date de création : **22/04/1992**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régional**
Affiliée à : **FEDERATION ECHANGES
FRANCE UKRAINE**
Responsable(s) : **BARRIERE Michel
(Président) ; YVARS Bernadette (Trésorière) ;
GUYONNAUD Jean-Luc (Secrétaire)**
Adhérents - personnes physiques : **60**
Bénévoles en région : **15**
Budget : **de 38 000 à 150 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action médicale ; Action socioculturelle ;
Prévention ; Réalisation de projets ;
Financement d'opérations et soutien financier
de projets ; Envoi en nature

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A étranger** : Action médicale ; Echange
linguistique
- **En France** : Accueil des étrangers ; Action
médicale ; Action sociale ; Malnutrition ;
Prévention, soins de santé primaires, Pmi

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BIELORUSSIE ; RUSSIE

◆ LOCALISATION :

GOMEL, République Belarus ; NOVOZYBQOV,
RUSSIE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Accueil dans des familles d'accueil en France,
d'enfants de milieux défavorisés vivant en
zone très contaminée par Tchernobyl

◆ PARTENAIRES :

ASSOCIATION SOLEIL LOTAIO (CAHORS) ;
FRANCE UKRAINE

130

TELE MILLEVACHES

Adresse :
Bourg
23340 FAUX LA MONTAGNE
Tel : 05 55 67 94 04
Courriel : contact@telemillevaches.net
Site Web : www.telemillevaches.net
Accueil du public : Du lundi au vendredi de
9h00 à 18h00.

Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Affiliée à : **FEDERATION NATIONALE DES
VIDEOS DE PAYS ET DE QUARTIERS**
Responsable(s) : **BOURGEOIS Marc
(Trésorier)**
Adhérents - personnes morales : **30**
Adhérents - personnes physiques : **30**
Bénévoles en région : **15**
Salariés en région : **3**
Budget : **de 38 000 à 150 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Information ;
Autre(s) : développement local.

◆ DOMAINE D'INTERVENTION :

- **En France** : Développement rural ;
Information, communication

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BURKINA FASO

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Réalise et diffuse un magazine vidéo
d'informations locales.

◆ PUBLICATIONS :

«Magazine du Plateau»(mensuel)



Association 129
Soyouz - Tchernobyl -
Limousin - STL

Association 130
Télé Millvaches



Adresse :
Chez M. Verlhac Jean-Louis
9, rue Henri Chapelle
19100 BRIVE
Tel : 05 55 87 54 41
Courriel : cosette.verlhac@laposte.net

Date de création : **04/2000**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Responsable(s) : **VERLHAC, Jean-Louis (Président) ; VERLHAC Cosette (Trésorière) ; DURTH Sylvie (Secrétaire)**
Adhérents - personnes physiques : **40**
Bénévoles en région : **90**
Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Réalisation de projets ; Action socioculturelle ; Enseignement, formation ; Collecte de fonds ; Envoi en nature ; Parrainage

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Education formation ; Alphabétisation ; Education de base ; Enseignement général ; Parrainage éducatif ; Action culturelle ; Echange scolaire ; Promotion de la culture ; Information, communication ; Bibliothèque ; Centre de documentation ; Santé et hygiène ; Action médicale ; Infrastructure sanitaire ; Développement rural ; Accès à l'eau ; Environnement ; Energie ; Ressource en eau

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

TOGO

◆ LOCALISATION :

REGION DES PLATEAUX, CANTON D'AGOU, VILLAGES DE GLEICOPE, ATTIIYI, WONOUGBO, SEVA

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Organisations de manifestations en France pour financer nos projets. Aide dans le domaine de l'éducation, de la culture et de la santé aux populations de plusieurs villages togolais. Acheminement et distribution d'un container de matériel

dans le pays. Financement et construction d'une bibliothèque pour plusieurs villages. Mise en place de parrainages pour enfants malades. Aide à plusieurs associations pour l'alphabétisation des enfants des rues et la prévention des MST.

◆ PUBLICATIONS :

Palabres du Togo» (bulletin d'information à destination des adhérents) - 4/5 par an

◆ PARTENAIRES :

- **EN FRANCE** : ELECTRICIEN SANS FRONTIERE; BLOUSES BLANCHES SANS FRONTIERES (BRIVE) .

- **AU TOGO** : ASSOCIATION VGLOB ; ASSOCIATION EVALANIO ; AMBASSADE DU TOGO; MINISTERE DE L'EDUCATION TOGOLAISE; MINISTERE DE LA SANTE TOGOLAIS



132

TOUT AUTOUR DE LA TERRE

Adresse :
Chez DEQUEKER, Chloë - Peyreladas
23480 ARS
Tel : 05 00 66 65 18
Accueil du public : Sur rendez-vous seulement.

Date de création : **21/05/2000**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**
Affiliée à : **RESEAU WWOOF, organisation internationale.**
Responsable(s) : **DEQUEKER Chloë [Responsable du centre d'activité].**
Adhérents - personnes morales : **100**
Adhérents - personnes physiques : **100**
Bénévoles en région : **150**
Salariés en région : **1 CES**
Budget : **de 1 500 à 7 600 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Assistance technique ; Chantiers ; Enseignement, formation ; Information ; Réalisation de projets

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **À l'étranger** : Accueil des étrangers ; Artisanat, petite entreprise ; Bibliothèque ; Biodiversité ; Centre de documentation ; Echange culturel ; Energie ; Gestion des ressources naturelles ; Organisation du milieu (formation agricole, organisation paysanne) ; Personnes ressources ; Politique agricole ; Production et diffusion de documents ; Protection de l'environnement ; Ressource en eau
- **En France** : Agriculture et agroforesterie ; Artisanat, petite entreprise ; Biodiversité ; Echange culturel ; Energie ; Formation permanente ; Gestion des ressources naturelles ; Organisation du milieu (formation agricole, organisation paysanne) ; Politique agricole ; Protection de l'environnement ; Ressource en eau

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE : ESPAGNE ; INDE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Création d'un petit centre d'activités et de partage de savoirs-faire internationaux pour le respect de la planète. Echanges culturels, artisanat, éco-constructions, énergies renouvelables, échanges équitables, informations, expressions, jardinage biologique.

◆ PUBLICATIONS : Revue annuelle ou bi-annuelle «Passerelle éco» (articles trimestriels).

133

UN ENFANT, UN CARTABLE - UEUC

Adresse :
Chez GUY, Daniel
26, rue Marcel Pagnol
87100 LIMOGES
Tel : 05 55 37 72 65
Site Web : unenfant.uncartable.free.fr

Date de création : **10/05/2000**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Régionale**
Affiliée à : **FEDERATION UN ENFANT UN CARTABLE**
Responsable(s) : **GUY Daniel (Président)**
Adhérents - personnes morales : **10**
Adhérents - personnes physiques : **350**
Bénévoles en région : **30**
Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Enseignement, formation

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **En France** : Education de base ; Enseignement général

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE : BURKINA FASO

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Participation à l'équipement en fournitures et matériel scolaire des enfants fréquentant les écoles laïques et publiques du département de PABRE au BURKINA FASO.



134

UNION CULTURELLE FRANCO-TURQUE EN LIMOUSIN - UCUFRATEL

Adresse :

Maison des associations
4, allée Fabre d'Eglantine
87280 LIMOGES
Tel : 05 55 35 50 31
Fax : 05 55 35 50 31
Courriel : ucufratel@yahoo.fr
Accueil du public : Du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 les vendredi de 9h00 à 12h00

Date de création : **23/10/2000**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Régionale**

Adhérents - personnes physiques : **30**

Bénévoles en région : **30**

Salariés en région : **1**

Budget : **de 7 600 à 38 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle ; Prévention ; Education au développement ; Information

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **En France** : Promotion de la culture ; Echange culturel ; Echange linguistique ; Echange scolaire ; Promotion ou insertion de la jeunesse ; Promotion des femmes ; Accueil des étrangers ; Appui aux médiateurs sociaux

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Favoriser l'insertion de la population turque dans la société française, notamment dans la région du Limousin.

◆ PUBLICATIONS :

«Turkuaz» (semestriel) et tous les soirs sur RTF le Son du Bosphore.

◆ PARTENAIRES :

MAIRIE DE LIMOGES; CONSEIL REGIONAL; CONSEIL GENERAL DE LA HAUTE-VIENNE; PREFECTURE DE LIMOGES; MSA DE LIMOGES; CAF DE HAUTE-VIENNE; ETAT ET UNION EUROPEENNE

135

UNION POUR LA CULTURE L'AMITIÉ ET LES LOISIRS - UCAL

Adresse :

chez M. Mohammed-Salah MEKKI
20, rue Léon Blum
87000 LIMOGES
Tel : 05 55 71 17 41
Accueil du public : Lieu : Mas Rome; quartier du Sablard à Limoges. Heures des cours : lundi, mercredi, jeudi, 18h30 à 20h00.

Date de création : **2001**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Responsable(s) : **MEKKI Mohammed-Salah (Président)**

Adhérents - personnes physiques : **20**

Bénévoles en région : **3**

Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action socioculturelle

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **En France** : Promotion de la culture ; Formation linguistique

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

ALGERIE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Cours d'arabe, cours de boxe Thaï et autres, organisation de repas à thèmes, voyages en Algérie, soirées culturelles, etc.



Association 134
Union Culturelle Franco-Turque en Limousin
- UCUFRATEL

Association 135
Union pour la Culture, l'Amitié
et les Loisirs - UCAL



136

VERSILLAT LOISIRS CULTURE(S) - VLC

Adresse :
Chez M. TIBLE, Thierry
1, rue St Etienne
23300 ST AGNANT DE VERSILLAT
Tel : 05 55 63 70 51
Courriel : thierry.tible@orange.fr

Date de création : **12/09/2001**
Forme juridique : **Association Loi 1901**
Structure : **Locale**

137

VILLE DE LIMOGES - SERVICE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Adresse :
6, rue Louis Longequeue
87031 LIMOGES CEDEX 1
Tel : 05 55 45 63 74
Fax : 05 55 32 12 55
Courriel : international@ville-limoges.fr
Site Web : www.ville-limoges.fr
Accueil du public : Du lundi au vendredi, de 8h30
à 12h30 et de 13h30 à 17h

Forme juridique : **Collectivité territoriale**
Structure : **Locale**
Responsable(s) : **Mlle DEBOURDEAU Lucie
(Responsable du service des relations
internationales)**
Budget : **de 38 000 à 150 000 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Réalisation de projets ; Jumelage ;
Enseignement, formation ; Appui
institutionnel

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Accès à l'eau ; Organisation
du milieu (formation agricole, organisation
paysanne) ; Education de base ;
Infrastructure sanitaire ; Lutte contre la
pauvreté ; Appui à la décentralisation

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BURKINA FASO

◆ LOCALISATION :

REGION CENTRE, PROVINCE DU KADIOGO,
COMMUNE RURALE DE PABRE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Le but du service des RI est de favoriser le
rayonnement de la ville à l'international,
mais aussi de gérer l'aide au développement
de la commune rurale de Pabré, au Burkina
Faso. L'aide s'exerce essentiellement autour
de deux axes : l'eau et son assainissement
(travaux de réhabilitation d'une digue,
aménagement de l'aval pour élevage et
maraîchage, forages et puits) et l'éducation
(construction d'écoles, cantines endogènes).
La ville souhaite également s'orienter vers
des projets d'appui à la structuration de la
commune (soutien à la mise en place d'un



Association 136
Versillat Loisirs Culture(s)
- VLC

Collectivité 137
Ville de Limoges - Services
des Relations Internationales



137

VILLE DE LIMOGES - SERVICE DES RELATIONS INTERNATIONALES

service public, formation...) Enfin, la ville octroie des subventions aux associations locales oeuvrant pour le développement des PED.

◆ PUBLICATIONS :

«Vivre à Limoges», tous les 2 mois.

◆ PARTENAIRES :

REGULIER : MUNICIPALITE DE PABRE, BURKINA FASO
PONCTUELS : MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES FRANCAIS; DELEGATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE A OUAGADOUGOU, BURKINA FASO; CITES UNIES FRANCE, PARIS

138

VIVRE AU BENIN

Adresse :

Mme C. ZEN
O, la Mazeire
23000 LA SAUNIÈRE
Tel : 05 55 80 00 94
Courriel : chantal.zen@club.fr

Date de création : **21/11/2001**

Forme juridique : **Association Loi 1901**

Structure : **Locale**

Responsable(s) : **ZEN Chantal (Présidente); MYLAIRE Michèle (Secrétaire); GIRAUD Delphine (Trésorière)**

Bénévoles en région : **4**

Budget : **moins de 1 500 euros**

◆ TYPES D'ACTIVITÉS :

Action médicale ; Financement d'opérations et soutien financier de projets ; Appui au développement économique

◆ DOMAINES D'INTERVENTION :

- **A l'étranger** : Action médicale ; Activités économiques ; Artisanat, petite entreprise ; Développement rural ; Élevage ; Santé et hygiène
- **En France** : Action médicale ; Élevage ; Artisanat, petite entreprise

◆ ZONE GÉOGRAPHIQUE :

BENIN ; TOGO

◆ LOCALISATION :

BENIN : DASSA-ZOUME
TOGO : LOURE

◆ OBJECTIFS DE LA STRUCTURE :

Aide humanitaire au Bénin avec une aide matérielle pour les soins médicaux dans les villages. Création et installation d'une ferme avec hébergement touristique. Aide à l'installation d'un petit restaurant au Togo.



2 -7 : Fiches actions

2-7-1 Le projet multi-partenarial du Comité de jumelage Malemort – Sakal :

>> Entretien avec Claire BIJOU, présidente du comité de jumelage Malemort - Sakal

Pouvez - vous présenter l'origine de la création du comité ?

L'initiative de venir en aide à la Communauté rurale de Sakal, au Sénégal, est venue d'un voyage réalisé par des élus d'Argentat, en 2001. Association de loi 1901, le Comité de Jumelage Malemort – Sakal a été créé en octobre 2003 à l'initiative de la Mairie, suite à la création du comité de jumelage Argentat – Sakal. Ces Comités de Jumelage prennent le relais des mairies pour mener des actions et projets de Solidarité Internationale et de coopération décentralisée.

Une borne fontaine à l'extérieur d'un village



Quels sont les projets menés par le Comité de Jumelage ? Comment les orientations sont elles prises ?

Les projets du comité entrent dans le cadre d'une convention de Coopération Décentralisée, la « convention de développement durable ». La 2ème convention a été signée, pour la période 2008 – 2013, par les élus des communes de Malemort, d'Argentat, et de la communauté rurale de Sakal. Les domaines d'intervention sont l'hydraulique, la santé, la scolarité, et les conditions de travail des femmes. Les projets mis en œuvre font suite à une connaissance fine du territoire, et à un échange permanent entre nos actions et les besoins de la communauté rurale de Sakal. La connaissance des partenaires de terrains est essentielle, sans un échange entre Nord et Sud, on peut commettre de grosses erreurs, et mettre en danger les acteurs du territoire au Sénégal.

Comment ont évolué les actions que vous menez là bas ? Quels points sont à votre avis essentiels dans un projet de Solidarité Internationale ?

Au fil du temps et de l'expérience, nous avons fait évoluer nos actions et surtout nos partenaires. Nous sommes actuellement soutenus

financièrement par la Région Limousin, par le Département de la Corrèze. De fil en aiguille, nous avons acquis une meilleure connaissance des partenaires, et avons par exemple pu mettre en place une convention avec l'Agence de l'Eau Adour Garonne, grâce au partenariat avec la Région Limousin, et à notre engagement dans des projets du Gouvernement sénégalais (le PEPAM, Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire). L'ensemble de ce partenariat nous permet de travailler, sur l'axe hydraulique de la convention, à l'équipement des 26 villages de la zone Ouest de la communauté rurale. Nous cherchons actuellement à trouver des entreprises mécènes sur notre territoire, les premiers contacts sont intéressants et laissent présager d'une suite favorable.

Depuis 5 ans maintenant, nous avons acquis une expérience de terrain, et une connaissance des partenaires qui nous permettent de mettre en place les projets en concertation entre ici et là bas, au plus près des besoins et des réalités locales, dans cette logique de co-construction, incontournable lorsqu'on travaille avec une communauté étrangère : On ne peut pas travailler sans une connaissance du terrain, de la culture, du tissu local.

2-7-2 Les «Pompiers de l'Urgence Internationale» au Pakistan :

>> Entretien avec Philippe Besson, Fondateur et Président de l'association Pompiers de l'Urgence Internationale et commandant de sapeurs pompiers professionnel :



Un infirmier des Pompiers de l'Urgence Internationale prodigue des soins dans le Cachemire Pakistanais

Vous menez, en partenariat avec la Délégation Limousin du Secours Populaire, un projet au Pakistan, pouvez-vous nous expliquer quel est ce projet et d'où il est parti ?

Nous avons un projet à Balakot, une ville du Cachemire, au nord du Pakistan, qui consiste à mettre en place un centre de santé mère-enfant, ainsi qu'un centre de secours. Ce projet a démarré en 2007 en partenariat avec la fondation Salik, une ONG pakistanaise qui agit dans les domaines de la santé, de l'éducation des femmes, de l'alphabétisation, de l'assainissement et de l'équipement des routes... Notre association intervient en cas de catastrophe naturelle, ce qui a été le cas en 2005 lors du tremblement de terre qui a touché le Cachemire. Nous nous sommes alors rendus sur place pour porter secours aux sinistrés. La connaissance du terrain et notre rencontre avec la fondation Salik nous a amené à évaluer les besoins, en particulier en structures de soins et de secours, c'est de là qu'est né le projet. Nous avons, fin 2006, présenté ce projet au Conseil Régional, puis nous l'avons défendu devant un jury début 2007, et obtenu des financements. Cela nous a permis d'acheminer une ambulance, ainsi que du matériel médical, qui font gravement défaut là-bas. Un laboratoire d'analyses sanguines est sur le point de partir, afin d'équiper le centre de santé.

Comment le partenariat s'organise-t-il ? Quelle est selon vous la clé d'un partenariat réussi ?

Le projet s'inscrit dans un partenariat entre ici et là-bas, ce qui nous permet de nous situer au plus près des besoins. Notre partenariat régional avec la Délégation du Secours Populaire est très complémentaire : de notre côté, l'intervention d'urgence, et pour le Secours Populaire, une spécialisation dans les besoins post-catastrophe. Quand nous sommes sur place, les partenaires pakistanaïes nous apportent un soutien logistique : transport, hébergement. Puis ils prennent le relais de l'entretien des dispositifs et de l'avancée du projet à Balakot. Le lien se fait ensuite par le biais d'Internet, ce qui nous permet de suivre régulièrement les avancées du projet, et d'ajuster nos actions, ici, pour répondre efficacement aux besoins du terrain. C'est la confiance et la mutualisation des compétences entre les partenaires qui permettent de faire avancer le projet, de le mener dans les meilleures conditions, et d'en faire un programme de développement à long terme.

2-7-3 La Campagne de Paix des Indiens du Nordeste brésilien :

>> La Maison des Droits de l'Homme a coordonné en France, du 24 septembre au 28 octobre 2008 une Campagne de Paix d'une délégation d'indiens du Nordeste (Brésil), composée de trois leaders des nations Pankararu, Kariri-Xoco et Tupinamba en partenariat avec l'ONG Thydewa « Espoir de la terre ». Cette action a obtenu le soutien du Ministère de la Culture du Brésil, de la Région Limousin et des différents lieux qui les accueillait (Lieux interassociatifs, municipalités, centres de ressources, établissements scolaires et de formation).

Les Pataxo Hahahae à la rencontres de jeunes du Mouvement Noir et du Mouvement des Sans Terre dans le sud de l'Etat de Bahia - Août 2006 - Photo : Guillaume Bertrand



Un livre, réalisé par cinq communautés du Nordeste, traduit en français, a été présenté lors de cette campagne. Il est le fruit du travail des indiens eux mêmes choisissant les témoignages, les photos et la mise en page.

Les indiens du Nordeste furent les premiers du Brésil à voir débarquer les colons portugais en l'an 1500. Ceci représente 5 siècles de domination, d'acculturation, de massacres, d'occupation des terres. Depuis plusieurs décennies, ces différentes communautés se mobilisent pour récupérer leur terre, leurs droits et retrouver leur culture.

Cette campagne consistait, en premier lieu, à faire connaître du grand public les problèmes auxquels ils sont confrontés et les actions qu'ils mènent : Leur lutte pour défendre leur droit à la terre, le respect de la nature, l'accès à l'eau, la question de la souveraineté alimentaire, la reconnaissance de leur culture et de l'éducation différenciée.

Cette action s'inscrivait dans le prolongement d'un partenariat entre la Maison des Droits de l'Homme de Limoges et l'ONG brésilienne Thydewa pour le soutien d'une autre campagne de Paix entre 2006 et 2007 de la communauté des Pataxo Hahahae dans le sud de l'Etat de Bahia avec l'aide financière de la Région Limousin.

Elle a permis aux indiens de développer des liens internationaux par des rencontres avec des responsables politiques français et européens, collectivités territoriales et divers acteurs sociaux. Ils ont participé aux travaux de la Sous Commission des Droits de l'Homme du Parlement Européen en faisant une déclaration relative aux droits des peuples autochtones et sur les changements climatiques le 13 octobre 2008 à Bruxelles.

2-7-4 - Le Programme de sensibilisation, d'éducation au développement et de formation du partenariat Limousin-Oubritenga :

>> Partant de l'expérience du Partenariat entre la Région Limousin et la Province de l'Oubritenga depuis le milieu des années 1980, un groupe de travail a été initié, suite à l'évaluation conduite en 2004, dans le but dès 2005 de mieux mobiliser et impliquer les acteurs du Limousin ainsi que les sensibiliser plus largement la population sur l'ensemble du territoire limousin autour des enjeux de cette coopération et des réflexions communes à conduire pour mieux mutualiser, capitaliser l'information. Ce programme initialement mis en place par la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt avec le soutien de la Région Limousin comprenait différents axes.

Depuis décembre 2007, la Maison des Droits de l'Homme assure la coordination et l'animation de l'ensemble des activités liées au programme avec le soutien de la Région limousin et l'appui des différents partenaires.

Les projets en Limousin (tout comme en Oubritenga) relèvent de l'initiative des acteurs régionaux (personnes de la société civile, associations, établissements de formation, collectivités locales ...).

L'organisation d'actions de sensibilisation et d'éducation au développement

L'enjeu est de renforcer les connaissances, les capacités d'analyse des acteurs locaux et des populations, sur les questions de solidarité, de développement ainsi que de faire découvrir, comprendre les réalités socio-économiques du Burkina Faso et plus généralement des pays du Sud.

Les actions dans ce domaine s'articulent autour des axes suivants :



- **Activités événementielles** : Théâtre, sensibilisation, projection de films, soirées vidéo, expositions photos, rencontres, débats, ... Ces activités suivent généralement le calendrier des campagnes nationales et internationales et les semaines thématiques : journée mondiale l'eau, journée mondiale contre la désertification et la sécheresse, semaine de la solidarité internationale, journée internationale de l'alphabétisation, semaine de la Francophonie... Elles se sont aussi greffées sur des manifestations culturelles permettant de leur faire écho en Limousin comme par exemple le Festival International des Francophonies en Limousin.

- Formation des acteurs du Nord aux actions de solidarité et de développement.

Divers types de formations sont proposées en fonction des publics ciblés : intervention en milieu scolaire en complément des programmes pédagogiques existants, préparation au départ pour les personnes (jeunes et adultes) devant séjourner au Burkina dans le cadre du partenariat à l'occasion de stages, missions d'appui, chantiers de jeunes, ...

- Le soutien à des actions d'échanges entre populations du Limousin et de l'Oubritenga

Il a lieu à travers plusieurs types d'activités :

- échanges de jeunes, scolaires (appariements scolaires)
- échanges / partenariats / jumelages entre communes du Limousin et de l'Oubritenga
- soirées culturelles
- parrainage d'enfants
- chantiers de jeunes
- échanges entre enseignants, étudiants et professionnels et accueil/envoi de stagiaires

La mobilisation d'expertise et la valorisation de compétences limousines existantes, la capitalisation des savoirs, des vécus et de connaissances pour animer la réflexion sur le partenariat et les activités conduites dans ce cadre, la réalisation dans le cadre d'un atelier adulte d'un livre-photos intitulé « ZODO, de la Rencontre à l'écriture » par des acteurs travaillant avec des partenaires d'Afrique de l'Ouest en est une belle forme d'illustration. Quelques autres exemples :

- la mobilisation de compétences nouvelles susceptibles d'animer et d'alimenter la réflexion et la compréhension des enjeux et des problématiques (exemple : la gestion de l'eau, l'agriculture, le commerce équitable,...) ;
- la capitalisation, la valorisation des expériences, la diffusion des connaissances (par exemple réalisation d'une mallette pédagogique...)

- **L'organisation d'actions de communication et d'information sur le partenariat entre le Limousin et l'Oubritenga** (la Fête du Livre à Limoges, la Foire d'exposition de Limoges..., exposition à l'occasion des semaines africaines en Corrèze et en Creuse)

- **L'information et la communication** constituent une activité transversale au Nord et au Sud qui se matérialise par les liens directs du site Internet de la Province de l'Oubritenga sur les pages présentant le partenariat du site de la Région Limousin afin d'expliquer le sens du partenariat, de présenter les acteurs et les projets engagés et de mobiliser davantage autour de ce partenariat.

En 2008, à l'initiative de la MDH, un programme d'activités a été élaboré avec l'objectif d'impliquer un plus grand nombre d'acteurs (collectivités territoriales, établissements publics, associations) dans le domaine plus large de la solidarité internationale.

Celui-ci comporte plusieurs axes :

Action de sensibilisation du grand public

La stratégie adoptée a été d'investir des lieux fréquentés du public tels que : la Fête du livre et la Foire exposition de Limoges, les foires biologiques sur les trois départements, présence sur des marchés de quartiers et diffusion dans des lieux publics. En appui pour cette action, deux brochures en couleurs ont été réalisées : «La solidarité internationale c'est l'affaire de tous...» produite à 1500 exemplaires et «Le monde a faim, nos choix sont vitaux» à 2500 exemplaires.

Séance de dédicace avec Sayouba Traoré (écrivain burkinabé) au Foyer des Jeunes Travailleurs Salvador Allende de Guéret Mars 2008 - Photo : Guillaume Bertrand



Événementiels culturels

Plusieurs actions ont été programmées sur l'année pour faire découvrir la culture du Burkina Faso :

-L'écrivain burkinabé Sayouba Traoré a participé à la fête du livre en mars 2008 et à deux conférences publics au Foyer des Jeunes Travailleurs de Guéret et lors de la Fête de l'Amitié entre les Peuples au pavillon de Buxerolles à Limoges.

- Une tournée de deux semaines en Limousin de la troupe Saaba a permis de toucher plus de 1000 personnes à travers les trois départements par la présentation d'un spectacle sur l'Eau devant le grand public, des animations sur des événementiels (Forum africain à Limoges, Semaine africaine de Tulle, Forum Social Limousin) et des interventions dans les établissements scolaires.

- Organisation d'un spectacle et d'un débat sur le thème de l'Eau avec la troupe Maza à l'Espace Jules Noriac de Limoges en décembre.

Animation avec la troupe Saaba lors des Rencontres Africaines de Tulle Juin 2008 - Photo : Guillaume Bertrand.



Interventions dans les établissements scolaires et les centres de loisirs

Depuis le début de l'année, plus d'une quinzaine d'interventions ont été organisées dans les centres de loisirs et les établissements scolaires sur : les enjeux de la solidarité internationale et du développement durable, la souveraineté alimentaire, la préparation au départ ou sur le contexte du Burkina-Faso. Un travail coordonné par l'association Chlorophylle est en cours pour réaliser une mallette pédagogique tout en identifiant les acteurs qui peuvent intervenir auprès de ces publics spécifiques.

Actions de formations

Des tables rondes ont été organisées sur le thème «du développement et l'Afrique» avec la participation de Sayouba Traoré en mars 2008.

«L'Afrique est riche, pourquoi les africains sont-ils pauvres ? Quelles solidarités mettre en œuvre ?» avec les interventions de Koudbi Koala (Burkina-Faso) et de Moussa Konaté (Mali) en mai 2008 dans le cadre du Forum Social Limousin.

Trois formations ont été programmées dans le cadre du dispositif du CDVA (Conseil du Développement de la Vie Associative) sur les thèmes de l'accompagnement juridique des migrants, des finances solidaires et de l'Ethique sur l'étiquette.

Relais des campagnes nationales

Le programme d'activités permet de relayer en Limousin plusieurs grandes campagnes nationales comme «Alimentterre» sur les enjeux de l'alimentation, la «Semaine de la solidarité internationale» qui concerne toutes les thématiques liées à la solidarité internationale.



3 - L'AGENDA DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN 2009

Le calendrier des nations unies, les principaux événements en France et dans le monde

>> JANVIER :

- 27 : Journée de la mémoire de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité
- Du 27 janvier au 1er février : Forum Social Mondial de Bélem (Brésil) et appel à un Forum Social Mondial étendu par la mise en place d'actions locales dans le monde entier.

>> FÉVRIER :

- 06 : Journée internationale contre les mutilations génitales féminines
- 12 : Journée internationale des enfants soldats
- 21 : Journée internationale de la langue maternelle
- 26 : Journée mondiale d'action contre l'ordonnance sur les brevets en Inde

>> MARS :

- 05 : Journée pour le suffrage universel et le droit de vote
- 08 : Journée internationale de la femme
- 20 : Journée internationale de la Terre
- 21 : Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale
- 22 : Journée mondiale de l'eau
- 24 : Journée mondiale de lutte contre la tuberculose

>> AVRIL :

- 03 : Journée internationale pour la sensibilisation aux mines et l'assistance à la lutte anti-mines
- 07 : Journée mémoire du génocide au Rwanda - Journée mondiale de la santé
- 08 : journée internationale d'opposition aux OGM et journée mondiale des Roms
- 17 : Journée internationale des luttes paysannes
- Du 25 avril au 10 mai : Quinzaine du commerce équitable
- 25 : Journée mondiale de lutte contre le paludisme

>> MAI :

- 03 : Journée mondiale de la liberté de la presse
- 09 : Journée de l'Europe
- 17 : Journée mondiale de la société de l'information
- 21 : Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement
- 22 : Journée internationale de la diversité biologique
- 25 : Journée mondiale de l'Afrique

>> JUIN :

- 02 : Journée mondiale pour un tourisme responsable
- 05 : Journée mondiale de l'environnement
- 13 : Salon des solidarités - www.SalonDesSolidarites.org
- 17 : Journée mondiale de lutte contre la désertification
- 20 : Journée mondiale des réfugiés
- 26 : Journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture

>> JUILLET :

- 04 : Journée internationale des coopératives
- 09 : Journée internationale de destruction des armes légères

>> AOÛT :

- 07 : Journée internationale de l'éducation
- 09 : Journée internationale des populations autochtones
- 12 : Journée internationale de la jeunesse
- 23 : Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition

>> SEPTEMBRE :

- 08 : Journée internationale de l'alphabétisation
- 21 : Journée internationale de la paix
- 22 : Journée sans voiture

>> OCTOBRE :

- 02 : Journée internationale de la non-violence
- 07 : Journée mondiale pour le travail décent
- 12 : Journée internationale de solidarité avec les peuples indiens des Amériques
- 14 : Journée internationale de la prévention des catastrophes naturelles
- 16 : Journée mondiale de l'Alimentation
- 17 : Journée mondiale du refus de la misère
- 24 : Journée mondiale d'information sur le développement
- Du 24 au 30 : Semaine du désarmement

>> NOVEMBRE :

- Du 14 au 22 novembre : 12ème Semaine de la Solidarité Internationale - www.lasemaine.org
- 20 : Journée internationale des droits de l'Enfant
- 21 : Journée mondiale des pêcheurs artisans et des travailleurs de la mer
- 25 : Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes
- 29 : Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien

>> DÉCEMBRE :

- 01 : Journée mondiale de lutte contre le sida
- 02 : Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage
- 03 : Journée internationale des personnes handicapées
- 05 : Journée internationale des bénévoles
- 08 : Journée mondiale contre le réchauffement climatique
- 10 : Journée mondiale des droits de l'Homme
- 18 : Journée internationale des migrants
- 20 : Journée internationale de la solidarité humaine

Forum Social Limousin dans le quartier de Beaubreuil à Limoges - Danse khmer lors de la soirée sur la diversité culturelle - Mai 2008 -
Photo Guillaume Bertrand



Index alphabétique

- 1 - ACCUEIL PAYSAN LIMOUSIN
2 - ACTION DES CHRETIENS POUR L'ABOLITION DE LA TORTURE - ACAT
3 - ACTION ENVIRONNEMENT DROIT/MESURE - AED
4 - AFRIQUE CHEZ VOUS - ACV
5 - AIDE AU DEVELOPPEMENT DE LA CHIRURGIE AU VIETNAM - ADCV
6 - AIDE ET ACTION
7 - ALTEA FRANCE
8 - AMIS D'ESPERANCE LIBAN - AEL
9 - AMIS SANS FRONTIERE - ASF
10 - AMITIE-DROUJBA 19
11 - AMITIES LIMOUSIN CAMBODGE ALICA
12 - AMNESTY INTERNATIONAL GROUPE 37
13 - AMNESTY INTERNATIONAL GROUPE TULLE
14 - AMNESTY INTERNATIONAL, GROUPE 35 DE LIMOGES
15 - ARTISANS DU MONDE - ADM
16 - ASSOCIATION AFRICAINE DES FILLES DE LA RUE
17 - ASSOCIATION CREUSE CORREZE POUR LES ENFANTS D'UKRAINE - ACEV
18 - ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO AFRIQUE BETU - ACFA - BETU
19 - ASSOCIATION D'AIDE AUX PAYS FRANCOPHONES - AAPF
20 - ASSOCIATION DE LA CULTURE AFGHANE
21 - ASSOCIATION DE REINSERTION SOCIALE DU LIMOUSIN FOYER PAUL NICOLAS - ARSL
22 - ASSOCIATION DES ETUDIANTS EN MEDECINE POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE LIMOGES - ADEMSIL
23 - ASSOCIATION ECHANGES LIMOUSIN UKRAINE - AELU
24 - ASSOCIATION FAMILIALE DE BRIVE - AFB
25 - ASSOCIATION FRANCE TCHAD PENDE AGRICULTURE - AFTPA
26 - ASSOCIATION GENERALE D'INTERVENANTS RETRAITES ACTION DE BENEVOLES POUR LA COOPERATION ET LE DEVELOPPEMENT - AGIR ABCD
27 - ASSOCIATION GRANDIR ENSEMBLE BURKINA - AGE BURKINA
28 - ASSOCIATION LANGUEDOCIENNE ET LIMOUSINE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT - ALAD
29 - ASSOCIATION LIMOUSIN-CHINE - ALC
30 - ASSOCIATION LIMOUSINE D'INTERET CULTUREL ET D'ENTRAIDE - ALICE
31 - ASSOCIATION MIEUX ETRE POUR TOUS - AMEPT LIMOUSIN
32 - ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES RELATIONS INTERNATIONALES DE LIMOGES - APRIL
33 - ASSOCIATION POUR LA TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIERES ET POUR L'AIDE AU CITOYEN - COMITE DE LA HAUTE-VIENNE - ATTAC 87
34 - ASSOCIATION SENEGALAISE DES EXPATRIES CONSULTANTS POUR L'ENVIRONNEMENT - ASEC
35 - ASSOCIATION SOLIDARITE FRANCE AFRIQUE - ASFA
36 - BAOUT
37 - BLEU-CAMEROUN
38 - BOLIVIA INTI - SUD SOLEIL - RELAIS LOCAL
39 - BURKINA 87
40 - CAUCASE ARMENIE PLUS - CAP
41 - CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE PROMOTION AGRICOLE DE BELLAC - CFPPA DE BELLAC
42 - CENTRE DE RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRES EN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME - CRIDEAU
43 - CENTRE INTERNATIONAL DE DROIT COMPARE DE L'ENVIRONNEMENT - CIDCE
44 - CHLOROPHYLLE
45 - CITOYENNETE SOLIDARITE NIGER - CSN
46 - CITOYENS DU MONDE - CDM
47 - COLLECTIF DE L'ETHIQUE SUR L'ETIQUETTE DE LA CORREZE - CESF 19
48 - COLLECTIF FRANCE CUBA 87
49 - COMITE CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DEVELOPPEMENT - CCFD
50 - COMITE DE JUMELAGE ARGENTAT-SAKAL
51 - COMITE DE JUMELAGE L'AURENCE ET GLANE DEVELOPPEMENT
52 - COMITE DE JUMELAGE MALEMORT-SAKAL
53 - COMITE DE JUMELAGE ROCHECHOUART - OETTINGEN - CJRO
54 - COMITE DE LA HAUTE VIENNE POUR L'UNICEF - UNICEF

- 55 - COMITE DE SOUTIEN AUX COMMUNAUTE DE PAIX DE COLOMBIE
- 56 - COMITE LIMOUSIN DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE SAHRAOUI - CLSPS
- 57 - COMMUNAUTE D'EMMAUS DE LIMOGES - EMMAUS 87
- 58 - CONNAISSANCE DES ANDES
- 59 - CONSEIL GENERAL DE LA CREUSE - CG23
- 60 - CONSEIL GENERAL DE LA HAUTE VIENNE
- 61 - CREUSE-MAGHREB
- 62 - CROIX ROUGE FRANCAISE LIMOGES - CRF
- 63 - CROIX ROUGE FRANCAISE LISSEL - CRF
- 64 - CULTURE ALPHA
- 65 - DELEGATION CORREZIENNE RAOUL FOLLEREAU D'AIDE AUX LEPREUX - DECORFAL
- 66 - DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE BURKINABE ALTERNATIVE - DABA
- 67 - ECHANGE ET COOPERATION EDUCATIVE - ECED
- 68 - ECHANGE GAMBIE LIMOUSIN SANTE EDUCATION - EGALISE
- 69 - ECHANGES ET COOPERATION HOSPITALIERE INTERNATIONALE - ECHO
- 70 - ECOLE NATIONALE SUPERIEUR D'INGENIEUR DE LIMOGES - ENSIL
- 71 - ELECTRICIENS SANS FRONTIERES LIMOUSIN «L'ENERGIE DU DEVELOPPEMENT»
- 72 - ENFANCE ARC EN CIEL
- 73 - ENFANTS DE MADAGASCAR
- 74 - ENFANTS DU MEKONG - DELEGATION DE CORREZE - EDM
- 75 - ESPERANTO LIMOUSIN - EL
- 76 - FEMMES FRANCE NIGER
- 77 - FOODFIRST INFORMATION AND ACTION NETWORK - FIAN
- 78 - FRANCE AMERIQUE LATINE - FAL
- 79 - FRANCE CEI ET ETATS BALTES
- 80 - FRANCE CEI ETATS BALTES
- 81 - FRANCE PROCHE ORIENT - FPO
- 82 - GESTES POUR L'HYGIENE, CONTRE L'ILLETRISME ET LA MALNUTRITION EN AFRIQUE DE L'OUEST - GHIMAO
- 83 - GROUPEMENT DES AGROBIOLOGISTES DU LIMOUSIN - GABLM
- 84 - GROUPEMENT DES RETRAITES EDUCATEURS SANS FRONTIERES - GREF
- 85 - INGENIEURS SANS FRONTIERE - ISF LIMOGES
- 86 - INSTITUT D'ECONOMIE SOCIALE FAMILIALE - IESF
- 87 - KAN KELE
- 88 - LE FIL DE L'AMITIE
- 89 - LES AMIS D'ELAVANIO TOGO
- 90 - LES AMIS DE JAYYOUS
- 91 - LES AMIS DE L'ECOLE NORMALE D'INSTITUTEURS POUR JARDINS D'ENFANTS, FRANCE-TOGO - LES AMIS DE L'ENIJE, FRANCE/ TOGO
- 92 LES FRANCOPHONIES EN LIMOUSIN
- 93 LES POTES EN LIMOUSIN
- 94 LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - FEDERATION DES ASSOCIATIONS LAIQUES DE LA CORREZE - FAL 19
- 95 - LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT, FEDERATION DE LA HAUTE VIENNE - FOL 87
- 96 - LIMOUSIN ALGERIE
- 97 - LIMOUSIN PALESTINE
- 98 - LION'S CLUB BELLAC-GARTEMPE
- 99 - LUMIERE D'AFRIQUE
- 100 - LYCEE DES METIERS MARCEL BARBANCEYS
- 101 - MAIRIE DE CHAMBERET
- 102 - MAISON DES DROITS DE L'HOMME - MDH
- 103 - MASHIKUNA
- 104 - MAX HAVELAAR LIMOUSIN
- 105 - MIL ET MIEL
- 106 - MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES - MRAP
- 107 - MOUVEMENT DE LA PAIX DE LA CORREZE
- 108 - MOUVEMENT RURAL DE JEUNESSE CHRETIENNE DU MASSIF CENTRAL - MRJC MASSIF CENTRAL
- 109 - NI PUTES NI SOUMISES 87 - NPNS 87
- 110 - OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU - OIEAU
- 111 - PERSEPOLIS
- 112 - PHARMACIENS SANS FRONTIERE 19 - PSF 19
- 113 - POMPIERS DE L'URGENCE INTERNATIONALE - PUI
- 114 - PREPARONS L'AFRIQUE DU NOUVEAU MILLENAIRE - PANM
- 115 - RANA «LE SOLEIL»
- 116 - REGION LIMOUSIN
- 117 - RENCONTRE ET VOYAGES
- 118 - RESEAU EDUCATION SANS FRONTIERES - RESF 87
- 119 - RESEAU-SOLIDARITE
- 120 - SECOURS CATHOLIQUE, DELEGATION DU

LIMOUSIN

121 - SECOURS POPULAIRE FRANCAIS -

FEDERATION DE LA HAUTE-VIENNE - SPF

122 - SERVICE REGIONAL FORMATION

DEVELOPPEMENT - SRFD

123 - SOLIDARITE ECOLE FRANCE - INDIA - SEFI

124 - SOLIDARITE LAIQUE 23 - DELEGATION

DEPARTEMENTALE DE LA CREUSE

125 - SOLIDARITE LAIQUE 87 - DELEGATION

DEPARTEMENTALE DE LA HAUTE VIENNE

126 - SOLIDARITE MILLEVACHES

127 - SOLIDARITE MONDIALE CONTRE LA FAIM - SMF

128 - SOS RACISME/ UNION DEPARTEMENTALE

DES COMITES LOCAUX STOP RACISME DE LA

HAUTE-VIENNE - SOS RACISME/U.D STOP

RACISME 87

129 - SOYOUZ - TCHERNOBYL - LIMOUSIN - STL

130 - TELE MILLEVACHES

131 - TOGO 19

132 - TOUT AUTOUR DE LA TERRE

133 - UN ENFANT, UN CARTABLE - UELIC

134 - UNION CULTURELLE FRANCO-TURQUE EN

LIMOUSIN - UCUFRADEL

135 - UNION POUR LA CULTURE L'AMITIE ET LES

LOISIRS - UCAL

136 - VERSILLAT LOISIRS CULTURE(S) - VLC

137 - VILLE DE LIMOGES - SERVICE DES

RELATIONS INTERNATIONALES

138 - VIVRE AU BENIN

Index géographique

AFRIQUE : 15 - 42 - 43 - 72 - 84 - 94 - 104 - 127

AFRIQUE DU SUD : 77-125

ALGERIE : 7-61-96-121 -125-135

ANGOLA : 18

BENIN : 6-7-9-57-65-82-100-122-125-138

BURKINA : 1-6-21-26-27-30-32-39-44-57-60-65-66-72-75-83-85-87-105-114-116-120-122-125-130-133-137

CAMEROUN : 37-125

CAP VERT : 69-112

CONGO : 18

CÔTE D'IVOIRE : 65-99

GABON : 99

GAMBIE : 68-98-113

GHANA : 77

GUINEE : 6-19-86

MADAGASCAR : 6-7-65-72-73-108-125

MALAWI : 6

MALI : 6-28-30-62-65-117-125

MAROC : 6-7-9-61-109-125

MAURITANIE : 22

NIGER : 6-44-45-76-86-95-117-125

RWANDA : 6

SAHARA OCCIDENTAL : 56

SENEGAL : 6-7-34-36-50-52-62-67-69-93-107-125-128

TANZANIE : 6-75

TCHAD : 25-62-65

TOGO : 6-31-35-57-89-91-131-138

TUNISIE : 7-41-116-122

AMERIQUE CENTRALE ET CARAIBES : 15-77-127

CUBA : 48

GUATEMALA : 76-108

HAÏTI : 6-72-113-124-125

MEXIQUE : 125

SALVADOR : 125

AMÉRIQUE DU SUD : 15-42-43-59-78-79-85-105-127

ARGENTINE : 38-122

BOLIVIE : 38

BRESIL : 102

CHILI : 38-62-78-113

COLOMBIE : 55

EQUATEUR : 103

PEROU : 38

ASIE : 15-84

BANGLADESH : 77

CAMBODGE : 6-11

CHINE : 6-29

INDE : 6-77-117-123-125-132

INDONESIE : 113-121

JAPON : 75

LAOS : 6

NEPAL : 77

PHILIPPINES : 77

SRI LANKA : 6-125

VIETNAM : 5-6-62-69-72

OCEANIE : 104

EUROPE DE L'EST :

ARMENIE : 40

BIELORUSSIE : 75-129

BOSNIE HERZEGOVINE : 121

BULGARIE : 9

CROATIE : 88

HONGRIE : 9-51-75

KOSOVO : 113

LITUANIE : 9

MACEDOINE : 113

MOLDAVIE : 9-41-122-125

MONTENEGRO : 121
POLOGNE : 9-69-75-116

REPUBLIQUE TCHEQUE : 75

ROUMANIE : 9-24-41-57-62-69-88-116-122-125

RUSSIE : 9-30-69-80-116-129

SERBIE : 113-121

TURQUIE : 113-121

UKRAINE : 17-23

MOYEN ORIENT : 84

AFGHANISTAN : 20-125

IRAN : 121

LIBAN : 7-8-125

PAKISTAN : 113-121

PALESTINE : 30-90-97-120-125

SYRIE : 81

Index thématique

◆ ACTIONS CULTURELLES :

5-9-11-15-17-18-20-23-24-28-30-32-35-46-48-61-67-68-72-75-79-80-81-83-85-88-89-92-94-95-97-99-100-105-108-121-122-123-129-131-132

◆ ACTION SOCIALE :

1-6-7-11-15-18-19-28-34-35-37-38-39-40-41-48-49-50-55-56-57-59-60-63-64-65-66-70-71-75-76-77-82-84-86-87-89-91-94-95-96-98-99-105-106-107-109-114-116-118-120-121-122-123-124-125-126-132-137

◆ ACTIVITE ECONOMIQUE :

1-4-8-15-18-28-30-37-39-45-48-49-55-57-60-65-66-68-76-83-87-88-105-114-117-121-126-127-132-138

◆ DEFENSE DES DROITS :

2-12-13-14-15-18-26-28-42-46-47-48-49-55-56-60-68-72-75-76-77-84-90-94-97-102-105-106-107-109-118-119-124-137

◆ DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL :

2-4-5-6-7-9-11-15-18-19-22-23-26-32-35-38-40-42-43-44-47-48-49-52-56-60-67-70-71-76-77-78-83-84-85-87-88-94-100-102-103-104-107-108-110-112-114-119

◆ DEVELOPPEMENT RURAL :

1-15-18-19-25-26-28-31-32-37-39-40-41-44-45-49-50-52-55-60-66-69-70-72-77-78-83-84-85-98-101-104-105-108-110-114-117-122-125-127-131-132-137-138

◆ DEVELOPPEMENT URBAIN :

7-18-28-40-69-88-125

◆ EDUCATION FORMATION :

5-6-7-8-9-17-18-26-27-28-30-34-35-37-38-39-41-42-44-45-49-50-55-56-57-60-62-66-67-70-72-73-75-76-81-82-83-84-85-86-87-89-91-94-95-99-100-102-108-109-110-113-117-118-120-121-122-123-124-125-131-133-137

◆ ENVIRONNEMENT :

1-15-18-19-28-31-37-38-42-43-55-71-82-83-94-99-114-122-124-127-132

◆ INFORMATION COMMUNICATION :

9-12-13-17-18-20-33-35-42-44-47-48-49-52-55-60-65-67-75-83-84-88-89-94-107-110-119-120-125-126-131-132

◆ SANTE HYGIENE :

5-23-26-27-28-35-37-38-39-45-50-52-55-57-60-62-69-71-78-82-84-98-112-117-125-129-131-138

◆ URGENCE :

6-27-56-57-61-62-73-99-113-120-124-125

RÉGION LIMOUSIN
Délégation à la Coopération
27, boulevard de la Corderie

87 31 LIMOGES Cedex

Tel : 05 55 45 19 63

Fax : 05 55 45 17 44

MAISON DE LA RÉGION
EN CORRÈZE

3 Place Carnot

19 000 TULLE

Tel : 05 55 29 00 29

Fax : 05 55 29 00 38

maisondelaregion19@cr-limousin.fr

MAISON DE LA RÉGION
EN CREUSE

6 Boulevard Carnot

23 000 GUERET

Tel : 05 55 80 32 80

Fax : 05 55 80 32 89

maisondelaregion23@cr-limousin.fr

www.region-limousin.fr

